

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LES BANQUES AUXILIAIRES DU FISC

Thèse pour le Doctorat

présentée et soutenue le 6 Juin 1930, à 14 heures

par

Pierre PARLANGE

Avocat stagiaire à la Cour d'Appel de Paris

Attaché au Parquet de la Seine

Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques

Présidents : MM. JÈZE, TRUCHY.

Suffragants $\left. \begin{array}{l} \text{M. LESCURE.} \\ \text{M. Roger PICARD.} \end{array} \right\}$

PARIS
Imprimerie A. CASTET
38 bis, Boul. Saint-Marcel

1930

THÈSE

pour le Doctorat

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LES BANQUES AUXILIAIRES DU FISC

Thèse pour le Doctorat

présentée et soutenue le 6 Juin 1930, à 14 heures

par

Pierre PARLANGE

Avocat stagiaire à la Cour d'Appel de Paris

Attaché au Parquet de la Seine

Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques

Présidents : MM. JÈZE, TRUCHY.

Suffragants } M. LESCURE.
 } M. Roger PICARD.

PARIS
Imprimerie A. CASTET
38 bis, Boul. Saint-Marcel

1930

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A MON PÈRE.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LES BANQUES AUXILIAIRES DU FISC

INTRODUCTION

L'augmentation incessante du nombre des impôts, l'extension aux différentes sources de revenus du principe de l'impôt cédulaire, la nécessité d'intensifier le contrôle en présence d'une fraude d'autant plus intense que les tarifs sont plus élevés ont amené l'Administration des Finances à demander le concours d'autres personnes que les redevables, n'ayant pas comme eux un intérêt immédiat à se soustraire à son action, soit pour faciliter la constatation de la matière imposable, soit pour la seconder dans le recouvrement de l'impôt.

Les établissements bancaires étaient particulièrement désignés pour remplir ce rôle d'auxiliaires du fisc, les transactions mobilières, les placements, les prêts, les paiements de dividendes ou d'intérêts, les conservations de titres constituant autant d'opérations qui s'effectuent par leur intermédiaire, et sont inhérentes aux mouvements de la fortune mobilière.

Dès 1872, le législateur avait cherché dans une collectivité responsable un débiteur provisoire de l'impôt, en obligeant les sociétés anonymes, par la

loi du 29 juin 1872, à faire l'avance de l'impôt sur le revenu grevant les intérêts, dividendes et autres produits des valeurs mobilières d'une taxe qui, en fait, était due individuellement par les bénéficiaires de ces intérêts, dividendes ou produits. La loi du 28 avril 1893, en assujettissant les opérations de bourse à un droit de timbre mit, dans les mêmes conditions, le soin de percevoir l'impôt à la charge des intermédiaires auxquels incombait l'exécution des ordres.

Mais, les dispositions résultant de ces deux textes ne formaient que des cas isolés et, jusqu'en 1914, les établissements de crédit n'étaient astreints à aucune obligation en dehors de celles imposées à toute société ou à tout commerçant.

L'intervention des banques en matière fiscale prit nettement un caractère actif par la loi du 29 mars 1914, qui non seulement les astreignit à des charges nouvelles et particulières, mais prévoit, ce qui n'avait eu lieu jusqu'alors, une rémunération proportionnelle au montant des taxes recouvrées.

Depuis 1914, la nécessité de créer des recettes supplémentaires pour faire face à des budgets dont l'importance étant inconnue auparavant, amena le Parlement à rechercher de nouvelles ressources fiscales ; la plupart de celles-ci furent tirées des opérations bancaires qui, d'ailleurs, avait pris une grande extension à la suite des perturbations économiques résultant de la guerre.

De telle sorte que les obligations fiscales incombant actuellement aux établissements de crédit nous ont

paru, en raison de leur nombre et de leur importance, mériter qu'une étude particulière leur soit consacrée.

Nous diviserons cet ouvrage en deux parties :

1) Obligations des banques au point de vue du contrôle qu'elles exercent ou permettent d'exercer en vue de la recherche de la matière imposable et de la répression de la fraude.

2) Obligations des banques dans le recouvrement de l'impôt.

Chacune de ces deux parties comprendra deux livres :

Livre I : Obligations non personnelles aux banques.

Livre II : Obligations spéciales aux banques.

PREMIERE PARTIE

*Obligations des banques au point de vue
du contrôle qu'elles exercent ou permettent d'exercer
dans la recherche
de la matière imposable et la répression de la fraude*

LIVRE PREMIER

OBLIGATIONS NON PERSONNELLES

AUX BANQUES

TITRE UNIQUE

Obligation de déclarer les valeurs et sommes dépendant d'une succession

En transformant entièrement le registre fiscal en matière de successions, la loi de finances du 25 février 1901 a introduit un certain nombre de dispositions destinées à prévenir la fraude.

L'effort du législateur s'est porté, tout naturellement, vers les titres au porteur qui composent la majorité du patrimoine mobilier des Français et qu'il est si facile de soustraire au paiement du droit de mutation par décès.

Dans ce but, l'article 15, troisième alinéa, stipule :
« Les sociétés ou compagnies, agents de change, chan-
« geurs, banquiers, escompteurs, officiers ministériels
« ou agents d'affaires qui seraient dépositaires, déten-
« teurs ou débiteurs de titres, sommes ou valeurs
« dépendant d'une succession qu'ils sauraient ouverte,
« devront adresser, soit avant le paiement, la remise
« ou le transfert, soit dans la quinzaine qui suivra
« ces opérations, au Directeur de l'Enregistrement du

« département de leur résidence, la liste de ces titres, « sommes ou valeurs. Il en sera donné récépissé. »

L'énumération est limitative : c'est ce qui ressort de l'examen même du texte de l'article 15 et de la déclaration formelle à cet égard, contenue dans le rapport au Sénat de M. Cordelet (1).

Par conséquent, les prescriptions de cet article restent étrangères au dépôt de titres et de sommes fait chez des simples particuliers : « On remarquera, dit « M. Cordelet, que la disposition du paragraphe 3 « n'atteint plus les simples particuliers, mais seule- « ment les sociétés et les personnes qui, par leur pro- « fession, sont en rapport avec le public » (2).

L'obligation spécifiée par l'article 15 s'applique indistinctement à toutes les sociétés civiles ou commerciales, par actions ou en parts d'intérêt, aux succursales en France des sociétés étrangères : la loi repousse toute distinction à ce sujet.

Le même article désigne spécialement comme soumis à ses prescriptions les agents de change, changeurs, banquiers et escompteurs ; il ne parle pas des coulissiers ; mais, comme l'a fait observer M. Cordelet, les coulissiers « y sont compris sous la qualification « de banquiers ou d'agents d'affaires » (3).

(1) Rapport au Sénat du 9 juillet 1896, *J. O. doc. parl.*, Sénat, N° 172, page 146.

(2) Même rapport, page 145.

(3) Même rapport, page 146.

La loi vise les agents d'affaires. C'est là une expression qui résiste à une définition juridique ; l'industrie des agents d'affaires a pris depuis plusieurs années trop de développement pour qu'il soit nécessaire d'énumérer et de caractériser ses diverses manifestations. On doit notamment réputer agents d'affaires ceux qui s'occupent de prêts d'argent, de placement d'actions industrielles, de gestion de portefeuille, ceux qui se livrent habituellement à des opérations de courtage ou de change avec des banquiers, ceux qui reportent des valeurs de bourse, etc.

*
* * *

La loi atteint non seulement les titres détenus par une société ou l'une quelconque des personnes visées par l'article 15, mais encore les sommes que le défunt lui a confiées, soit à titre de dépôt, soit en vue d'un placement, soit pour acquitter une dette envers un tiers, soit en vue de toute autre opération déterminée.

A s'en tenir strictement aux termes de la loi, il semble même qu'on ne doive pas rechercher si la dette est la conséquence d'une opération se rattachant à la profession de l'assujetti ou si elle résulte d'une obligation étrangère à sa qualité. Dans cet ordre d'idées, le prix non payé d'une maison acquise par un banquier pour son habitation personnelle, les sommes dont une société commerciale est débitrice envers ses fournisseurs devraient au décès des créanciers être portées sur la liste prescrite par l'article 15. L'Ad-

ministration de l'Enregistrement paraît adopter cette interprétation rigoureuse ; dans son instruction numéro 3.051, elle prescrit, en effet, de donner avis de chaque paiement effectué « à des héritiers d'em-
« ployés ou de retraités à titre soit de prorata de sa-
« laires ou de traitements, soit d'arrérages de pen-
« sion ». Or, il est évident que ces dettes dérivent d'un contrat de droit commun et non du caractère professionnel spécial de l'établissement débiteur.

On peut douter, cependant, que telle était l'intention du législateur ; le but à atteindre était de frapper les valeurs mobilières qui échappent à l'impôt ; il fallait donc s'adresser aux personnes ou collectivités dont les rapports habituels avec le public se manifestent par des opérations de dépôt ou de détention de titres ou de sommes d'argent. Si la loi avait entendu les poursuivre jusque dans leurs relations extra-professionnelles, il n'y aurait pas eu de raison, semble-t-il, pour que les mesures prescrites par l'article 15 ne fussent pas généralisées et imposées aux simple particuliers. Les exemples, d'ailleurs visés par M. Cordelet dans son rapport (1) et dans l'étude de M. Defrenois (2), se rapportent tous à des comptes courants, à des sommes en banque, ou à des fonds remis à un officier ministériel.

Une décision du Ministre des Finances du 18 septembre 1924 dispense d'établir une déclaration lors-

(1) Page 305, colonne 1.

(2) N° 381.

que le montant des valeurs à y comprendre n'excède pas 50 francs.

* * *

« L'avis à donner au Directeur de l'Enregistrement
« est, d'après l'Instruction 3.051 de l'Administration,
« subordonné par la loi elle-même à la condition que
« les sociétés, banquiers, etc., sachent que les titres,
« sommes ou valeurs, faisant l'objet de la remise, du
« paiement ou du transfert, dépendent d'une succes-
« sion. La connaissance que le législateur a voulu que
« ces sociétés ou personnes eussent de l'ouverture de
« la succession ne saurait résulter ni de la notoriété
« publique ni d'une information indirecte, mais seu-
« lement du fait que pour obtenir la remise du paie-
« ment ou le transfert des titres, sommes ou valeurs,
« l'intéressé aura dû exciper de sa qualité d'héritier
« ou se prévaloir du décès. »

Ainsi, les titres dépendant d'une communauté conjugale et que le mari aurait déposés à son propre nom dans une banque, pourraient lui être remis même après le décès de sa femme, sans qu'il y ait lieu d'en informer l'Administration, si cette remise lui est faite sur sa simple décharge et sur la seule justification de son identité, dans l'ignorance légale du décès de la femme et des droits qu'elle pouvait avoir sur les titres. « Le dépositaire, déclarait M. Berteaux dans
« la séance de la Chambre des Députés du 22 février
« 1901, n'a pas traité avec la femme ; il ne la connaît
« pas. Il n'est pas tenu de savoir si telle ou telle

« personne peut avoir des droits éventuels sur tout ou « partie des titres déposés » (1).

De même, si les valeurs ont été déposées au nom d'une société en nom collectif, l'établissement dépositaire n'aura pas à donner avis du retrait qui serait opéré postérieurement au décès de l'un des associés, si rien ne lui démontre que la société a cessé d'être propriétaire de ces valeurs.

A plus forte raison, les assujettis ne sauraient être tenus de donner avis du dépôt fait par le de cujus au nom d'un tiers, notamment par un tuteur au profit de son pupille.

Pour l'application des règles précédentes, les dépositaires n'ont à se préoccuper ni de la nationalité du défunt, ni du lieu de l'ouverture de la succession.

* * *

L'avis que les sociétés et autres assujettis doivent fournir à l'Administration consiste en un bordereau certifié contenant la désignation détaillée des valeurs héréditaires dont ils sont détenteurs.

La régie exige que ces listes ou bordereaux, rédigés sur des formules tenues gratuitement à la disposition du public, mentionnent : « ...la nature et le nombre « des titres. De même s'il s'agit d'effets, traites ou « billets remis par le défunt à l'escompte ou à l'en- « caissement et non échus au décès, le banquier devra

(1) Chambre, débats, séance du 22 février 1901, *J. O.*, page 487.

« en fournir l'énumération et ne pas se borner à indiquer le montant de ces valeurs passées au crédit du compte courant de son client ». L'indication du numéro des titres n'est plus exigée.

Les banquiers ne doivent comprendre dans chacun des avis qu'ils délivrent que les sommes ou valeurs ayant fait l'objet de la remise, du transfert ou du paiement qui leur est actuellement demandé par les héritiers ; ils n'ont pas à rechercher si, en dehors de ces valeurs, ils détiennent d'autres titres ou sommes dépendant de l'hérédité ; chaque opération successive engendre pour eux une obligation nouvelle et doit faire l'objet d'un avis particulier.

La loi laisse les assujettis libres de fournir soit avant la remise, le paiement ou le transfert, soit dans la quinzaine qui suivra ces opérations, la liste des titres, sommes ou valeurs, qu'ils sauront dépendre d'une succession. Ce texte qui paraît impliquer une option comporte en réalité un seul délai, il revient à dire que la liste prescrite devra être fournie, au plus tard dans les quinze jours qui suivront la remise, le paiement ou le transfert.

Aux termes de l'instruction précitée de l'Administration (page 7), les assujettis peuvent à leur gré faire établir les avis, soit à leur siège social, soit à la succursale ou agence chargée de la remise, à la condition bien entendu, que ceux-ci soient signés par l'agent qualifié à cet effet.

Un récépissé de sa déclaration est délivré à l'assujetti. Il est détaché du bordereau même créé par l'Administration pour servir d'avis.

*
* * *

Aussitôt après l'entrée en vigueur de la loi de 1901, il a été reconnu que les mesures qu'elle prescrivait étaient insuffisantes pour les successions échues à des héritiers, donataires ou légataires domiciliés à l'étranger. L'envoi d'un simple avis ne garantissait pas, en effet, le recouvrement des droits dûs par ces successibles ; l'Administration se trouvait dépourvue de tout moyen d'action contre ces redevables qui, le plus souvent, n'ont en France aucun bien apparent.

Pour remédier à cet inconvénient, l'article 3 de la loi de finances du 30 décembre 1903 a décidé que les prescriptions du parag. 5 de l'article 15 de la loi de 1901 seraient applicables aux assujettis désignés au parag. 3 du même article qui seraient dépositaires, détenteurs ou débiteurs de titres, sommes ou valeurs dévolues à un ou plusieurs héritiers, légataires ou donataires ayant à l'étranger leur domicile de fait ou de droit.

En vertu de cette disposition, les assujettis ne peuvent effectuer la remise ou le transfert des valeurs en question, si ce n'est sur la présentation d'un certificat délivré sans frais par le receveur de l'Enregistrement et constatant soit l'acquiescement, soit la non exigibilité de l'impôt de mutation par décès, à moins qu'ils ne préfèrent retenir pour la garantie du Trésor et

conserver jusqu'à la présentation du certificat du receveur, une somme égale au montant des droits exigibles.

* * *

Toute contravention rend le dépositaire personnellement tenu des droits et pénalités exigibles par les héritiers, sauf son recours contre ces derniers, et le rend passible, en outre, d'une amende de 900 francs.

LIVRE DEUXIEME

OBLIGATIONS SPECIALES AUX BANQUES

TITRE PREMIER

Obligations des Banques

en ce qui concerne les comptes joints

Pour éluder les prescriptions de l'article 15 § 3, de la loi du 25 février 1901, qui viennent d'être étudiées au livre précédent, les intéressés ont eu recours à la création de comptes en banque, indivis ou collectifs avec solidarité, connus plus généralement sous le nom de comptes joints.

Les stipulations particulières de ces comptes confèrent à chacun des titulaires la faculté de retirer, seul et sans l'assistance de son co-déposant la totalité des sommes ou valeurs existant au crédit du compte.

En cas de décès de l'un des titulaires, la banque dépositaire se trouvait ainsi dispensée de notifier à l'Administration la nature et l'importance des valeurs inscrites au compte, puisque le déposant survivant a qualité pour les retirer seul comme s'il en était intégralement propriétaire.

L'article 7 de la loi de finances du 31 mars 1903 a eu pour but de prévenir les fraudes qui seraient commises à la faveur des comptes joints.

Cet article dispose, en premier lieu « tous les titres, « sommes ou valeurs existant chez les dépositaires « désignés au troisième alinéa de l'article 15 de la « loi du 25 février 1901 et faisant objet de comptes « indivis ou collectifs avec solidarité seront consi- « dérés, pour la perception des droits de mutation « par décès, comme appartenant conjointement aux « déposants et dépendant de la succession de chacun « d'eux pour une part virile ».

La preuve contraire est réservée, par le même article, tant à l'Administration qu'au redevable pour combattre la présomption de propriété par parts égales résultant de ce texte. L'Administration est admise, en conséquence, à démontrer par tous les modes de preuves, compatibles avec la procédure écrite, que les droits du défunt sont supérieurs à une part virile ; les héritiers peuvent, de leur côté, établir que le de cujus ne possédait qu'une fraction inférieure, ou qu'il n'avait aucun droit à l'actif déposé. Mais, d'après les termes formels de l'article 7, cette preuve ne peut être fournie en ce qui les concerne qu'au moyen des énonciations mêmes de l'acte de dépôt, ou par des actes authentiques ou des actes sous seings privés ayant acquis date certaine autrement que par le décès.

On ne saurait assimiler à un compte joint le dépôt fait au nom d'une société en nom collectif, à moins qu'il ne soit démontré que les valeurs déposées, au

lieu d'appartenir au patrimoine social, sont la propriété personnelle des associés (1).

* * *

Pour permettre à l'Administration de surveiller le décès de tous les titulaires des comptes joints, le deuxième alinéa de l'article 7 impose aux dépositaires l'obligation de faire connaître au Directeur de l'Enregistrement de leur résidence « ...dans les trois « mois au plus tard de l'ouverture du compte individuel ou collectif avec solidarité... les nom, prénoms « et domicile de chacun des déposants, ainsi que la « date de l'ouverture du compte ».

Dès que l'Administration a connaissance du décès d'un titulaire d'un compte conjoint, par les moyens habituels, elle en prévient immédiatement la banque dépositaire, qui, dans la quinzaine de cette notification, doit faire parvenir la liste des titres, sommes ou valeurs, existant, au jour du décès, au crédit des co-déposants.

Cet avis est dressé sous forme de bordereau comprenant, d'une part, le montant des sommes dues ou déposées, d'autre part, la liste des titres. Il rappelle, s'il y a lieu, la date de la remise ou du paiement. Son exactitude est certifiée. Des formules imprimées sont tenues gratuitement à la disposition des intéressés.

(1) Rochefort, 14 janvier 1920.

Les irrégularités commises sont punies d'une amende de 500 à 5.000 francs, passibles des décimes prévus en matière d'enregistrement.

TITRE II

Obligations des banques

en ce qui concerne les coffres-forts tenus en location

Il ne suffisait pas au législateur, pour prévenir toute fraude en matière successorale, d'avoir exigé des sociétés, banquiers, officiers publics ou ministériels, la déclaration des sommes ou valeurs dépendant d'une succession qu'ils pourraient savoir ouverte, ni d'avoir imposé aux établissements de crédit l'obligation de faire connaître les comptes joints, dont ils pourraient être dépositaires. Les articles 15 de la loi du 25 juillet 1901 et 7 de la loi du 31 mars 1901 s'étaient révélés insuffisants pour garantir les successions de toute évasion des capitaux, surtout sous la forme de valeurs mobilières au porteur.

Dès avant 1914, les établissements bancaires avaient créé dans leurs locaux des services de location de coffres-forts dont l'usage pendant la guerre de 1914-1918 prit une extension toute particulière. Ces coffres présentent, en plus des garanties matérielles de conservation, une porte ouverte à la fraude en matière successorale. L'Administration de l'Enregistrement

fonde, en effet, la perception des droits de succession sur la théorie fiscale de la propriété apparente, qui, en ce qui concerne les valeurs et sommes déposées dans un coffre-fort, s'appuie, notamment, sur l'article 2.279 du Code Civil, aux termes duquel « En fait de meubles possession vaut titre ».

Aussi avait-elle le plus grand intérêt à réglementer l'usage des locations de coffres-forts.

Ce fut le but des articles 1 à 6 de la loi du 18 avril 1918.

L'article premier prescrit : « Aucun coffre-fort ou
« compartiment de coffre-fort ne pourra être ouvert
« par qui que ce soit après le décès soit du locataire
« ou de l'un des locataires, soit de son conjoint, s'il
« n'y a pas entre eux séparation de corps, qu'en pré-
« sence d'un notaire requis à cet effet par tous les
« ayants-droit à la succession, ou du notaire désigné
« par le Président du Tribunal Civil en cas de désac-
« cord, et sur la demande de l'un des ayants-droit.

« Le procès-verbal constatera l'ouverture du coffre-
« fort et contiendra l'énumération complète et détail-
« lée de tous les titres, sommes ou objets quelconques
« qui y seront contenus.

« S'il est trouvé des testaments ou autres papiers
« cachetés ou s'il s'élève des difficultés au cours de
« l'opération, le notaire procédera conformément
« aux articles 916, 918, 919, 920, 921 et 922 du Code
« de procédure civile. »

Ce texte a été complété par l'article 16 de la loi du 30 juin 1923 ainsi conçu : « Avis du lieu, jour et « heure de l'ouverture sera, sous les sanctions prévues par l'article 3, donné par le notaire, trois jours « francs à l'avance, par lettre recommandée avec « accusé de réception, au directeur départemental de « l'Enregistrement, pour qu'un de ses agents puisse « y être présent ».

Ces principes sont applicables, quelle que soit la nationalité du locataire du coffre (1). Il n'y est fait exception que dans le cas où il y a séparation de corps entre le défunt et son conjoint pour le coffre au nom de ce dernier (2).

Lorsque le locataire du coffre est une société, la mort d'un associé n'entraîne en aucun cas l'obligation d'accomplir les formalités. Cependant, il faut qu'il s'agisse d'une société constituant un être moral indépendant de ses membres. C'est ainsi que le Tribunal de Nantes a, par un jugement du 23 mai 1921, décidé que la loi était applicable dans le cas du décès d'un des membres d'une société en nom collectif.

L'application des dispositions législatives est subordonnée à une double condition : 1° que le coffre-fort ait été donné en location par une personne ou un établissement se livrant habituellement à ce genre d'opérations ; 2° que le locataire ou l'un des locataires indivis soit décédé.

(1) Ordonn. de référés, Seine, 2 mai 1925.

(2) Même ordonnance.

La loi s'applique à toutes les ouvertures de coffres-forts postérieures à sa mise en vigueur, alors même que la location remonterait à une époque antérieure.

Toute ouverture doit avoir lieu en présence d'un agent de l'Administration de l'Enregistrement et d'un notaire. Ce dernier n'est pas tenu d'ouvrir lui-même le coffre, il se borne à assister à cette ouverture et à en dresser procès-verbal, mentionnant d'une manière complète et détaillée tous les titres, sommes ou objets quelconques contenus dans le coffre.

Pour rendre effectives les prescriptions résultant des textes précités, « toute personne ou société qui se « livre habituellement à la location de coffres-forts » ou de compartiments de coffres-forts, est astreinte aux obligations suivantes :

1° En faire la déclaration au bureau de sa résidence et, s'il y a lieu, à celui de chacune de ses succursales ou agences louant des coffres-forts.

2° Tenir un répertoire alphabétique, non sujet au timbre, présentant, avec mention des pièces justificatives produites, les noms, prénoms, professions, domiciles et résidences réels de tous les occupants de coffres-forts et le numéro du coffre loué.

3° Inscrire sur un registre ou carnet établi sur papier non timbré, avec indication de la date et de l'heure auxquelles elles se présentent, les noms et adresses et qualités de toutes les personnes qui veulent procéder à l'ouverture du coffre-fort et exiger

que ces personnes apposent leur signature sur ledit carnet.

Lorsque la personne qui voudra ouvrir le coffre-fort n'en sera pas personnellement ni exclusivement locataire, sa signature sera apposée sur une formule certifiant qu'elle n'a pas connaissance du décès, soit du locataire ou de l'un des locataires, soit du conjoint non séparé de corps de ceux-ci.

4° Représenter ou communiquer lesdits répertoires, registres ou carnets à toute demande des agents de l'Administration de l'Enregistrement.

Les déclarations d'existence sont reçues sur un registre spécial et sont signées dans chaque bureau, soit par l'assujetti, soit par son mandataire, soit enfin, lorsqu'il s'agit d'une société, par ses représentants légaux ou leurs mandataires.

Bien que la loi ne le spécifie pas, il paraît évident que toutes les mentions à inscrire sur le registre ou carnet à remplir lors de chaque ouverture de coffre-fort, doivent être portées à l'encre et sans rature. L'usage, tel que le pratiquent certaines banques, de crayons, soit à encre, soit ordinaires, ne semble pas devoir être considéré comme régulier.

* * *

Les règles qui précèdent sont également applicables aux « plis cachetés et aux cassettes fermées remises en dépôt aux banquiers, changeurs, escompteurs et

« à toutes personnes recevant habituellement des plis
« de même nature. »

Si la loi désigne spécialement les banquiers, changeurs et escompteurs, c'est seulement à titre d'exemple : le législateur n'a entendu les atteindre, comme toutes autres personnes, que s'ils reçoivent « habituellement » en dépôt les plis et cassettes. En outre, ces dispositions doivent être interprétées en tenant compte de cette idée, maintes fois exprimée au cours des travaux préparatoires de la loi, que les plis cachetés ou cassettes fermées sont à considérer comme des coffres-forts en papier ou de dimension réduite (1).

* * *

Toute infraction aux dispositions de la loi est punie d'une amende de 5 à 5.000 francs, sujette aux décimes.

Toutefois, le parag. 2 de l'article 5 ajoute que « l'article 5 de la loi du 17 avril 1906 est applicable en cas de refus de communication des documents visés à l'article 4 ». Il en résulte que le refus de communication est sanctionné par l'amende de 1.000 à 10.000 francs en principal, édictée par l'article 5, paragraphe premier de la loi du 17 avril 1906. Indépendamment de cette amende et conformément aux parag. 2 et 3 du même article 5, les assujettis, qui ont refusé la communication précitée, devront, en cas d'instance, être condamnés à représenter les pièces ou docu-

(1) Rapport de M. Guillier, annexe N° 70 au procès-verbal de la séance du Sénat du 28 février 1918, page 17.

ments non communiqués sous une astreinte de 100 frs au minimum par chaque jour de retard. Cette astreinte, non soumise aux décimes, commencera à courir de la date de la signature par les parties ou de la notification du procès-verbal qui sera dressé pour constater le refus d'exécuter le jugement régulièrement signifié ; elle ne cessera que le jour où la communication ordonnée sera faite et constatée.

* * *

Les mesures que nous venons d'examiner ne sauraient être considérées comme entièrement efficaces. Il arrive fréquemment soit que le titulaire retire ou fasse retirer au cours d'une maladie et avant son décès les titres que le coffre renferme, soit que les héritiers porteurs d'un mandat se présentent à la banque après le décès sans révéler ce décès.

Il ne faut pas oublier, cependant, que cette mesure est complétée par l'article 17 de la même loi du 18 avril 1918, modifié par l'article 46 de la loi du 13 juillet 1925 qui établit une présomption légale faisant dépendre d'une succession tout titre ou valeur dont le défunt a perçu les revenus moins d'un an avant son décès, et dont les héritiers, donataires ou légataires universels ou à titre universel, sont ultérieurement reconnus être en possession.

DEUXIEME PARTIE

OBLIGATIONS DES BANQUÈS
DANS LE RECOUVREMENT DE L'IMPOT

LIVRE PREMIER

Obligations non particulières aux banques

TITRE PREMIER

Impôt sur les intérêts des créances.

Dépôts et cautionnements

La loi du 31 juillet 1917, complétant l'œuvre des lois des 29 juin 1872 et 29 mars 1914, a étendu le champ d'application de la taxe sur le revenu à une catégorie de produits qui y avaient échappé jusqu'alors : les intérêts des créances, dépôts et cautionnements.

Elle n'a apporté aucune restriction aux lois qui l'ont précédée, et les produits déjà taxés par celles-ci sont restés soumis à leur empire ; c'est ainsi que les emprunts contractés par les collectivités placées sous le régime institué par la loi du 29 juin 1872 demeurent passibles de l'impôt sur le revenu, selon les prescriptions de cette loi.

Historique.

L'idée de frapper d'un impôt les intérêts des créances est ancienne : un décret des 16 et 29 avril 1848 avait assujéti à une taxe de 1 % le capital de

toutes les créances hypothécaires ; l'Assemblée Nationale en prononça l'abrogation, le 9 août de la même année, et le gouvernement d'alors proposa de créer un impôt de 20 % sur les intérêts des prêts sur hypothèques et des prix de vente ayant fait l'objet de transport. Mais ce projet n'aboutit jamais.

La question fut reprise, en 1872, sous la forme d'une contribution de 2 % sur le revenu des créances hypothécaires, votée par l'Assemblée Nationale le 28 juin. Ce nouvel impôt fut supprimé par l'article 20 de la loi du 20 décembre de la même année, en raison de l'impossibilité pour l'Administration d'établir sa rentrée sur des bases certaines, et devant les protestations de toutes les Chambres de notaires.

Un projet déposé au bureau de la Chambre des Députés, le 9 février 1897 (annexes 2.268), tendant à faire supporter par les créanciers hypothécaires une partie de l'impôt foncier grevant les immeubles donnés en garantie, échoua, lui aussi.

Dès 1909, le Parlement avait envisagé de supprimer les quatre contributions directes existantes, et de leur substituer un impôt général sur les revenus de toutes catégories et un impôt complémentaire sur l'ensemble des revenus du chef de famille. Ce projet fut réalisé partie par la loi du 29 mars 1914, partie par celle du 15 juillet 1914.

Le nouveau système fiscal demandait à être complété par l'établissement d'impôts cédulaires sur différentes catégories de revenus jusqu'alors non taxés :

bénéfices industriels et commerciaux ; bénéfices sur l'exploitation agricole ; traitements publics et privés ; salaires pensions et rentes viagères ; bénéfices des professions non commerciales ; et enfin, revenus des créances, dépôts et cautionnements.

Ce fut l'œuvre de la loi du 31 juillet 1917 dont l'article 38, en ce qui concerne ces derniers produits, est ainsi conçu : « L'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, établi par les articles 31 et suivants de la loi du 29 mars 1914, et dont le taux a été modifié par l'article 11 de la loi du 30 décembre 1916, s'applique aux intérêts, arrérages et tous autres produits :

« 1° des créances hypothécaires, privilégiées et chirographaires, à l'exclusion de toute opération commerciale ne présentant pas le caractère juridique d'un prêt ;

« 2° des dépôts de sommes d'argent, à vue ou à échéance fixe, quel que soit le dépositaire et quelle que soit l'affectation du dépôt ;

« 3° des cautionnements en numéraire. »

CHAPITRE PREMIER

CHAMP D'APPLICATION DE L'IMPOT

Produits atteints par la loi

Les articles 38 et suivants de la loi du 31 juillet 1917 ont réparti les revenus imposables en trois catégories :

Intérêts des créances, intérêts des dépôts, intérêts des cautionnements en numéraire.

Nous examinerons les revenus imposables des deux premières catégories qui, seules, sont susceptibles d'engendrer des obligations de la part des banquiers.

SECTION I

Intérêts des créances

§ I. — *Créances civiles.*

Le législateur a voulu atteindre les intérêts de toutes les créances civiles. L'article 38 est conçu dans les termes les plus généraux. La taxe frappe donc les

intérêts des créances garanties par un nantissement ou une antichrèse, comme ceux des créances privilégiées, hypothécaires ou chirographaires ; il n'y a pas à se préoccuper de leur origine, prêts, ventes, cessions, condamnations judiciaires, donations, legs, etc., (1). Dès lors, les intérêts d'un prix de vente mobilière ou immobilière, d'un prix de cession de droits quelconques, d'une dot, sont sujets à la taxe sur le revenu. Le législateur, en employant l'expression générique de « créances » a entendu viser, d'une façon générale, l'objet de toute opération par laquelle s'établissent entre deux personnes des relations de débiteur à créancier.

Il n'y a pas de distinction à faire entre les différents débiteurs, états, départements, communes, personnes morales ou simples particuliers.

Il est également sans influence sur l'exigibilité de l'impôt, que la créance productive d'intérêts soit garantie par une sûreté hypothécaire ou autre se trouvant dans un pays étranger (2).

L'impôt ne frappant que les intérêts, arrérages ou tous autres produits, il va de soi qu'il ne saurait s'appliquer aux créances non productives d'intérêts ; mais il deviendrait, semble-t-il, exigible, s'il était établi que le capital global dont l'emprunteur s'est reconnu débi-

(1) *J. O.*, 11 avril 1918, Chambre, Débats, p. 3.141.

(2) Réponse à la question écrite du 16 nov. 1920 de M. Paul de Roux, sénateur. *J. O.* 15 déc. 1920, Chambre, Débats, p. 1.910, col. 3.

teur, comprenait à la fois le capital net avancé, et les intérêts dont celui-ci est productif jusqu'au jour du remboursement.

Dans le même ordre d'idées, l'Administration de l'Enregistrement estime que la taxe est exigible sur le montant des indemnités versées à leurs créanciers par les emprunteurs ayant remboursé leurs dettes par anticipation (1).

L'exigibilité de l'impôt a également été reconnue sur les intérêts des avances sur titres, dès l'instant que l'opération s'analyse en un véritable prêt (2).

Le vendeur d'immeubles est un créancier privilégié (art. 21.031 du Code Civil); la taxe doit être acquittée lors du paiement des intérêts de sa créance, l'article 38 N° 1 de la loi, visant à la fois les créances hypothécaires, privilégiées et chirographaires (3).

Lorsqu'un legs particulier a pour objet une somme d'argent payable à terme, les intérêts, dont il est productif, sont passibles de l'impôt. Le recueil Dalloz émet une opinion contraire (4), mais cette interprétation ne paraît pas exacte, la loi ayant, comme nous l'avons fait ressortir plus haut, une portée générale

(1) Instr. 3.720, parag. 14.

(2) Réponse à la question écrite de M. Vincent Auriol, député, *J. O.* 28 sept. 1918, Chambre Débats, p. 2.538.

(3) Rép. à question écrite N° 16.378 du 24 janvier 1923 de M. de Rodez-Bénavent, député. *J. O.* 14 février 1923, Chambre Débats, p. 643, col. 1 et 2.

(4) *D. P.* 1917-4-313, note 4.

et atteignant les intérêts de toutes les créances, quelle que soit l'origine de la dette.

Les intérêts moratoires des créances civiles sont passibles de la taxe, au même titre que tous autres « intérêts, arrérages ou produits » de ces créances, sans qu'il y ait lieu de rechercher s'il s'agit ou non d'un prêt (1).

Par contre, l'impôt n'est pas dû :

Dans le cas où le vendeur d'un immeuble se réserve la jouissance de cet immeuble pendant un certain temps, bien que le prix ait été payé comptant, et alors même que cette privation de jouissance aurait été évaluée dans l'acte à l'intérêt du prix calculé depuis le jour du contrat jusqu'à l'entrée en jouissance; l'indemnité accordée de ce chef ne représente pas, en effet, le produit d'une créance principale qui n'existe pas, mais elle a le caractère d'une prestation particulière, assimilable à un loyer (2).

Les arrérages d'une rente viagère ou d'une pension, quelle que soit son origine, échappent à l'impôt, comme étant visés par l'article 23 de la même loi, qui prévoit une taxe spéciale.

Ne sont pas imposables encore, le produit des fonds placés en report : le bénéfice tiré d'une opération de report, appelé prix du report, et qui n'est autre que

(1) Réponse à question écrite N° 27.000 du 18 février 1919, de M. de Bagneux, député. *J. O.*, 12 mars 1919, Chambre Débats, p. 1.115, col. 3.

(2) Demolombe, Cours de Droit Civil, 10, N° 230 bis.

la différence entre deux prix, l'un d'achat, l'autre de vente, n'a pas, en effet, le caractère d'intérêt d'une créance ou d'un prêt (1).

§ II. — *Créances commerciales.*

Les intérêts des créances commerciales sont, en principe, sujets à l'impôt, au même titre que les créances civiles. Ces créances d'ailleurs peuvent, comme celles-ci, être hypothécaires, privilégiées ou chirographaires.

L'article 38 de la loi du 31 juillet 1917 a cependant établi une distinction et affranchi de la taxe « toutes les opérations commerciales ne présentant pas le caractère juridique d'un prêt ».

Dès lors, sont passibles de la taxe, notamment :

1° les intérêts des sommes dont les associés en nom collectif restent débiteurs sur leurs apports ;

2° les intérêts du prix de vente d'un fonds de commerce (2) ;

3° les intérêts d'une somme allouée pour prix d'un marché de travaux (3).

(1) Décis. de l'Adm. de l'Enreg. du 10 mai 1918.

(2) Décis. de l'Adm. de l'Enreg. du 10 novembre 1918 ; Décision du Minist. des Finances, 9 août 1922.

(3) Décis. de l'Adm. de l'Enreg. du 14 février 1924.

Au contraire, y échappent les intérêts des frais de courtage et de commission, et les effets de commerce causés « valeur reçue en marchandises », ou même « valeur en compte » ; mais, pour ces derniers, la question devient plus délicate depuis que la loi du 8 février 1922 n'oblige plus de causer les effets de commerce. Il semble que le critérium de l'exigibilité de l'impôt doive, depuis lors, être cherché dans la qualité du créancier.

Remarquons, enfin, qu'un commerçant ne pouvant être créancier de sa propre maison, n'est pas redevable de la taxe sur les intérêts qu'il inscrit à son compte à raison des sommes par lui engagées dans son commerce (1).

SECTION II

Intérêts des dépôts et comptes-courants

§ I. — *Dépôts.*

L'article 38 de la loi du 31 juillet 1917 vise les « dépôts de sommes d'argent à vue ou à échéance fixe, « quelle que soit l'affectation du dépôt. »

Il en résulte que sont uniquement imposables les dépôts qui peuvent être retirés à la seule volonté du déposant, soit à toute époque, soit à une date prévue

(1) Réponse à question écrite du 8 mars 1921, de M. Regaud, député, *J. O.*, 1^{er} avril 1921, Chambre Débats, p. 1.125, col. 3.

d'avance. Au contraire, ceux, dont le retrait est subordonné à l'accomplissement de formalités, ne constituent pas des dépôts à vue ou à échéance fixe, et ne tombent pas sous l'application de la loi.

Peu importe la qualité des déposants : caisses publiques, établissements de crédit, simples particuliers, personnes morales ou personnes physiques.

§ II. — *Comptes-courants.*

Il avait été entendu, au cours des travaux préparatoires de la loi de 1917, que les intérêts des comptes-courants ne seraient pas soumis à l'impôt (1).

Pour qu'il en soit ainsi, il fallait, toutefois, qu'il s'agisse d'un véritable compte-courant, c'est-à-dire d'un contrat, dont l'essence suppose nécessairement une réciprocité de remises se traduisant en articles de crédit et de débit distincts, destinés à se balancer en un solde définitif à la clôture du compte, suivant la définition qu'en avait donnée la Cour de Cassation par ses deux arrêts des 2 juillet 1890 (1) et 3 décembre 1901 (2).

Or si, en théorie, la différence entre le compte-courant véritable et le compte simple de prêt ou de dépôt est assez nette, il n'en est pas de même, dans la pratique, où la distinction est souvent difficile à dé-

(1) D. 91-1-377.

(2) D. 1903-1-601.

terminer. D'ailleurs, il a été admis qu'un compte revêtait le caractère de compte-courant, non seulement lorsqu'il présentait des remises réciproques, mais même lorsqu'il comportait uniquement la possibilité de semblables remises (2). Ainsi, la seule intention d'ouvrir un compte-courant pouvait attribuer ce caractère à tout compte, bien que, à un moment donné, ou même depuis l'ouverture du compte, il n'existât pas en fait de remises réciproques.

Il était, dès lors, essentiellement aisé d'éluder l'impôt, par un simple jeu d'écritures sur les intérêts d'un prêt, d'une ouverture de crédit ou d'un dépôt de fonds.

C'est pour remédier à cet état de choses que le Gouvernement a fait voter l'article 29 de la loi de Finances du 31 décembre 1928, ainsi conçu : « L'impôt sur le revenu, établi par l'article 38 de la loi du 31 juillet 1917, s'applique aux intérêts, arrérages et tous autres produits des comptes-courants, dans tous les cas où ils ne figurent pas dans les recettes provenant de l'exercice d'une profession industrielle, commerciale ou agricole ou d'une exploitation minière. »

En d'autres termes, l'impôt n'est pas exigible sur les intérêts bonifiés au profit d'un industriel, d'un commerçant ou d'un agriculteur, dès l'instant que ceux-

(1) Voir notamment déclaration du Commissaire du Gouvernement à la séance du Sénat du 31 juillet 1917, *J. O. Débats parlementaires*, page 804.

(2) Voir jugement du Tribunal d'Ille-et-Vilaine du 30 mai 1927.

ci sont compris parmi les recettes de son exploitation et se trouvent assujettis, par suite, à l'impôt sur les bénéfices industriels ou commerciaux ou bien agricoles. Il n'est pas, d'ailleurs, nécessaire que ces intérêts soient effectivement *atteints* par les impôts cédulaires; il suffit, ainsi que cela résulte de l'exposé des motifs du gouvernement, que les produits du compte-courant figurent au nombre des éléments du compte de profits et pertes servant de base à l'assiette de l'impôt sur les bénéfices industriels, commerciaux ou agricoles; et l'exemption sera acquise, même si, l'entreprise étant déficitaire, il n'y a pas, en fait, de bénéfices imposables. La même règle sera appliquée aux entreprises exonérées de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, par application du principe que l'exonération équivaut à paiement.

Dès lors, le banquier qui opère en compte-courant avec un commerçant, un industriel, un agriculteur ou un exploitant de mines, n'a pas à payer l'impôt sur les intérêts bonifiés au compte du client; c'est à ce dernier qu'il appartient de faire entrer ceux-ci dans les éléments devant servir à l'établissement de l'impôt cédulaire dont il est redevable.

Mais le banquier agira prudemment en exigeant de son client une déclaration écrite, portant que le titulaire du compte est un commerçant, un agriculteur ou un exploitant de mines, et que le compte est ouvert pour les besoins de sa profession. Il est possible que cette déclaration ne soit pas opposable au banquier si, en réalité, le titulaire du compte n'exerce

pas la profession qu'il s'est attribuée, mais elle lui permettra d'effectuer contre son client tout recours utile pour les droits dont il pourrait être ainsi redevable et le mettrait à couvert contre toute pénalité.

Il y a lieu de remarquer que les officiers ministériels, notaires, huissiers, avoués, etc., exercent une profession non commerciale et sont cotisés comme tels dans la cédule des bénéfices des professions non commerciales ; c'est pourquoi, les intérêts, qui leur sont bonifiés en compte-courant, ne rentrent pas dans les exemptions limitativement prévues par la loi nouvelle. Il serait à désirer que l'Administration, tenant compte du fait que les titulaires des charges et offices supportent l'impôt cédulaire au même taux que les commerçants, les fassent bénéficier, par mesure d'équité, des exemptions prévues au profit des commerçants et agriculteurs par l'article 29 précité.

CHAPITRE II

BASES DE LA PERCEPTION DE L'IMPOT

SECTION I

Assiette et fait générateur

Sous le régime de la loi du 31 juillet 1917, le fait générateur de la taxe consistait dans la création d'une quittance ou de tout autre écrit constatant le paiement ou l'inscription au crédit d'un compte des intérêts, arrérages ou autres produits frappés par l'impôt. Il était donc aisé d'éluder légalement le paiement de la taxe en ne rédigeant aucun écrit. L'impôt n'était pas dû, également, quand la rédaction de la quittance ou tout autre écrit, avait lieu à l'étranger ou dans les pays de protectorat (1).

L'article 52 de la loi du 25 juin 1920 a comblé les lacunes de la loi précédente en décidant que l'impôt « est dû par le seul fait, soit du paiement des intérêts de quelque manière qu'il soit effectué, soit de

(1) Réponse à question écrite de M. Vincent Auriol, député. *J. O.* du 11 avril 1918, p. 3.141.

« leur inscription au débit ou au crédit d'un compte, « dès lors que le créancier a son domicile ou sa « résidence habituelle en France, ou y possède un éta- « blissement industriel ou commercial dont dépend la « créance, le dépôt ou le cautionnement ».

L'impôt est, il s'ensuit, exigible, depuis la loi de 1920, par le seul fait de l'inscription des intérêts au crédit ou au débit d'un compte. La circonstance que le débiteur serait d'une solvabilité douteuse ne saurait, en principe, dispenser du paiement de l'impôt jusqu'au jour du recouvrement effectif des arrérages. La taxe est, en effet, d'après la théorie de l'Administration, définitivement acquise, même en cas d'insolvabilité ou de carence complète du débiteur (1).

Cependant, l'Administration a admis un tempérament à la rigueur de ce principe et n'insiste pas sur l'acquiescement de la taxe si le banquier détruit par des justifications suffisantes la présomption de paiement attachée par la loi au fait de l'inscription au compte (2).

L'insertion dans la loi de 1920 des mots « de quelque manière qu'il (le paiement) soit effectué » a mis fin à toute controverse sur l'exigibilité de la taxe, lorsque les intérêts font l'objet, non d'un paiement effectif, mais d'un mode de libération équivalent au

(1) *J. O.*, 28 avril 1922, Débats parlementaires, Chambre N° 13.341, p. 1.507.

(2) Réponse à la question écrite N° 24 du 7 juin 1928 de M. Car-magnole, député, *J. O.* 1^{er} août 1928, Chambre Débats, p. 2.452, col. 1 et 2.

paiement : compensation légale ou conventionnelle, dation en paiement, novation. Il convient, en effet, de ne pas oublier que le législateur a voulu assujettir à l'impôt cédulaire toutes les ressources de revenu des contribuables et, qu'il est conforme à sa volonté, de taxer les revenus des créances, dépôts et cautionnements, de quelque manière qu'ils profitent à leurs titulaires.

L'impôt est exigible, sans conteste, sur les intérêts capitalisés, la capitalisation constituant un mode de paiement (1).

SECTION II

Tarif

Les intérêts échus avant le 1^{er} janvier 1918, date de l'application de la loi, étaient exemptés de toute taxe.

Le taux de l'impôt avait été primitivement fixé à 5 p. 100.

Il a été porté à 10 p. 100 par l'article 50 de la loi du 25 juin 1920 et à 12 p. 100 par l'article 3 de la loi du 22 mars 1914.

(1) Cass. Req. 13 juillet 1892, S. 93-1-153; Cass. Civ. 3 déc. 1901, S. 1902-1-294.

Réponse à question écrite de M. Périnard, député, du 8 novembre 1920, *J. O.*, 4 déc. 1920, Chambre Débats, page 3.487, col. 1.

Enfin, la loi du 3 août 1926, articles 16 et 21, en a fixé le montant à 18 p. 100 à compter du 1^{er} janvier 1927.

SECTION III

Liquidation

L'impôt se liquide sur le montant *brut* des intérêts, arrérages et tous autres produits dont bénéficie réellement le créancier. A cet égard, M. Dumesnil, député, s'est exprimé ainsi, au nom de la Commission de législation fiscale de la Chambre (1) :

« Il n'est pas inutile de définir les mots « *montant brut* ». Comme l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, établi par les lois des 29 juin 1872 et 29 mars 1914, auxquelles se réfère l'article 40 du projet de loi (art. 38 de la loi), la taxe de 5 % frappe le revenu brut, c'est-à-dire le revenu stipulé par le titre obligatoire et touché réellement par le créancier, sans aucune déduction des frais ou charges qui peuvent grever ce revenu et en diminuer le montant. Exemples : un créancier hypothécaire touche de son notaire, qui en opère le recouvrement sur le débiteur, 500 francs d'intérêts annuels sur lesquels le notaire retient 25 fr. pour frais de recouvrement à 5 %. L'impôt sur le revenu sera dû sur le

(1) Documents parlementaires, Chambre, séance ordinaire 1917, Annexe 3.044, *J. O.*, page 486, col. 2.

« montant brut des intérêts, 500 francs, et non pas
« sur la somme nette encaissée. De même, le créan-
« cier est obligé de poursuivre en justice son débiteur
« en paiement des intérêts échus de sa créance. Pour
« recouvrer 400 francs, il dépense en frais de procé-
« dure une somme totale de 50 francs dont il sup-
« porte personnellement la charge par suite de l'in-
« solvabilité du débiteur ou pour toute autre cause;
« il n'en devra pas moins l'impôt de 5 % sur
« 400 francs. Toutefois, si la créance d'intérêts se
« trouve réduite par décision de justice, la taxe ne
« paraît devoir atteindre que le montant du revenu
« réel alloué en vertu du titre exécutoire délivré par
« le juge. Enfin, un créancier ne serait pas fondé à
« demander la déduction sur les intérêts imposables
« des frais de courtage ou autres, qu'il jugerait à pro-
« pos d'exposer pour en assurer le recouvrement, en
« s'adressant, par exemple, à la poste, à un encais-
« seur, ou à une banque. »

Cependant, l'impôt ne saurait frapper les frais de courtage et de commission prélevés par les sociétés de crédit en sus des intérêts proprement dits (1).

De même, l'Administration admet la déduction des impôts étrangers pouvant grever les intérêts d'une créance (2).

(1) Réponse à question écrite de M. Vincent Auriol, député, du 28 mars 1918, *J. O.*, du 11 avril 1918, page 3.141.

(2) *J. O.*, 3 juin 1918, Chambre Débats, page 1.123.

L'impôt est à la charge exclusive du créancier. Si le débiteur le prend à son compte, il acquitte, par suite, une dette du créancier, et cette charge augmente d'autant le produit taxable de la créance (1).

Le fait générateur de l'impôt consiste, ainsi qu'il a été indiqué, dans le paiement effectif des intérêts au créancier ; en principe, par suite, l'impôt est dû au tarif en vigueur à la date du paiement et, quelle que soit la période à laquelle ce dernier s'applique. Toutefois, l'Administration de l'Enregistrement a décidé, par une interprétation libérale de la loi, de n'appliquer l'impôt que d'après le tarif en vigueur lors de l'échéance des intérêts (2).

(1) Réponse à question écrite du 27 octobre 1927 de M. Joseph Courtier, sénateur, *J. O.*, 18 janvier 1928, Sénat Débats, page 17, col. 3.

Réponse à question écrite de M. Peyroux, député, *J. O.* 8 février 1928, Chambre Débats, page 492.

Réponse à question écrite de M. Paganon, député, *J. O.*, 15 mars 1928, Chambre Débats, page 1.598.

(2) Réponse à question écrite de M. Pierre Masse, député, du 5 mars 1918, *J. O.*, 22 mars 1918, Chambre Débats, page 1.012.

Réponse à question écrite de M. Maurice Dutreil, député, du 29 décembre 1920, *J. O.*, 26 janvier 1921, Chambre Débats, p. 138, col. 2. Lyon, 12 avril 1922.

Il arrive souvent qu'un banquier ouvre à un client :
1° un compte général ; 2° un ou plusieurs comptes annexes, spéciaux à certaines opérations et dont le solde est transféré à époques fixes au compte général. La perception de l'impôt doit, en pareil cas, être opérée comme si un seul compte fonctionnait, les comptes spéciaux n'étant que des développements du compte ordinaire. Cependant, si un client possède dans la même banque deux comptes absolument distincts, l'impôt doit être perçu séparément pour chacun des deux comptes, lors de l'inscription des intérêts au crédit ou au débit.

CHAPITRE III

MESURES D'APPLICATION

SECTION I

Mode de paiement de l'impôt

Quand les intérêts sont inscrits au débit ou au crédit d'un compte, l'impôt devait être acquitté, sous l'empire de la loi du 31 juillet 1917, par l'apposition de timbres sur le relevé de compte ou l'avis d'inscription. Depuis la loi du 25 juin 1920, le paiement est effectué au moyen de timbres mobiles sur le compte lui-même. -

Ce mode d'acquittement de l'impôt présentait pour les banquiers des inconvénients d'ordre matériel en raison du grand nombre de comptes ouverts dans leurs livres, et de la place qu'ils étaient obligés d'y réserver pour l'apposition des timbres.

La loi de juin 1920, dans son article 52, alinéa 2, complétée par un décret du 3 septembre 1920, a prévu un procédé spécial de payement de l'impôt pour les banquiers ou sociétés de crédit, en les autorisant à re-

tenir la taxe par voie d'inscription à un répertoire et à en verser le montant par bordereaux.

Les banquiers qui désirent bénéficier de cet avantage doivent déposer au Bureau de l'Enregistrement dont ils dépendent, une déclaration faisant connaître leur intention et la date à partir de laquelle il ne sera plus fait usage de timbres. Cette déclaration doit être souscrite sur papier non timbré, datée et signée ; le dépôt en est constaté sur un registre.

Les mêmes banquiers sont astreints à la tenue d'un registre spécial sur lequel sont inscrits :

1° le nom du titulaire de tout compte à intérêt passible de l'impôt;

2° le montant des intérêts ;

3° la date de leur inscription au compte.

Il y a lieu de faire figurer dans deux colonnes distinctes les intérêts crédités et les intérêts débités, le déclarant étant tenu au paiement de l'impôt afférent aux uns et aux autres.

Les établissements importants peuvent tenir simultanément plusieurs registres de perception à la condition d'en avoir été préalablement autorisés.

Dans les dix premiers jours de chaque mois, le banquier verse à titre d'acompte, au bureau qui a reçu sa déclaration, une somme égale aux $\frac{4}{5}$ de l'impôt payé définitivement pendant le mois correspondant du dernier semestre ; ainsi, en juillet, il

acquitte les $\frac{4}{5}$ de l'impôt payé en janvier. Ce paiement est effectué sans aucune pièce à l'appui.

Pour chaque mois, le règlement définitif est opéré dans les trois mois qui le suivent. A cet effet, le banquier dépose au bureau un bordereau certifié, faisant connaître le total des sommes à raison desquelles l'impôt est dû, ainsi que le montant global de l'impôt exigible. S'il résulte des énonciations du bordereau ainsi établi qu'il est dû une somme supérieure à celle payée provisoirement, le complément est immédiatement soldé ; si le versement provisoire dépasse la somme due, l'excédent sera imputé sur les sommes dont le redevable sera ultérieurement reconnu débiteur, ou remboursé s'il cesse d'effectuer ce genre d'opération.

Pendant le premier trimestre qui suit l'ouverture d'un établissement de crédit, ce dernier ne peut baser ses versements sur ceux des mois correspondants du trimestre précédent ; il n'a pas alors d'acompte à payer et doit acquitter à la fin de chaque mois, avec un bordereau mensuel, la totalité de l'impôt exigible.

SECTION II

Sanctions

§ I. — *Contrôle.*

Indépendamment du droit de communication que leur confère la législation en vigueur, les agents de l'Administration de l'Enregistrement sont autorisés,

par l'article 4 du Décret de 1917, à se faire représenter tant le registre spécial que les comptes à intérêt ouverts par l'établissement financier, quelle que soit la nature de cet établissement, et à prendre copie de ces documents.

§ II. — *Pénalités.*

Aux termes des articles 40 de la loi de 1917 et 53 de la loi du 25 juin 1920, toute contravention ou défaut de paiement de l'impôt est passible :

1° d'une amende de 50 francs en principal, à la charge de chacun des contrevenants (créancier et débiteur);

2° d'une amende, à la charge du créancier seul, égale au quintuple des droits dont le Trésor a été privé pour chacune des années antérieures à celle de la découverte de l'infraction, sans toutefois que le droit de répétition puisse s'étendre à plus de dix ans. De telle sorte que si l'Administration a été en mesure de découvrir la contravention au cours de l'année même où celle-ci a été commise, la quintuple taxe cesse d'être exigible.

Ces pénalités doivent être augmentées des différents décimes qui ont été votés par les lois postérieures.

Tel est le principe qui régit les pénalités; il diffère en ce qui concerne les banques. Ces dernières sont personnellement et seules responsables des contraven-

tions commises à l'occasion des intérêts portés au crédit ou au débit des comptes ouverts dans leur établissement. Il résulte, en effet, des dispositions combinées des articles 40 et 53 de la loi et 2 du décret, que c'est aux établissements de crédit ou à toutes autres personnes dépositaires de fonds et débiteurs des intérêts, qu'il appartient d'acquitter l'impôt au moment de l'inscription des intérêts au *crédit* des comptes tenus par eux au nom des déposants ; ces derniers n'ont aucun acte et aucune formalité à accomplir.

L'application littérale de l'article 40, qui en cas d'infraction, frappe d'une pénalité « chacun des contrevenants » pourrait conduire à penser que, même dans le cas de comptes en banque, le créancier et le débiteur sont tous deux passibles des sanctions prononcées par cet article. Mais on ne doit pas perdre de vue que l'application d'une pénalité suppose, nécessairement, l'existence d'une contravention à la charge de celui qui en est frappé, et que l'absence de contravention enlève toute base à la sanction pénale. Or, d'après les considérations qui précèdent, le dépositaire seul est astreint à une obligation légale, et seul il a commis une contravention en ne s'y conformant pas ; les créanciers n'ont qu'un rôle purement passif et, par suite, aucune pénalité ne saurait leur être réclamée.

En conséquence, s'il s'agit d'intérêts créditeurs, en cas d'irrégularités, il ne sera dû qu'une seule amende fixe par contravention sans quintuple taxe. S'il s'agit d'intérêts débiteurs, il ne sera également dû qu'une

seule amende fixe, mais il y aura lieu de relever à la charge du banquier la quintuple taxe.

Les mêmes droits fixes sont exigibles pour chaque irrégularité commise par les banquiers pour défaut ou irrégularité de tenue de registre spécial, défaut ou retard de versement de la taxe aux échéances, etc...

SECTION III

Prescription

L'article 41 (premier alinéa) de la loi de 1917 porte que « le recouvrement de l'impôt sur le revenu des « capitaux mobiliers sera assuré et les instances se-
« ront introduites et jugées comme en matière d'en-
« registrement », c'est-à-dire conformément aux règles tracées par les articles 63 et suivants de la loi du 22 Frimaire an VII.

En ce qui concerne la prescription, le même article 41 (deuxième alinéa) se réfère simplement à l'article 21 de la loi du 26 juillet 1893 ; cette prescription est donc de 5 ans.

Pour l'action de l'Administration, le point de départ de la prescription est la date à laquelle les droits et amendes sont devenus exigibles ; pour l'action des redevables, celle-ci court à compter de l'indue perception.

Toutefois, la prescription quinquennale ne peut être opposée au Trésor en matière de quintuple droit. En effet, nous avons indiqué, *supra*, qu'aux termes des derniers alinéas des articles 40 et 41, l'action en répétition des droits dont le Trésor a été privé peut s'étendre jusqu'à dix ans.

Il est fait remarquer, enfin, que les pénalités s'éteignent par le décès du contrevenant, d'après le principe que les amendes fiscales sont considérées non comme des réparations civiles du préjudice causé au Trésor, mais comme des pénalités personnelles.

TITRE II

Attribution à l'Etat des sommes et valeurs atteintes par la prescription

D'après l'article 539 du Code Civil, tous les biens vacants et sans maître appartiennent à l'Etat. A ce titre, ils sont appréhendés, régis et réalisés par l'Administration des Domaines.

L'article 111 de la loi du 25 juin 1920 fait rentrer dans cette catégorie les sommes et valeurs mobilières non réclamées par leurs ayants-droit, et dont bénéficiaient jusqu'alors les sociétés, les établissements de crédit et les collectivités débitrices.

Antérieurement, les sociétés ayant émis des actions ou des obligations pouvaient opposer à leurs créanciers la prescription quinquennale pour les intérêts ou dividendes et la prescription trentenaire pour le capital, en l'absence de réclamation pendant ces délais. En ce qui concerne les dépôts de sommes d'argent faits dans les banques, ces établissements ne pouvaient opposer la prescription aux déposants (article 2.236 du Code civil) ; mais ils ne jouissaient pas moins des fonds non réclamés et abandonnés indéfiniment à leur disposition.

Il apparut qu'il convenait de mettre fin à cette situation en attribuant à l'Etat les sommes et valeurs dont il s'agit. Ce n'était là, d'ailleurs, que l'application de la mesure déjà adoptée à l'égard des versements effectués à la Caisse des Dépôts et Consignations, qui sont acquis à l'Etat s'ils n'ont fait l'objet d'aucune opération ou réclamation depuis trente ans (1).

En réalité, dans ces divers cas, on se trouve en présence de véritables biens vacants et sans maître que le législateur a voulu faire entrer sous l'empire de la règle générale inscrite dans l'article 539 du Code civil.

* *

La loi n'ayant pas d'effet rétroactif, ne s'applique qu'aux prescriptions accomplies depuis sa mise en vigueur. Par suite, l'Etat ne peut émettre aucune prétention sur les sommes ou valeurs déjà prescrites au jour de la promulgation au profit des collectivités qui en étaient débitrices ou détentrices.

D'autre part, malgré les termes généraux de son texte, la loi ne s'étend pas aux valeurs mobilières étrangères ; en effet, le droit de souveraineté en vertu duquel l'Etat français acquiert les biens sans maître ne peut s'exercer que sur les biens situés sur son territoire ; or, on considère que les valeurs incorporelles, dont il est impossible de fixer la situation matérielle, suivent la personne du débiteur et ont le

(1) Loi du 16 avril 1895, art. 43.

même domicile qu'elle ; cela, alors même que les titres les représentant seraient déposés dans des établissements de crédit en France.

SECTION I

Valeurs attribuées

Le champ d'application de la loi s'étend à des valeurs qui, du fait de leur nature, peuvent être classées en trois catégories.

§ I. — *Première catégorie* : Coupons, intérêts, dividendes.

La loi est applicable à tous les intérêts et dividendes non réclamés, ainsi qu'à tous les coupons non présentés au paiement dans le délai de cinq ans prévu à l'article 2.077 du Code civil, dès lors que ces arrérages ou coupons sont afférents à des actions ou obligations négociables.

La prescription part du jour de l'échéance. Le cours du délai peut être interrompu par l'opposition faite par l'ayant-droit entre les mains de son débiteur, à la suite de la perte de son titre ou pour toute autre cause. Le temps écoulé entre l'opposition et la mainlevée n'entre pas en ligne de compte pour le calcul du délai de prescription.

De même l'arrêt momentané par une société du service de ses titres, lorsqu'il est motivé par des dispositions légales ou réglementaires, entraîne la suspension de la prescription.

§ II. — *Deuxième catégorie* : Actions, parts de fondateur, obligations et autres valeurs mobilières.

L'article 111, parag. 2 de la loi attribue ces valeurs à l'Etat lorsqu'elles sont atteintes par la prescription trentenaire, c'est-à-dire lorsque leur propriétaire est resté dans l'inaction pendant trente ans.

Pour les obligations, cette prescription ne court que lorsque l'échéance du capital est arrivée ; il en est de même pour les bons et obligations de la Défense Nationale (1).

Quant aux actions et aux parts de fondateur, elles confèrent à leurs possesseurs un droit de créance. Ce droit a pour objet des sommes ou dividendes qui seront successivement mis en distribution ; la prescription de ce droit ne peut commencer à courir qu'à partir de l'échéance du dernier dividende réparti.

L'action, et parfois la part, donnent droit, de plus, au partage éventuel de tout ou partie de l'actif social ; ce droit ne peut s'exercer qu'au jour de la dissolution de la société, jour qui sera le point de départ de la prescription.

(1) Réponse à question écrite de M. Léon Barbé, député, *J. O.*, 21 juillet 1921, Chambre Débats, page 3.465, col. 1.

En cas d'amortissement du capital nominal d'une action, le porteur conserve le droit actuel au dividende futur, le droit éventuel au partage de l'actif de la Société ; de sorte que la prescription atteignant le capital amorti ne pourrait s'étendre à l'action de jouissance.

Il est rappelé que les rentes sur l'Etat sont imprescriptibles. La loi, par suite, ne les concerne pas (1).

§ III. — *Troisième catégorie* : Dépôts et avoirs.

Sont acquis à l'Etat tous dépôts de sommes d'argent, et d'une manière générale, tous avoirs en espèces dans les banques et autres établissements qui reçoivent des fonds en dépôt et en compte-courant, à quelque titre que ce soit, même comme nantissement, avance ou couverture, dès lors que ces dépôts et avoirs n'ont fait, de la part des ayants-droit, l'objet d'aucune opération ou réclamation depuis trente ans à partir du jour où ils étaient exigibles. Ces derniers mots ne sont pas dans le texte de la loi, mais ils résultent de son esprit.

Ce texte, conçu en termes absolus, a la portée la plus générale et la plus étendue et ne permet aucune distinction.

(1) Avis du Conseil d'Etat des 27 juin 1834 et 14 juillet 1838.

Réponse à question écrite de M. Léon Barbé, déjà citée.

Il institue une prescription nouvelle au profit de l'Etat, par dérogation à l'article 2.236 du Code civil, qui ne permet pas au dépositaire de prescrire les dépôts des sommes abandonnées ; il ne s'agit donc plus, comme pour les titres, de valeurs atteintes par la prescription trentenaire, mais de valeurs ayant cessé depuis trente ans d'être l'objet d'opérations ou de réclamations.

Ce droit de déshérence ne s'étend qu'aux banques et aux établissements, même exploités par des particuliers, qui font profession de recevoir des dépôts, à l'exclusion des employeurs qui reçoivent accidentellement des dépôts de fonds de leurs employés ou leur ouvrent un compte-courant.

§ IV. — *Exceptions.*

La loi contient une exception en faveur des sociétés d'habitation à bon marché qui continuent à pouvoir acquérir par la prescription les sommes dont elles sont débitrices.

Il en est de même pour les valeurs ou titres non réclamés, dont l'attribution est régie par des lois particulières : c'est le cas, notamment, des sommes déposées à la Caisse des Dépôts et Consignations (loi du 16 avril 1895, art. 43) et des comptes abandonnés dans les Caisses d'Epargne (loi du 20 juillet 1895, article 20).

SECTION II

Obligations des banques

Ces obligations sont déterminées par les quatre premiers articles du décret du 14 mai 1921 portant règlements Administration publique.

Les titres, sommes ou valeurs, doivent être déposés au Bureau des Domaines du siège des sociétés et, en cas de succursale bancaire, au bureau de ces agences, si elles jouissent d'une certaine autonomie.

Ces dépôts doivent être effectués dans le courant des mois de janvier, avril, juillet et octobre ; ils comprennent toutes les sommes et valeurs atteintes par la prescription au cours du trimestre précédent. Ils doivent être accompagnés d'un relevé qui doit faire ressortir, distinctement, dans le cas de coupons, intérêts et dividendes, leur désignation détaillée, l'indication de leur nombre, la date de leur exigibilité et celle de l'échéance de la prescription ; dans le cas de titres, leur énumération précise la mention de leur valeur nominale, la nature et la date de la dernière opération dont ils ont été l'objet ; enfin, dans le cas de dépôts ou avoirs en espèces, le nom et la qualité des déposants, la nature et le montant de ces sommes ainsi que les dates de la dernière opération dont elles ont été l'objet et de l'échéance de la prescription.

La loi n'impose pas la remise de relevés négatifs.

SECTION III

Sanctions

Les contraventions sont punies d'une amende de 100 à 5.000 francs, en sus, bien entendu, du montant des coupons, intérêts, titres, dépôts ou avoirs ou de la valeur nominale des titres prescrits. Ces pénalités sont sujettes aux différents décimes applicables en matière d'enregistrement.

Le dépôt des sommes ou la remise des titres à verser au Domaine, ainsi que des pénalités, le cas échéant, est poursuivi comme en matière de recouvrement de produits et revenus domaniaux.

LIVRE DEUXIEME

OBLIGATIONS SPECIALES AUX BANQUES

TITRE PREMIER

Impôt sur les opérations de bourse

La taxe sur les opérations de bourse est un impôt qui frappe « toute opération de bourse ayant pour objet l'achat ou la vente au comptant ou à terme de valeurs de bourse ».

En principe, l'instrument officiel de la négociation consiste dans le bordereau d'agent de change, mais l'impôt atteint également les transactions faites par les banquiers en valeur et même celles pratiquées hors cote. Le législateur s'est toujours attaché à la fois à ne pas porter atteinte au privilège des agents de change, et à ne pas troubler le marché libre qu'il ne voulait ni reconnaître ni supprimer. C'est cette double préoccupation qui a inspiré les auteurs de la loi du 28 avril 1893 qui constitue la charte de l'impôt sur les opérations de bourse.

Historique.

La loi fondamentale du 13 Brumaire an VII a assujéti au droit de timbre de dimension tous les actes ou écrits pouvant servir de décharge, justifi-

cation, demande ou défense. Cette disposition générale atteignait tous les bordereaux qui sont rédigés par les intermédiaires chargés d'une négociation à la bourse pour constater cette négociation ou l'exécution de leur mandat.

Mais l'Administration manquait des moyens nécessaires pour le recouvrement des droits, les bordereaux n'étant pas obligatoires. Aussi le législateur essaya à différentes reprises de réglementer cette perception en édictant de nouvelles pénalités contre les contrevenants ; ce fut le but notamment de l'art. 18 de la loi du 2 juillet 1862. Mais ce texte ne donnait pas à l'Administration le moyen de constater l'existence des bordereaux, arrêtés ou écrits en tenant lieu, et dont l'existence seule justifiait l'imposition. Plusieurs projets furent soumis au Parlement pour assurer la perception intégrale du droit ; ils échouèrent successivement, sous le prétexte invoqué par la Commission des Finances, à la séance de la Chambre du 20 juillet 1882 (1) : « Nous croyons que la prospérité de la France est intimement liée au développement de la spéculation. Loin de restreindre celle-ci, nous désirons la voir s'accroître... un impôt sur les opérations de bourse pourrait incontestablement exercer une action funeste et cela seul nous aurait suffi pour ne pas vous proposer de l'accepter. »

La question revint devant les Chambres en 1889, par une proposition de loi de M. René Gillet deman-

(1) *J. O.*, Doc. Parlem. Annexes, page 2.218, col. 1.

dant la perception d'une taxe égale à la moitié du courtage sur les opérations à terme et d'un quart sur les opérations au comptant ; cette proposition n'aboutit pas.

Mais, en 1893, sur un projet présenté par M. Tirard, le 14 janvier 1893 (1) et un rapport de M. Poincaré du 10 février (2), et en présence de la nécessité où le dégrèvement des impôts sur les boissons plaçait le gouvernement de créer de nouvelles ressources au Trésor, pour équilibrer le budget, le Parlement fut amené à réglementer l'impôt sur les opérations de bourse afin d'en assurer la perception intégrale et régulière.

Ce fut l'objet des articles 28 à 35 de la loi de finances du 28 avril 1893 dont les modalités d'application furent précisées par un décret en date du 20 mai 1893.

(1) *J. O.*, 2 avril 1893, page 4.

(2) *J. O.*, 30 avril, page 80.

CHAPITRE PREMIER

CHAMP D'APPLICATION DE L'IMPOT

SECTION I

Valeurs atteintes par la loi

§ I. — *Valeurs imposables.*

L'article 28 de la loi vise « toute opération de bourse ayant pour objet l'achat ou la vente, au comptant ou à terme, de valeurs de bourse ».

Par cette expression « valeurs de bourse » la loi a entendu viser toutes les valeurs susceptibles d'être cotées, c'est-à-dire celles émises en masse et qui se ressemblent individuellement, quelle que soit leur origine, titres français ou étrangers, fonds d'Etat et émission de villes ou sociétés, quelle que soit leur dénomination (rentes, actions, obligations, bons, parts de fondateur, etc.), quel que soit leur mode de transmissibilité (nominatifs ou au porteur), quels que soient les intéressés pour le compte desquels les opérations de bourse ont lieu (individus ou personnes morales).

§ II. — *Valeurs non imposables.*

Par la définition même qui précède, la loi de 1893 exclut de son application les négociations de lettres de change, billets et autres papiers commerciaux, les bons du Trésor délivrés en échange de versements, dépourvus de coupons et transférables par endossement, tels les Bons de la Défense Nationale émis pendant la guerre 1914-1918. Mais, par contre, les Bons du Trésor, obligations décennales, sexennales ou à court terme, représentés par des titres munis de coupons d'intérêt et dont le taux est uniforme pour chaque émission, ont le caractère de valeurs de bourse et tombent sous l'application de la loi. L'Administration de l'Enregistrement a décidé, pour les mêmes motifs, qu'il y a lieu de s'abstenir de percevoir la taxe sur les négociations de billets de loterie, alors même que ces billets seraient émis par l'intermédiaire d'établissements de crédit, à un prix relativement élevé. C'est ce qu'elle a décidé notamment pour la Loterie de la Presse, en 1905, et pour celle autorisée par arrêté ministériel du 14 septembre 1909 pour un groupement d'œuvres de bienfaisance.

SECTION II

Opérations prévues par la loi

§ I. — *Opérations non imposables.*

I. — Opérations non imposables en raison de leur caractère.

Le décret du 20 mai 1893 dispense de l'impôt, dans son article 2, paragraphes 4 et 12, les opérations d'ordre ayant pour objet de compenser entre elles, au point de vue du règlement des comptes, deux ou plusieurs opérations antérieures. Ces opérations, pures écritures d'ordre, se confondant avec les opérations réelles, sans en modifier ni la nature ni les résultats, sont uniquement établies dans un but comptable.

Ces opérations d'ordre peuvent, en principe, se subdiviser en deux catégories : les compensations et les escomptes.

La compensation est une opération qui a pour objet d'éteindre au moyen de virements mutuels des opérations multiples portant sur une même valeur, faites pour la même échéance, par des clients qui sont respectivement vendeurs chez un assujetti et acheteurs chez un autre. Les compensations peuvent être faites, soit au moment d'une liquidation, à un cours général pour une même valeur, soit à une date quelconque à un cours débattu entre les intéressés.

L'escompte est l'opération par laquelle un acheteur à terme, par exemple, exige, moyennant paiement immédiat du prix, que son vendeur lui livre les titres avant l'époque convenue. Les deux opérations à terme qui interviennent sont uniquement des opérations d'ordre; l'opération au comptant, seule effective, est imposable.

II. --- Opérations non imposables en raison de leur forme.

Ne tombent pas sous l'application de la loi les transmissions de valeurs de bourse par acte notarié, les opérations aboutissant au remboursement d'un titre, les résolutions de ventes à crédit pour défaut de paiement du prix, l'Administration admettant que ces résolutions ne constituent juridiquement ni un rachat ni une vente, les transferts qui ne représentent ni une opération d'achat ni une opération de vente, mais n'en sont qu'une conséquence.

III. — Opérations non imposables en raison de la qualité des contractants.

L'opération taxée consiste uniquement dans celle qui comporte l'intervention d'un intermédiaire. Dès lors, les opérations privées, qui se passent entre deux personnes stipulant pour leur compte personnel et ne s'entremettant pas pour d'autres, sont en dehors de la loi (1).

§ II. — *Opérations imposables.*

Observation préliminaire. — La loi de 1893, en obligeant les personnes désignées dans son art. 29, à justifier de l'acquit du droit par la présentation du bordereau de l'agent de change, supposait nécessaire l'intervention de cet agent de change pour consommer l'opération. La loi du 13 avril 1898 établit une har-

(1) Voir rapport de M. Poincaré, *J. O.*, doc. parlem. Chambre des Députés. Séance du 10 février 1893, N° 2.572.

monie plus complète entre la législation fiscale et l'article 76 du Code de Commerce, aux termes duquel les agents de change ont seuls « le droit des négociations des effets publics et autres susceptibles d'être « cotés ». Elle introduit dans son article 14 une distinction fondamentale entre les valeurs qui sont admises et celles qui ne sont pas admises à la cote officielle : « L'article 29 de la loi du 28 avril 1893 est remplacé par la disposition suivante :

« Quiconque fait commerce habituel de recueillir
« des offres et des demandes de valeurs de bourse,
« doit à toute réquisition des agents de l'enregistre-
« ment, s'il s'agit de valeurs admises à la cote offi-
« cielle, représenter des bordereaux d'agent de
« change, ou faire connaître les numéros et les dates
« des bordereaux, ainsi que les noms des agents de
« change de qui ils émanent, et s'il s'agit de valeurs
« non admises à la cote officielle, acquitter personnel-
« lement le montant des droits ».

En conséquence, pour les valeurs admises à la cote officielle dont la négociation rentre dans le domaine du ministère des agents de change, tout moyen de suppléer à la représentation ou à l'indication du bordereau se trouve supprimé. Quant aux autres valeurs, les dispositions de la loi de 1893 sont maintenues purement et simplement.

* * *

L'Administration de l'Enregistrement avait interprété l'art. 29 de la loi de 1893 en décidant que toute opération imposable se déterminerait par deux élé-

ments : l'achat ou la vente de valeurs de bourse, d'une part, son exécution par un intermédiaire faisant commerce habituel de recueillir des offres et des demandes de ces valeurs, d'autre part.

Partant de ce principe, universellement adopté en fait, il avait été admis que les opérations faites par un banquier, soit directement, soit par l'intermédiaire du parquet ou de la coulisse, tombaient sous l'application de la loi, alors même qu'elles seraient traitées pour son propre compte. De telle sorte que deux droits étaient dus : sur l'achat de tout titre par un intermédiaire qui ne s'était pas assuré au préalable une contre-partie, et ensuite sur la vente de ces mêmes titres.

En résumé, toute négociation de titres, toute transmission de valeurs mobilières à titre onéreux sous la seule condition que dans l'opération intervienne un professionnel, est en principe imposable. Or, la négociation d'un titre suppose la préexistence d'une obligation créée par ce titre et c'est l'émission qui établit le lien de droit entre l'émetteur et l'actionnaire ou l'obligataire. L'émission ne constitue donc ni un achat ni une vente et, par suite, n'est pas imposable, alors même qu'elle aurait lieu par l'entremise d'un mandataire salarié, agent de change, banquier ou établissement de crédit.

Au contraire, et en vertu des principes qui viennent d'être développés, le placement des mêmes titres était considéré comme imposable si le banquier, au lieu d'agir comme simple mandataire salarié de l'Etat ou

de la société émettrice, avait acquis en vertu d'une prise ferme, c'est-à-dire à forfait, un lot de titres qu'il remplaçait à ses risques et périls dans sa clientèle (1).

Cette thèse dont l'application était fréquente, reposait sur les considérations suivantes développées par l'Administration dans un mémoire présenté devant la Cour de Cassation, à l'occasion d'une instance dont il va être parlé : « Les opérations visées par la loi du
« 28 avril 1893 sont uniquement celles qui ont pour
« objet l'achat ou la vente de valeurs de bourse. Il en
« résulte que l'émission d'un titre d'action ou d'obli-
« gation ne saurait être considéré comme donnant ou-
« verture à l'impôt. En effet, les rapports existant en-
« tre une société, par exemple, qui émet des titres,
« d'une part, et l'actionnaire ou le prêteur d'autre
« part, ne sont pas des rapports de vendeur à ache-
« teur. La vente ou l'achat d'un titre implique la pré-
« existence du droit constaté par ce titre, circonstance
« qui ne se rencontre pas dans les cas de l'émission.
« A ce point de vue, il importe peu que les titres soient
« placés directement par celui qui les émet ou qu'ils
« le soient par l'intermédiaire d'un mandataire sala-
« rié, agent de change, banquier, établissement de cré-
« dit, etc., etc. »

« Les considérations sur lesquelles repose cette règle en restreignent nécessairement l'application à
« la souscription de titres à émettre. Par conséquent,

(1) Seine, 14 déc. 1906, Rev. de l'Enreg. 4.273.

Seine, 23 mai 1910, 2 jugements, Rev. de l'Enreg. 5.150.

« si, lors d'une émission, un des intermédiaires visés
« par la loi de 1893 prend à forfait un certain nombre
« de titres offerts au public, dans le but de les placer
« ensuite, non comme mandataire de l'établissement
« émetteur, mais pour son propre compte, il a bien,
« à l'égard de cet établissement, la qualité de sous-
« cripteur des titres dont il se rend propriétaire et
« cette souscription originale est exempte d'impôt,
« mais le placement ultérieur qu'il effectue au mieux
« de ses intérêts, à ses risques et périls, ayant pour
« objet des valeurs déjà émises, constitue incontestable-
« ment de sa part l'opération de vente tarifée par
« l'article 28 de la loi du 28 avril 1893. En d'autres
« termes, ce placement est passible de la taxe dans
« les conditions ordinaires. »

Les deux jugements du 23 mai 1910 qui sanctionnaient la thèse de l'Administration furent déférés à la Cour de Cassation par le Comptoir National d'Es-compte de Paris et la Banque Impériale Ottomane.

Par deux arrêts, longuement motivés, en date du 25 février 1918 (1) pour le Comptoir National d'Es-compte et du 26 février 1929 (2) pour la Banque Impériale Ottomane, la Cour Suprême annula la décision des premiers juges, rejeta les principes admis jusqu'alors et décida que l'impôt n'était pas exigible sur les opérations de placement dans le public de titres à l'émission, alors même que ce placement se-

(1) Gaz Pal. 1919-I-228.

(2) Gaz Pal. 1929 (premier sem.) 597.

rait effectué par un banquier ou un syndicat de banquiers qui auraient pris ferme, à leurs risques et périls, la totalité ou une partie des titres objets de l'émission.

Allant plus loin, la Cour de Cassation a posé la définition de l'opération de bourse telle qu'elle doit se présenter pour que l'impôt soit exigible. Deux conditions sont requises : l'existence et d'un vendeur et d'un acheteur, d'une part, l'entremise d'un intermédiaire, d'autre part. « Attendu, énonce le premier « arrêt, que de l'ensemble de ces textes, il résulte que « la loi a entendu viser exclusivement les opérations « de bourse proprement dites, qui se traitent entre « acheteur et vendeur, par l'entremise d'un agent de « change, s'il s'agit de valeurs cotées, ou de tous autres intermédiaires, s'il s'agit de valeurs non cotées. »

« Attendu que l'application des lois d'impôt ne saurait être étendue au-delà de leurs termes précis. »

Sans doute le second arrêt est moins catégorique :

« Attendu, dit-il, que la loi a entendu viser les « opérations de bourse proprement dites, du genre de « celles qui habituellement se traitent entre acheteurs « et vendeurs par l'entremise d'un agent de change ou « de tous autres intermédiaires. »

Mais un revirement de jurisprudence ne pourrait être admis que s'il était nettement affirmé. Cette seule différence de rédaction n'autorise pas à penser que la Cour Suprême entende actuellement considérer

comme passibles de l'impôt toutes les opérations directes autres que la prise ferme à l'émission, contrairement à ce qui ressort de son arrêt de 1918.

Cependant, l'Administration ne s'est pas ralliée à la doctrine de ces deux arrêts, et, par une circulaire du 27 juillet 1929, elle a prescrit à ses agents de continuer à exiger le paiement de l'impôt. Les motifs invoqués par cette circulaire sont à un tel point précaires qu'il ne paraît pas utile de s'y arrêter.

Dans ces conditions, et par application des deux arrêts précités, on est amené à poser comme principe qu'on doit entendre par opération de bourse imposable toute négociation de valeurs de bourse entre acheteur et vendeur par l'entremise d'agent de change, coulissier ou tout autre intermédiaire faisant habituellement des opérations de cette nature, définition qui exclut par suite, les opérations directes de client à banquier ou de banquier à client, et toutes les opérations d'émission avec ou sans prise ferme.

*
* * *

La loi n'établit aucune distinction entre les opérations au comptant et les opérations à terme ; les unes et les autres sont placées sous le même régime.

Il en est de même des opérations à prime et des reports, un taux spécial de l'impôt différenciant seulement ces derniers.

Les opérations à crédit ou à tempérament, réglementées par la loi du 12 mars 1900, sont soumises à la

règle commune. Toutefois, la loi du 14 décembre 1926, art. premier, a interdit la vente à tempérament des valeurs à lot s'effectuant par paiement fractionné.

Les opérations faites à l'étranger par un assujetti pour son propre compte sont exemptes de l'impôt (1). Celles effectuées par un assujetti pour le compte de ses clients étaient considérées comme imposables : cette règle de perception se justifiait par le fait que le lieu de l'opération, au point de vue fiscal, et même, peut-être, au point de vue civil, n'est autre que celui du domicile de l'intermédiaire auquel s'adressait le donneur d'ordre, que, par suite, l'opération devait être considérée, pour ce dernier, comme effectuée en France. L'Administration soutenait même qu'il y avait lieu de percevoir le double droit, de tarifer, en d'autres termes, aussi bien l'opération faite en France que la contre-partie de l'opération qui se dénouait à l'étranger (opinion combattue par MM. Lyon et Teissier, p. 224, et par M. Wahl, N° 1.194).

Actuellement, il apparaît que les opérations faites à l'étranger par un assujetti, même pour le compte de clients, échappent à l'impôt par application des deux arrêts de la Cour de Cassation ci-dessus analysés, l'opération considérée fictivement comme faite en France, ne comportant pas les trois éléments (acheteur ou vendeur, intermédiaire, vendeur ou

(1) Instr. de l'Administration de l'Enregistrement N° 2.848, paragraphe 10.

acheteur) qui, aux termes de la jurisprudence de la Cour Suprême, constituent les éléments essentiels de l'opération de bourse imposable.

SECTION III

Assujettis

Au nombre des opérations de bourse non imposables, nous avons mentionné celles qui échappent à l'impôt à raison de la qualité des contractants, c'est-à-dire celles qui ne comportent l'intervention d'aucun intermédiaire, d'aucun assujetti, pour reprendre la terminologie légale. Le domaine de la loi dépend, en effet, non seulement de la nature des opérations de bourse, des valeurs qui en sont l'objet, mais encore des personnes qui les exécutent.

Aux termes de l'article 29, est assujetti : « Qui-
« conque fait commerce habituel de recueillir des of-
« fres et des demandes de valeurs de bourse ». Cette
définition a été précisée par l'Administration de l'En-
registrement dans les termes suivants : « Pour tomber
« sous l'application de la loi, il n'est pas nécessaire
« qu'une personne fasse de la réception des ordres
« de bourse l'objet exclusif ou même principal de
« ses opérations ; il suffit qu'elle se livre habituelle-
« ment à ce commerce. Elle rentre dans la catégo-
« rie des assujettis dès l'instant où par profession
« elle accomplit d'une manière habituelle, comme in-

« termédiaire, sur une échelle plus ou moins grande,
« les opérations prévues et tarifées par la loi. »

En conséquence, il y a lieu de considérer comme soumis à la loi :

— les agents de change et les coulissiers. Ils répondent, au premier chef, à la définition légale ;

— les établissements de crédit qui recueillent les ordres de leur clientèle et les transmettent à un agent de change ou à un coulissier, alors même que leur concours n'est que rarement réclamé et qu'ils le prêtent, dans tous les cas, gratuitement ;

— les maisons de contre-partie, c'est-à-dire équilibrant les offres par les demandes sans passer par l'intermédiaire du Parquet ou du marché en banque (1).

— les succursales et bureaux de quartiers ne se bornant pas à transmettre les ordres qu'ils reçoivent au siège social, mais achetant ou livrant directement des titres au public ;

— les succursales ou agences françaises des établissements étrangers, que les ordres recueillis par elles soient exécutés en France ou à l'étranger ;

— les Trésoriers-payeurs généraux lorsqu'ils se chargent pour le compte des particuliers de l'achat ou la vente de valeurs autres que les fonds d'Etat. Pour la négociation de ces derniers, ils agissent en effet,

(1) Seine, 15 mai 1896.

en qualité de fonctionnaires, et ne tombent pas sous le coup de la loi.

Par contre, ne sont pas considérés comme assujettis :

— les remisiers se bornant à procurer des affaires à des établissements ou des personnes qui se livrent aux opérations de bourse ; ils ne sont alors que les simples agents des intermédiaires qui les emploient.

Ont un rôle analogue et sont également exclus du domaine de la loi les Receveurs particuliers des Finances qui agissent toujours pour le compte des Trésoriers-payeurs généraux, et les succursales et bureaux de quartier lorsqu'ils transmettent tous les ordres qui leur sont confiés au siège social.

Enfin les notaires, en vertu de leurs règlements, ne peuvent qu'accidentellement s'entremettre entre leurs clients et un assujetti. La condition d'habitude exigée par la loi n'existe donc pas.

CHAPITRE II

BASES DE LA PERCEPTION DE L'IMPOT

SECTION I

Assiette et fait générateur

Le fait générateur consiste dans la négociation, l'achat et la vente, sans égard à l'époque de la réalisation du marché. En d'autres termes, le droit prend naissance, en vertu de l'art. 28 de la loi, par la formation et non par l'exécution du contrat. Si donc une modification de tarif intervient entre le jour où le marché a été conclu et celui où il a été exécuté, le tarif applicable est celui du jour où la convention a été formée, alors même qu'un terme a été fixé.

La valeur imposable est le montant de l'opération, qui lui-même est déterminé par le taux de la négociation, c'est-à-dire par le prix unitaire de l'achat et de la vente.

Sauf pour les opérations directes traitées de gré à gré par l'entremise d'un assujetti, le taux de négociation est généralement fourni par un cours coté en bourse.

Pour les valeurs non libérées, l'impôt est établi sur le montant de l'opération, déduction faite de la partie restant à verser (1).

En ce qui concerne les primes, l'impôt est perçu sur le montant de la prime, si elle est abandonnée, et sur le montant de l'opération calculé comme s'il s'agissait d'une opération ferme, si elle est levée (2).

Pour les reports et dépôts, la taxe est calculée sur le cours de compensation seulement et non sur le cours de compensation augmenté du prix du report (3).

Quant aux ventes à crédit, l'impôt doit être établi sur le prix principal à déterminer par une ventilation dégageant le prix global de ces accessoires (intérêts, courtages, etc.) (4).

La base imposable des opérations à l'étranger est le prix de la négociation ramené en monnaie française d'après le cours du change au jour du règlement.

SECTION II

Tarif de l'impôt

Le taux de l'impôt est, depuis la loi du 4 avril 1926 (art. 38), de 1 fr. par 1.000 francs ou frac-

(1) Décret du 20 mai 1893, art. 2, N° 10, art. 5, N° 5.

(2) Même décret, art. 5, N° 5.

(3) Sol. de l'Adm. de l'Enregis. 13 août 1894.

(4) Instr. Adm. de l'Enreg. 2.848, N° 7.

tion de 1.000 francs du montant de l'opération de bourse.

Il ne s'élevait originairement qu'à 0 fr. 05.

Pour les opérations à terme ce taux de 1 fr. 0/00 a été abaissé à 0 fr. 50 0/00 par la loi du 26 avril 1930 (art. 9).

Pour les opérations relatives aux rentes sur l'Etat, le tarif est de 0 fr. 0125. Etabli par la loi du 28 décembre 1895, art. 8, il n'a depuis subi aucune augmentation, si bien qu'il se trouve aujourd'hui, par rapport au tarif ordinaire, dans la proportion de 1 à 80. Cette modération s'explique par le désir du législateur de favoriser le marché des rentes françaises dans le but de maintenir le crédit de l'Etat.

Le droit est réduit de moitié pour les opérations de report. Il était donc de 0 fr. 50. Par suite de la diminution du taux de l'impôt sur les négociations à terme, il est ramené depuis la loi du 26 avril 1930 à 0 fr. 25 pour les opérations ordinaires. Quant aux opérations sur les rentes françaises, il s'élève toujours à 0 fr. 00625.

SECTION III

Liquidation de l'impôt

Ces divers tarifs s'appliquent, aux termes mêmes de la loi, à « toute opération ayant pour objet l'achat ou la vente ». Or, une négociation de valeurs de bourse

supposant un acheteur et un vendeur, il s'ensuit que le taux de 1 fr. au comptant, 0 fr. 50 à terme par 1.000 fr. n'est pas applicable à l'ensemble de l'opération, mais à chacun de ses deux éléments constitutifs : l'achat et la vente. Autrement dit, il est dû 1 fr. ou 0 fr. 50 par 1.000 pour celle-ci et 1 fr. ou 0 fr. 50 par 1.000 pour celui-là, soit 2 fr. ou 1 fr. par 1.000 pour l'opération entière.

- Si l'une des parties est seule assujettie, elle supporte l'intégralité du droit afférent à l'ensemble de la négociation, sauf son recours pour moitié contre l'autre partie.

Du principe de décomposition des opérations en achat et vente découle le mode de taxation dans diverses situations particulières :

Suivant la pratique de la Chambre syndicale, la négociation d'un droit de souscription comporte, d'une part la vente du titre droit attaché, d'autre part le rachat du même titre ex-droit ; l'impôt, dans ce cas, est dû sur le montant de chacune de ces différentes opérations, bien que se rapportant à une négociation unique (1).

Si dans une même journée, un assujetti fait des achats et des reventes portant sur une même valeur, l'impôt n'est pas dû sur le reliquat, mais il est exigible sur chaque opération d'achat et sur chaque opé-

(1) Réponse du Min. des Finances à question écrite de M. Franklin-Bouillon, député, du 14 février 1925, *J. O.*, 21 mars 1925. Ch. Débats, page 1.777, col. 2.

ration de vente. La même solution prévaut dans le cas analogue, mais plus complexe, de l'arbitrage.

Les changeurs qui, pour leur propre compte, sans être assurés d'une contre-partie, achètent des titres à des particuliers et les replacent ensuite dans le public, ne font pas office d'intermédiaires dans une opération unique, mais exécutent deux opérations distinctes, comportant chacune un achat et une vente. Ils sont dès lors débiteurs de quatre droits de 1 fr. 0/00.

Envisagé du même point de vue, le report qui est composé de quatre éléments : un achat, une vente, un rachat, une revente, supporterait également quatre droits. En fait, il constitue une opération unique tendant à différer l'exécution d'un marché.

En application de cette interprétation libérale, une décision ministérielle du 19 juin 1893 a prescrit que le report ne donnerait lieu qu'à un seul droit à la charge de chaque partie contractant, et comme, aux termes de la loi de 1893, il n'est imposable qu'à demi-tarif, le droit exigible se trouve réduit à 0 fr. 25 pour la vente et l'achat d'une part, et 0 fr. 25 pour le rachat et la revente d'autre part, soit 0 fr. 50 0/00 pour l'ensemble de l'opération.

*
**

L'impôt est perçu sur le total des opérations d'achat ou de vente de titres, de même nature ou de nature différente, faite le même jour, pour le compte d'une même personne, en vertu d'un ordre unique, à des

cours différents ou non, alors même que la contrepartie en aurait été faite par plusieurs personnes (1); les agents de change de Paris ont l'habitude de liquider l'impôt sur chaque nature de titre.

Lorsqu'un assujetti réunit des ordres individuels en un ordre collectif qu'il transmet à un agent de change ou à un coulissier, la taxe est liquidée sur le total des sommes ainsi groupées, sans que l'assujetti ait à acquitter un complément de taxe à raison du fractionnement des donneurs d'ordre. Ces derniers n'ont à supporter d'autres droits que ceux qui ont été versés au Trésor et qui doivent être répartis au prorata de chaque opération (2).

(1) Instr. de l'Adm. de l'Enreg., 2.848, N° 13.

(2) Sol. de l'Adm. de l'Enregis., 14 déc. 1894.

CHAPITRE III

MESURES D'APPLICATION

Les conditions d'application de l'impôt sur les opérations de bourse sont réglementées par les art. 29 et suivants de la loi du 28 avril 1893 et les différents articles du décret du 20 mai 1893.

SECTION I

Obligations des assujettis

§ I. — *Déclaration d'existence.*

Aux termes de l'art. 30, toute personne qui, par profession, intervient dans la réception ou l'exécution d'ordres de bourse, doit, préalablement à toute opération, faire une déclaration au bureau de l'Enregistrement de sa résidence ou de sa circonscription. Dans le cas de plusieurs bureaux à cette résidence, à celui chargé de la perception de cet impôt.

Cette déclaration doit être passée tant au bureau du siège de l'établissement principal de l'assujetti

qu'au bureau du siège de chacune des succursales et agences qu'il possède. Elle est reçue sur un registre spécial. Elle est signée, dans chaque bureau, soit par le chef de l'établissement principal ou son mandataire, soit, s'il s'agit d'une société, par son représentant légal ou le fondé de pouvoirs de ce dernier. Le déclarant doit justifier de sa qualité.

La déclaration faite au siège de l'établissement principal contient l'indication de chacune des agences ou succursales, ou indique qu'il n'en existe pas; celle souscrite au siège des agences ou succursales porte la désignation de l'établissement principal.

En cas de changement soit du siège, soit d'une agence ou d'une succursale, en cas de création d'une agence ou d'une succursale, l'assujetti doit en passer déclaration dans la même forme. Ces déclarations doivent intervenir avant le déplacement ou la création qui y donne lieu. A défaut de disposition spéciale, aucune déclaration n'est requise en cas de cessation d'opération.

La déclaration doit être souscrite spontanément sans avis préalable de l'Administration.

L'assujetti peut demander un récépissé de sa déclaration. Cette pièce, de nature à former titre, est alors rédigée sur papier au timbre de dimension.

Sont exemptés de la formalité de la déclaration :

1° Les Trésoriers-Payeurs Généraux (1);

2° Les agents de change (2).

(1) Instr. de l'Adm. de l'Enregis. 2.840, p. 13.

(2) Décret du 20 mai 1893, art. premier, dernier alinéa.

§ II. — *Répertoire.*

Afin d'assurer la perception régulière de l'impôt et d'éviter toute fraude, les assujettis sont astreints à relever, au fur et à mesure qu'elles s'effectuent, toutes leurs opérations sur un livre spécial ou répertoire dans des conditions déterminées tant par la loi que par le décret.

Ce répertoire doit être tenu par tous les assujettis astreints à la déclaration d'existence, par les agents de change et les Trésoriers-payeurs généraux.

Le répertoire, qui doit être visé et paraphé par le Président ou un des Juges du Tribunal de Commerce, est établi sur papier non timbré. Il doit contenir toutes les opérations effectuées par l'assujetti, soit pour son propre compte, soit pour le compte d'autrui, jour par jour, sans blanc ni interligne et par ordre de numéros. Il doit, aux termes de l'art. 2 du décret, présenter pour chaque opération, dans des colonnes distinctes, les indications suivantes :

1^o Numéro d'ordre : la série des numéros doit être ininterrompue. Cependant, dans la pratique, elle peut être arrêtée à 10.000, afin d'éviter des nombres trop élevés.

2^o Date de l'opération : En principe, toute opération doit être inscrite le jour même de son exécution. Toutefois, l'assujetti intermédiaire, qui s'est borné à transmettre un ordre, n'a connaissance de l'exécution d'une opération que le jour où l'avis lui en parvient.

C'est alors la date même de l'exécution qu'il doit mentionner.

3° Nom du donneur d'ordre : c'est le nom du donneur d'ordre qui s'est adressé au titulaire du répertoire, celui du client pour le premier assujetti, et ceux des transmetteurs d'ordre successifs pour les intermédiaires.

4° Catégorie à laquelle appartient l'opération :
1) Achats ou ventes au comptant. 2) Achats ou ventes à terme ferme. 3) Achats ou ventes à prime. 4) Reports. 5) Opérations d'ordre ayant pour objet de compenser entre elles, au point de vue du règlement des comptes, deux ou plusieurs opérations antérieures.

5° Lorsqu'il s'agit d'une opération à terme : date de l'échéance.

6° Nature des titres.

7° Nombre ou montant des titres : suivant qu'ils ont été négociés à l'unité de titre ou d'après le taux de rente.

8° Taux de l'opération.

9° Valeur totale des titres sur lesquels a porté l'opération.

10° Valeur totale des titres, déduction faite des versements restant à effectuer sur les titres non entièrement libérés.

11° S'il y a lieu, soit le nom de l'agent de change qui a concouru à l'opération, soit le nom et le domi-

cile du mandataire substitué par l'intermédiaire duquel l'opération a été faite, soit le nom et le domicile de la personne qui en a fait la contre-partie lorsque ces deux derniers sont au nombre des personnes désignées dans l'art. 29 de la loi.

Si l'opération a été faite entre agents de change, chaque répertoire doit mentionner le nom de l'autre agent. Si le donneur d'ordre est un assujetti, il doit indiquer le nom de l'agent de change par l'entremise duquel il a négocié. Dans le cas, enfin, où cet assujetti agissait pour le compte d'une autre personne, également assujettie, le répertoire de cette dernière doit indiquer le nom et le domicile de son mandataire, c'est-à-dire de celui qui a été son donneur d'ordre auprès de l'agent de change, et ainsi de suite si la filière se continue.

Quand, au lieu d'être exécutée par agent de change, l'opération est conclue sur le marché en banque, la 11^e colonne doit porter mention du nom et du domicile de la personne qui a fait la contre-partie ou qui a joué le rôle de mandataire substitué, à condition évidemment que celle-ci soit soumise à la tenue du répertoire. Sinon, cette colonne reste en blanc.

Lorsqu'un assujetti porte sur son répertoire le nom d'un mandataire substitué et non celui d'un agent de change, il doit inscrire également le numéro du répertoire du mandataire substitué à qui il a transmis l'ordre de bourse. Cette obligation qui n'est prévue ni dans la loi ni dans le décret, résulte implicitement de l'extrait modèle B annexé au décret. Elle a été pres-

crite par une solution de la Direction de l'Enregistrement du 23 mai 1899.

12° Montant du droit afférent à l'opération, sauf en ce qui concerne : a) les opérations à prime, car elles demeurent en suspens jusqu'à la réponse des primes; b) les opérations de compensation prévues au N° 4, en raison de leur pur caractère d'ordre; c) les opérations qui, dans la 11° colonne, donnent lieu à la mention d'un agent de change ou d'un mandataire substitué. C'est par l'intermédiaire de ceux-ci que les opérations ont été faites; elles figurent sur leur répertoire et ce sont eux qui ont acquitté l'impôt.

L'ordre et le nombre des colonnes ne sont obligatoires qu'en principe, l'Administration peut autoriser des modifications; elle en a notamment prévues pour faciliter la production des extraits au moyen de papier carbone.

Les achats ou ventes effectués pour le compte d'un même donneur d'ordre, en exécution d'un ordre unique, un même jour, à des cours différents ou non, peuvent figurer sur le répertoire de l'intermédiaire qui a effectué l'opération, soit sur une seule ligne, soit sur plusieurs lignes réunies par une accolade, sauf indication, dans tous les cas, des diverses personnes qui ont fait la contre-partie.

L'intermédiaire qui rassemble divers ordres individuels qu'il reçoit, en un ordre collectif transmis à un agent de change, doit indiquer à son répertoire chaque ordre séparément et les émarger des numé-

ros du bordereau ou du répertoire du mandataire substitué qui a effectué les opérations ou les a transmises à son tour à un autre assujetti.

Enfin, l'unité de volume n'est pas également requise. Déjà le décret de 1893 autorisa la division du répertoire en deux registres destinés, l'un à l'inscription des opérations au comptant, l'autre à l'inscription des opérations à terme et des reports. Depuis, l'Administration de l'Enregistrement admet « l'ouverture de plusieurs volumes, à condition qu'ils « soient tenus d'une manière permanente et que toute « confusion soit évitée (1) ».

Cette interprétation justifie la tenue de répertoires spéciaux fin courant et fin prochain, la subdivision du répertoire dans les agences en deux volumes suivant que les opérations sont traitées par l'intermédiaire du siège central ou directement à guichet ouvert.

§ III. — *Extraits.*

Tant pour effectuer le versement de l'impôt que pour permettre à l'agent de perception d'exercer un contrôle en ce qui concerne soit les opérations pour lesquelles l'impôt a été retenu par deux assujettis, soit celles où il a été retenu par un autre assujetti, les assujettis doivent déposer au bureau de l'Enregistrement, dont ils dépendent des extraits de leur répertoire.

(1) Sol. de l'Adm. de l'Enreg., 6 juin 1893.

Toutefois les agents de change près les Bourses pourvues d'un Parquet ont été affranchis de l'obligation de produire des extraits. Ceux-ci sont remplacés par un état récapitulatif certifié par le syndic et faisant connaître, distinctement pour chaque volume du répertoire, le montant des droits dûs par chaque agent.

Les extraits sont établis le 10 et le 25 de chaque mois. Ils sont produits, d'une part, entre le 10 et le 15, d'autre part, entre le 25 et le dernier jour de chaque mois. Lorsque le dernier jour de ce délai tombe un dimanche ou un jour férié, le dépôt doit avoir lieu la veille au plus tard. Les journées du 10 et du 25 peuvent ou non figurer sur l'extrait établi à chacune de ces dates, au choix de l'assujetti, mais ce choix une fois fait, ce dernier doit s'y conformer. Un seul extrait par mois peut être déposé pour les opérations sur les rentes françaises quand celles-ci sont inscrites sur un répertoire spécial divisé en deux volumes affectés, l'un aux opérations fin courant, l'autre aux opérations fin prochain.

Les extraits doivent comprendre dans l'ordre d'inscription au répertoire toutes les opérations portées sur celui-ci entre le 10 et le 25 d'un mois, ou entre le 25 d'un mois et le 10 du mois suivant. Toutes les opérations doivent être détaillées. Cependant peuvent être mentionnés en bloc : 1° les opérations exemptes de droit ; 2° celles pour lesquelles la taxe a été ou doit être payée par un autre assujetti ; 3° celles enfin,

traitées à terme, pour lesquelles l'impôt n'est pas encore exigible (1).

Les opérations au comptant ayant moins de dix jours de date et les opérations à terme dont l'échéance n'est pas survenue depuis dix jours au moins, sont portées pour mémoire. Elles seront reprises en tête de l'extrait suivant.

Il est établi autant d'extraits qu'il y a de répertoires. Ces extraits sont en principe la copie manuscrite de ces répertoires, sauf les abréviations ci-dessus examinées. En raison de l'augmentation du nombre des opérations de bourse qui ont pris depuis plusieurs années une extension toute particulière, et pour faciliter l'établissement matériel de ces extraits, l'Administration de l'Enregistrement a, par une décision du 15 décembre 1927, autorisé les banquiers à dresser ces extraits en même temps que les répertoires, au moyen de papier carbone. Ce procédé est actuellement adopté par tous les coulissiers.

Les extraits ne reproduisent qu'une partie des énonciations du répertoire. Ils contiennent des mentions obligatoires et des mentions facultatives.

Ils doivent obligatoirement présenter pour chaque opération :

- 1° le numéro d'ordre du répertoire;
- 2° la date de l'opération;
- 3° la catégorie à laquelle elle appartient;

(1) Décis. Minis. du 5 oct. 1893.

4° lorsqu'il s'agit d'une opération à terme, la date de l'échéance;

5° la valeur des titres sur lesquels a porté l'opération, déduction faite des versements restant à effectuer sur les titres non entièrement libérés ou, lorsqu'il s'agit de marchés à primes et que les primes ont été abandonnées, la valeur de ces primes.

Les extraits sont totalisés. Ils doivent faire ressortir le montant des opérations et celui des droits.

Le dépôt par un assujetti d'extraits ainsi rédigés entraîne la consignation des droits exigibles à raison tant de l'opération faite par cet assujetti que de la contre-partie de l'opération. Autrement dit, chaque vente ou achat figurant sur un extrait ne contenant que les mentions obligatoires, doit être taxé sur la base de 2 francs 0/00, applicables, 1 franc à l'opération mentionnée, 1 franc à l'opération corrélative.

L'assujetti peut se décharger du versement de la consignation en produisant des extraits comportant certaines mentions facultatives, c'est-à-dire le décompte des droits pour chaque opération, accompagné, le cas échéant, des indications suivantes :

1° Nom de l'agent qui a concouru à l'opération, avec la date et le numéro du bordereau qu'il a délivré.

2° Nom et domicile du mandataire substitué, avec la date et le numéro sous lesquels l'opération figure à son répertoire.

3° Nom et domicile de la contre-partie, avec la date et le numéro sous lesquels l'opération figure à son répertoire.

4° S'il s'agit d'opérations d'ordre, numéros sous lesquels figurent au répertoire les opérations qu'il y a lieu de compenser.

Dans les deux premiers cas, l'assujetti justifie du paiement de la taxe par un précédent assujetti. Dans le troisième, il ne solde que la part de droit afférente à l'opération qui lui est personnelle, le surplus étant acquitté par l'autre partie. Dans le dernier cas, la référence permet de s'assurer qu'il s'agit bien d'opérations dispensées du droit.

SECTION II

Sanctions

§ I. — *Contrôle.*

Le contrôle de l'impôt sur les opérations de bourse s'effectue à deux titres. D'abord par le Receveur de l'Enregistrement qui a reçu les extraits du répertoire et qui, en vertu des principes généraux qui gouvernent les droits d'enregistrement, doit, en théorie tout au moins, s'assurer de l'exactitude matérielle des droits portés sur ces extraits ; il doit, en outre, vérifier par épreuves au moyen de rapprochements, l'exactitude des références des contre-parties.

Le contrôle s'effectue ensuite chez les assujettis, par les agents de contrôle, c'est-à-dire les Inspecteurs et Inspecteurs Principaux de l'Administration de l'Enregistrement. Aux termes de la loi et du décret de 1893, et de la loi du 13 avril 1898, le droit de communication de ces employés supérieurs pouvait s'effectuer sur les bordereaux d'agents de change, sur les registres à souches établis pour la délivrance de ces bordereaux et sur les répertoires tenus par les différents assujettis tant au siège principal que dans les différentes agences. Chez les assujettis constitués en Sociétés, le pouvoir d'investigation était étendu aux écritures dont la production est prescrite par les lois du 23 août 1871, art. 22 et 21 juin 1875, art. 7. Ce droit de communication qui ne pouvait s'exercer que pendant les heures d'ouverture des bureaux des assujettis, était limité à l'examen d'une période de deux jours au maximum (1).

Mais ces diverses restrictions au droit de contrôle sont actuellement sans effet, la loi du 25 juin 1920 établissant l'impôt sur le chiffre d'affaires ayant, par ses articles 66 et 67, obligé tout commerçant à fournir aux agents de contrôle « toutes justifications nécessaires à la fixation du chiffre d'affaires », c'est-à-dire tous les livres de commerce obligatoires (livre journal, copies de lettres, inventaire), tous les livres auxiliaires (grand livre, livre de caisse, facturier, etc.) et toutes autres pièces de quelque nature qu'elles soient, et ce, sans limite de période ni de durée. D'ail-

(1) Loi du 28 avril 1893, art. 30 *in fine*.

leurs, le décret du 23 mai 1925, art. premier, alinéa 3, attribue à l'Administration de l'Enregistrement le recouvrement de l'impôt sur le chiffre d'affaires dû par les « banquiers, changeurs, escompteurs, agents de « change, remisiers... et toutes autres professions se « rapportant au commerce des valeurs et de l'argent ».

§ II. — *Contraventions et pénalités.*

I. — Refus de communication : le refus par un assujetti de communiquer son répertoire et, le cas échéant, ses écritures, le rend passible d'une amende de 100 à 1.000 francs (1).

Le refus de communiquer le registre à souche des bordereaux entraîne une amende variant de 100 à 5.000 francs (2).

Ces pénalités s'élèvent actuellement, en raison des décimes successifs ajoutés par les différentes lois de finances de 180 à 1.800 francs et de 180 à 9.000 francs.

II. — Omissions et inexactitudes : l'art. 32-1 de la loi de 1893 mentionne : « Toute inexactitude ou omission soit au répertoire, soit à l'extrait, est punie « d'une amende du vingtième des valeurs sur lesquelles a porté l'inexactitude ou l'omission, sans « que cette amende puisse être inférieure à 3.000 « francs ».

(1) Art. 22 de la loi du 23 août 1871 auquel se réfère l'art. 30, parag. 3 de la loi de 1893.

(2) Loi du 28 avril 1893, art. 32, 2 et décret art. 9.

Le terme « omission » implique, au sens fiscal, l'idée d'une valeur soustraite à l'impôt, exclue volontairement ou non des documents qui doivent servir de base à la perception ; par suite, la loi frappe uniquement les omissions complètes d'opérations et non pas seulement celles qui portent sur ou plusieurs des mentions exigées par la loi.

L'extrait devant être une copie fidèle du répertoire et constituant le titre de recette, l'omission à l'extrait d'une opération portée sur le répertoire constitue l'irrégularité punissable de l'amende du vingtième. Mais, du fait que l'extrait n'est que la copie du répertoire, si une opération est omise à la fois au répertoire et à l'extrait, les deux omissions se confondent, la contravention est unique ; il n'est dû qu'une seule amende.

En résumé, les inexactitudes punies de l'amende du vingtième sont celles qui altèrent la base de la perception, de telle sorte que cette pénalité est applicable non seulement aux omissions proprement dites, mais encore aux mentions inexacts qui auraient pour effet une non perception d'impôt, telle que l'indication inexacte d'une contrepartie ou d'un mandataire substitué, du nombre de titres, etc.

III. — Autres contraventions : toutes les autres contraventions sont passibles d'une amende de 100 à 5.000 francs (actuellement de 180 à 9.000 francs) pour infraction tant à la loi qu'au décret.

Cette amende est notamment encourue en cas de retard dans le dépôt des extraits et du paiement de

la taxe, en cas d'inscription d'une opération au répertoire à une date postérieure à celle où elle aurait dû y figurer, en cas de blanc laissé entre les opérations, en cas de défaut d'indication du numéro du répertoire du mandataire substitué, en cas de visa tardif du répertoire par le Président du Tribunal de Commerce.

Les inscriptions surabondantes ne constituent pas des contraventions si elles ne sont pas un moyen de fraude.

Toutes les contraventions peuvent être constatées au moyen de procès-verbaux (Loi de 1893, art. 32 *in fine*).

Dans la pratique, un procès-verbal n'est dressé qu'autant que l'assujetti conteste la contravention ou ne répond pas à une réclamation amiable.

SECTION III

Prescription

L'action de l'Administration pour le recouvrement des droits et amendes est prescrite par un délai de deux ans (art. 33 de la loi de 1893). Cette prescription court conformément au principe de droit commun, en ce qui concerne la taxe, du dernier jour du délai accordé à chaque échéance à l'assujetti pour se libérer en cas d'extraits non déposés, et du jour du dépôt pour les suppléments de droits.

En ce qui concerne les pénalités, la prescription court du jour où la contravention a été commise.

En l'absence de dispositions spéciales dans la loi, on admet que l'action en restitution des assujettis à l'encontre du Trésor est soumise à la déchéance quinquennale prévue par l'art. 9 de la loi du 29 janvier 1831.

TITRE II

IMPOT SUR LES COUPONS DES VALEURS ETRANGERES NON ABONNEES ET DES FONDS D'ETAT ETRANGERS

Historique.

L'article premier de la loi du 29 juin 1872 a établi une taxe annuelle et obligatoire dont la quotité fixée provisoirement à 30 p. 100 est actuellement de 18 p. 100 sur les intérêts, dividendes, revenus et tous autres produits des actions de toute nature des sociétés, compagnies ou entreprises quelconques, financières, industrielles, commerciales ou civiles ; sur les arrérages et intérêts annuels des emprunts et obligations des départements, communes et établissements publics, ainsi que des sociétés, compagnies et entreprises précitées ; sur les intérêts, produits et bénéfices annuels des parts d'intérêt et commandites dans les sociétés, compagnies et entreprises dont le capital n'est pas divisé en actions.

Cette disposition législative atteignait également les sociétés, compagnies, entreprises, corporations. villes,

provinces étrangères, mais à la condition que les titres de ces collectivités soient cotés ou circulent en France, ou que celles-ci aient pour objet des biens, soit mobiliers, soit immobiliers, situés en France (1).

Dans cette situation, les sociétés étrangères dont les titres n'avaient pas été introduits sur le marché français et dont la circulation en France était en quelque sorte accidentelle ou isolée, échappaient à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières. Cet avantage était devenu d'autant plus injustifié et choquant que les valeurs étrangères introduites en France tendaient de plus en plus à accaparer toutes les ressources de notre épargne nationale. Aussi, quand il fut question de modifier notre système fiscal dans le sens de la taxation de toutes les sources du revenu des contribuables, a-t-on été amené à songer tout d'abord aux revenus tirés en France de ces valeurs jusque-là privilégiées. Du projet qui avait été soumis aux délibérations du Parlement, on extraya en premier lieu les dispositions relatives à ces revenus, sur lesquelles l'accord des parties ne pouvait manquer de se faire. C'est ainsi que fut votée la loi du 29 mars 1914.

Cette loi, reprenant en les complétant, les dispositions de la loi du 29 juin 1872, a amorcé la constitution de la cédule dans laquelle on allait faire entrer, lors de la réforme d'ensemble, les revenus des capitaux mobiliers. Pour les conditions d'application de l'impôt, elle se réfère à plusieurs reprises, aux rè-

(1). Décret du 6 déc. 1872, art. 3.

gles établies par celle de 1872, rattachant ainsi à une législation préexistante une imposition toute nouvelle, née de préoccupations et de principes bien différents.

Enfin elle concrétise, pour la première fois, le caractère de collecteurs d'impôt des banques en leur attribuant, ce qui n'avait jamais eu lieu jusqu'alors, une rémunération, sous forme de remise, en paiement du concours apporté au fisc.

CHAPITRE PREMIER

CHAMP D'APPLICATION DE L'IMPOT

SECTION I

Valeurs atteintes par la loi

L'article 31 de la loi du 29 mars 1914 assujettit à l'impôt sur le revenu les dividendes, intérêts et autres produits :

1° Des rentes, obligations et autres effets publics des gouvernements étrangers.

Des obligations et emprunts des villes étrangères et de tous les établissements publics étrangers non abonnés.

2° Des actions, parts de fondateur, parts d'intérêt, commandites, obligations et emprunts de toute nature des sociétés, compagnies, entreprises et corporations étrangères non abonnées.

Sont considérés comme fonds d'états étrangers, non seulement les emprunts émis par une nation toute entière, mais encore ceux des états unis par un lien fédéral qui peuvent la composer (cantons suisses, états particuliers des Etats-Unis, du Brésil, etc.).

Les revenus des emprunts d'états étrangers sont assujettis à la taxe, sous quelque forme que l'emprunt ait été émis ; celle-ci est notamment due sur les intérêts de bons d'un gouvernement étranger ayant la forme d'effets à court terme transmissibles au porteur ou par simple endossement.

Les pays de protectorat sont considérés comme états étrangers ; les intérêts de leurs emprunts sont donc passibles de la taxe sur le revenu, alors même que le gouvernement français aurait garanti ces emprunts. Les pays de protectorat sont le Maroc, la Tunisie, l'Annam et le Tonkin.

Depuis le 1^{er} avril 1920, les intérêts des emprunts des provinces, départements, communes, établissements publics de l'Alsace et la Lorraine, ne tombent plus sous l'application de la loi (décret du 22 mars 1920).

La loi frappe, en outre, les intérêts, dividendes et tous autres produits des obligations, actions, parts d'intérêt, parts de fondateur des compagnies, sociétés, entreprises et corporations étrangères non soumises au régime de l'abonnement, alors même que ces capitaux ne seraient pas représentés par des titres (1).

En d'autres termes, elle atteint tous les produits des sociétés étrangères. Or, on doit considérer comme étrangère toute société ayant son siège en dehors soit du territoire français, soit des colonies. Ce principe ne

(1) Rép. à question écrite de M. Ernest Conteaux, député, du 28 janvier 1925, *J. O.*, 11 mars 1925, Ch. débats, page 1.557, col. 2.

souffre que de très rares exceptions ; on peut citer, à titre d'exemple, telle société qui, constituée en Suisse, ayant son siège dans ce pays, fut considérée néanmoins comme de nationalité française par le Tribunal de Pontarlier, en un jugement du 28 juillet 1921, motif pris que l'unique établissement de cette société fonctionnait en France, qu'elle y avait concentré son activité et sa vie juridique et centralisé tous ses services.

La loi du 27 mars 1920 fait échec à ce principe en assimilant à des titres étrangers, au point de vue fiscal, les séries spéciales d'obligations émises à l'étranger par les Compagnies de Chemins de fer français d'intérêt général et l'Administration des Chemins de fer de l'Etat.

La loi du 31 décembre 1921 a étendu cette mesure aux séries spéciales émises à l'étranger par les sociétés, compagnies ou entreprises françaises, mais en la limitant aux obligations créées depuis le 11 novembre 1918 jusqu'à l'expiration des cinq années qui ont suivi la promulgation de la loi, ces émissions devant être établies dans les conditions prévues par un arrêté ministériel du 11 septembre 1920 et un décret du 14 mars 1922.

SECTION II

Produits imposables

Les termes de l'article 31 de la loi de 1914 sont aussi généraux que possible : ils visent les « dividendes, intérêts, arrérages et tous autres produits ». Par suite,

tous les profits que peuvent procurer des valeurs sont assujettis à l'impôt, qu'ils consistent en une somme d'argent ou en toute autre chose, qu'il s'agisse d'un produit périodique ou d'un produit extraordinaire, par exemple d'un boni de liquidation revenant aux actionnaires en fin de société (1). On a reconnu notamment quelle taxe devait atteindre la valeur des actions gratuites qu'une société distribue à ses actionnaires ou à ses obligataires en représentation des coupons arriérés de leurs titres (Opération effectuée par le Crédit Foncier Autrichien, et la Société Las dos Eestrel-las (2).

Il n'y a pas de distinction à établir suivant la nature des titres créés pour le paiement de ces produits (coupons, chèques, etc.). La loi est absolument générale. Aussi, la taxe est exigible sur les intérêts d'un prêt consenti verbalement à une société étrangère. On a admis également que l'impôt devait être perçu sur l'indemnité en argent payée par une société à ses actionnaires en représentation de droits de souscription à une émission d'actions nouvelles à laquelle ils ont été empêchés de participer par un fait de guerre (3).

Il n'y a pas lieu de se préoccuper également pour l'application de la taxe de l'origine des produits mis en paiement. C'est ainsi que l'on a reconnu passibles de l'impôt des coupons échus sous l'empire de la loi

(1) Sol. de l'Adm. de l'Enreg., du 11 octobre 1922.

(2) Solutions de l'Adm. de l'Enreg. des 5 octobre et 6 novembre 1922.

(3) Solution de l'Adm. de l'Enreg. du 6 novembre 1922.

du 29 mars 1914, bien que représentant des produits réalisés antérieurement à la mise en vigueur de cette loi

Il importe peu, enfin, que les produits mis en paiement soient acquittés par une collectivité autre que celle qui a émis les valeurs ; c'est ainsi que la taxe serait due sur les coupons des titres d'une société de Chemins de fer étrangère, payés par l'Etat étranger qui aurait racheté le réseau de la Compagnie.

*
* *

La question s'est posée de savoir si la loi frappait les lots et les primes de remboursement. Une décision ministérielle du 22 août 1914 a prescrit de ne pas insister sur l'application de l'impôt à ces produits. Il s'agit, en effet, de profits d'une nature spéciale qui n'étaient pas visés par la loi du 29 juin 1872 et qui n'ont été atteints par la taxe qu'en vertu d'une loi postérieure du 21 juin 1875 ; or, si la loi du 29 mars 1914 se réfère à cette dernière loi en ce qui concerne les titres des sociétés françaises et des sociétés étrangères abonnées (art. 33) ; elle ne renferme aucune référence semblable pour les titres non abonnées. Cette particularité pouvant laisser des doutes sur les véritables intentions du législateur à cet égard, le Ministre des Finances prescrit de surseoir au prélèvement de l'impôt sur les lots et primes de remboursement des valeurs non abonnées.

L'art. 9, premier alinéa, de la loi du 31 juillet 1929, a mis fin à cette situation : « L'impôt fixé à 25 p. 100 « sans décime par l'art. 16, dernier alinéa, de la loi

« du 3 août 1926 est applicable aux lots et primes de
« remboursement payés aux créanciers et obligataires
« des collectivités non abonnées, aux porteurs
« d'effets publics et fonds d'Etats étrangers. L'impôt
« est payé dans les conditions et sous les sanctions
« prévues par les art. 34 à 39 de la loi du 29 mars
« 1914. »

La mesure nouvelle n'innove en rien quant aux règles de perception de l'impôt de 25 p. 100, dont elle se borne à étendre le champ d'application à de nouveaux produits. Les prescriptions actuellement en vigueur pour la perception de l'impôt sur les coupons des valeurs étrangères non abonnées et fonds d'Etats étrangers sont devenues. *ipso facto*, applicables aux lots et primes de remboursement des mêmes titres.

Suivant l'interprétation bienveillante que l'Administration avait adoptée pour les coupons, tant lors de l'application de la loi du 29 mars 1914 qu'à l'occasion des différents changements de tarifs intervenus depuis, la taxe de 25 p. 100 n'atteint que les lots et primes *échus* depuis l'entrée en vigueur de la loi du 31 juillet 1929. Elle n'est pas exigible lorsque l'échéance des lots et primes payés ou négociés depuis cette entrée en vigueur, remonte à une date antérieure.

L'impôt est liquidé sur ces lots et primes de remboursement, retenu ou acquitté par les assujettis dans les mêmes conditions que pour les coupons.

S'il est facile, en général, de fixer le montant du lot donnant ouverture à la taxe, il ne saurait en être de

même pour ce qui est des primes de remboursement. Celles-ci consistent en effet dans la différence entre le prix d'émission du titre remboursé et la valeur d'amortissement. Si cette dernière valeur est connue, on ignore par contre, le plus souvent, le prix d'émission. L'assujetti n'a, généralement, aucun élément lui permettant de la connaître. Il faut, pour la déterminer, se reporter aux conditions d'émission du titre, qui parfois ont même varié. lorsque cette émission a eu lieu dans plusieurs pays et par plusieurs tranches. Rarement, pour ne pas dire jamais, l'assujetti n'a d'éléments officiels pour calculer cette prime de remboursement. Il doit recueillir des renseignements auprès de ses correspondants étrangers et établir sa perception sur des indications essentiellement officieuses.

Cette incertitude est contraire aux principes mêmes de notre fiscalité et expose les assujettis, malgré toutes les précautions dont ils pourraient s'entourer, à des irrégularités de perception.

Cette situation a été signalée par le Syndicat des Banquiers au Ministre des Finances, qui a répondu dans les termes suivants par lettre du 13 janvier 1930:

« En ce qui concerne les primes de remboursement,
« les établissements bancaires sont tenus, *sous leur*
« *responsabilité*, d'effectuer pour le compte du Tré-
« sor, la retenue de l'impôt sur la valeur imposable
« de la prime, déterminée par la différence entre la
« somme remboursée et le taux d'émission des em-

« prunts. Il leur appartient de prendre à cet effet
« toutes les mesures qu'ils jugeront utiles ».

« Toutefois, en raison des difficultés particulières
« qu'entraîne l'application de ces règles, en ce qui
« concerne les primes de remboursement, j'ai décidé,
« par analogie avec les dispositions prévues au dé-
« cret du 15 décembre 1875, toutes les fois que le ban-
« quier sera en mesure de justifier qu'il a fait, en
« vain, toutes démarches utiles, soit auprès de la col-
« lectivité étrangère, soit auprès de ses correspon-
« dants, à l'étranger, pour connaître le montant réel
« du taux d'émission d'un titre venant à rembourse-
« ment, que ce taux sera représenté par un capital
« formé de vingt fois l'intérêt annuel stipulé, lors de
« l'émission, au profit du porteur du titre. A défaut
« de stipulation d'intérêt, il sera pourvu à la fixation
« du taux d'émission dans la forme tracée par l'ar-
« ticle 16 de la loi du 22 Frimaire an VII, c'est-à-dire
« par une déclaration estimative du banquier, chan-
« geur ou autre personne, qui effectue en France le
« remboursement du titre. »

Cette réponse ne résoud pas la difficulté.

SECTION III

Personnes débitrices de l'impôt

I. — Produits encaissés en France par des Français.

Un Français qui encaisse des coupons en France est *toujours* redevable de l'impôt, quel que soit le lieu de son domicile ou de sa résidence, en France, dans

les colonies ou à l'étranger ; il n'est jamais exonéré de l'impôt (1).

II. — *Produits encaissés en France par des étrangers.*

Autant dans un but d'équité qu'en vue des intérêts des banquiers français, la rigueur des principes posés par la loi du 29 mars 1914 a été tempérée par le décret du 21 juin 1914. Les articles 3 à 11 de ce décret n'imposent les étrangers que s'ils ont en France soit leur domicile, soit leur résidence.

Le domicile peut être un domicile de droit ou de fait : il y a domicile de droit quand l'étranger a été autorisé, par décret, à fixer son domicile en France, soit pour y exercer tous les droits civils (2), soit pour obtenir sa naturalisation (3). Le domicile de fait est, aux termes de l'art. 102 du Code civil, le lieu du principal établissement. On a considéré comme ayant en France un domicile de fait, bien qu'il ait conservé dans son pays d'origine son domicile légal et politique, l'étranger qui, exerçant un commerce dans notre pays, y est administrateur de plusieurs sociétés et y réside la plus grande partie de l'année (4).

(1) Voir notamment réponse du Min. des Finances à question écrite N° 2.691, Chambre Débats, *J. O.*, 16 mars 1929, en ce qui concerne le paiement de coupons en France à un Français domicilié au Maroc.

(2) Loi du 26 juin 1889, art. 13.

(3) Même loi, art. 8, parag. 5.

(4) Sol. de l'Adm. de l'Enreg. du 4 avril 1916.

La résidence est l'endroit où une personne a fixé pour un temps son habitation. On peut posséder plusieurs résidences. Il est parfois difficile d'apprécier si un étranger a ou non une résidence en France ; c'est une pure question de fait qui doit être résolue d'après les circonstances de chaque cas. On a admis que le fait pour un étranger de posséder en France un château et des fermes et d'être vice-président d'un Conseil d'Administration, constitue pour lui une résidence en France, alors même qu'il n'y habiterait pas constamment (1). Même interprétation pour un étranger émigré, habitant Paris depuis plusieurs années, qui aurait conservé dans son pays d'origine la plus grande partie de sa fortune (2).

Par contre, on ne saurait considérer comme ayant une résidence en France, les étrangers de passage qui habitent une partie de l'année soit notre littoral, soit nos villes d'eaux (3).

L'Etat étranger qui aurait des titres en dépôt en France serait évidemment dispensé de la taxe, car il ne serait pas possible de lui contester la qualité de personne étrangère sans domicile ni résidence en France. Il paraît en être de même des souverains étrangers.

Les agents diplomatiques accrédités auprès du Gouvernement Français et jouissant du privilège de l'exterritorialité, sont dispensés pour ce motif même du

(1) Sol. de l'Adm. de l'Enreg. du 23 mai 1916.

(2) Sol. de l'Adm. de l'Enreg. du 24 mai 1916.

(3) Sol. de l'Adm. de l'Enreg. du 1^{er} mai 1916.

paiement de l'impôt. Cette dispense s'applique à tous les membres des ambassades étrangères et à leurs femmes (1). Elle joue également pour les membres étrangers des Commissions internationales fonctionnant en France en vertu des traités, comme la Commission des Réparations et la Commission du Rhin (2).

Ne font pas partie du corps diplomatique au point de vue de l'exonération de l'impôt, les agents consulaires (3), les membres des Chambres de Commerce étrangères.

A la différence des personnes physiques qui n'ont en principe qu'un domicile, tout au moins de droit, les sociétés, personnes morales, ont autant de domiciles qu'elles possèdent d'établissements ou de succursales jouissant d'une certaine autonomie. Dès lors, une Société étrangère qui a une succursale en France, doit être considérée comme ayant un domicile dans notre pays et est assujettie à l'impôt. C'est ce qui a été spécialement reconnu pour les sociétés étrangères d'assurances ayant en France une agence, en ce qui concerne les coupons de titres étrangers déposés à la Caisse des Dépôts et Consignations, en garantie de leurs opérations françaises (4).

(1) Décis. du Minis. des Finances, 13 mars 1916.

(2) Décis. du Minis. des Finances, 28 mars 1924.

(3) Décis. du Minis. des Finances, 27 février 1915.

(4) Trib. Seine, 27 mars 1920.

Cass. Req. 27 nov. 1923.

Les conditions d'exonération de l'impôt au titre étranger sont justifiées au moyen d'actes spéciaux dressés par les Consuls français à l'étranger et dénommés *affidavit*. Ces *affidavit* feront l'objet d'une étude spéciale au chapitre « Mesures d'applications ».

SECTION IV

Personnes chargées de retenir l'impôt

Les articles 35 et 36 de la loi du 29 mars 1914 chargent de retenir l'impôt ou, le cas échéant, d'en faire l'avance au Trésor, « quiconque fait profession ou « commerce de recueillir, encaisser, payer, acheter « ou négocier les coupons, chèques ou tous autres instruments de crédit créés pour le paiement des dividendes, intérêts, arrérages ou produits quelconques » de valeurs étrangères non abonnées et de fonds d'Etats étrangers.

Ce texte est conçu dans les termes les plus généraux. Il vise toute personne se livrant aux opérations indiquées par l'art. 35, quelle que soit sa dénomination, banquier, changeur, escompteur, ou tout autre analogue.

La loi atteint non seulement les personnes qui se livrent de façon normale et continue aux opérations en question, mais même celles qui n'y procèdent qu'accidentellement. En effet, le texte présenté par la Commission des Finances du Sénat visait uniquement ceux

qui font profession ou commerce *habituel* d'accomplir ces opérations, mais le mot « habituel » a été supprimé au cours de la discussion au Sénat, le 16 mars 1914 (1). Cependant, on a admis que le mandataire qui se charge gratuitement et à titre de simple service d'encaisser des coupons pour un tiers ne peut être considéré comme assujéti au sens de l'art. 35 (2).

Il résulte de l'article premier du décret qu'en ce qui concerne les établissements à succursales multiples, chaque agence ou succursale est assujéti aux obligations légales.

Les succursales des banques étrangères installées dans notre pays sont astreintes aux mêmes obligations que les banques françaises.

L'art. 85 du Code de Commerce interdit aux agents de change de faire des opérations de banque ou de commerce et par conséquent d'exercer la profession visée par l'art. 35 de la loi.

Bien que les banquiers qui ont des titres en dépôt procèdent véritablement à un paiement lorsqu'ils créditent les comptes de leurs clients du montant des coupons qu'ils ont encaissés dans un autre établissement installé *en France*, l'Administration a décidé qu'il convenait de les considérer comme de simples mandataires de leurs clients et de ne pas les assujétir aux formalités édictées par la loi. Il en serait autre-

(1) *J. O. Débats* page 398, col. 3.

(2) *Sol. de l'Adm. de l'Enreg.*, 19 juillet 1917.

ment si ces mêmes banquiers encaissaient les coupons en question à l'étranger.

S'ils se livraient, même accidentellement, à une seule opération directe de paiement de coupons, ils devaient retenir ou avancer l'impôt, non seulement sur ces opérations directes, mais encore sur tous les paiements effectués par eux après encaissement sur notre territoire et comme simples mandataires (1). En d'autres termes, le fait par un banquier de payer une seule fois des coupons qu'il aurait directement encaissés à l'étranger ou de créditer le compte d'un de ses clients d'une somme dont il aurait été lui-même crédité par un correspondant à l'étranger de revenus passibles de la taxe, le rendrait, *ipso facto* et définitivement, astreint aux obligations prévues par la loi.

(1) Décis. du Min. des Finances du 26 janvier 1915.

CHAPITRE II

BASES DE LA PERCEPTION DE L'IMPOT

SECTION I

Fait générateur

Le porteur de valeurs étrangères non abonnées qui veut encaisser en France ses coupons, se trouve, en fait, obligé de s'adresser à un intermédiaire : banquier, changeur, escompteur, etc.

Le fait générateur de la taxe pour les coupons encaissés en France doit s'apprécier du point de vue de l'intermédiaire par l'entremise duquel l'ayant-droit perçoit ses revenus et que la loi assujettit à l'obligation de la retenue ou de l'avance de l'impôt.

A cet égard, l'article 35 de la loi du 29 mars 1914 indique que le fait générateur de la taxe consiste dans le fait pour les banquiers et autres assujettis de « cueillir, encaisser, payer, acheter ou négocier les coupons, chèques ou autres instruments de crédit » créés pour le paiement des dividendes, intérêts, arrérages ou autres produits soumis à la taxe, quelle que soit la nature du titre qui les représente. Il importe

donc peu que ces produits soient constatés par des coupons détachés d'un titre, par un chèque ou par tout autre instrument.

La loi ne distingue pas non plus suivant le mode de paiement adopté ; par l'énumération des faits qu'elle indique comme générateurs de la taxe (encaissés, payés, achetés, négociés), elle entend viser tous les faits entraînant pour le créancier des intérêts et dividendes, *l'appropriation* ou la *réalisation* de sa créance. Par suite, le seul fait par une banque de prendre des coupons à l'encaissement lui impose l'obligation de retenir ou d'avancer immédiatement la taxe, alors même qu'elle ajournerait le paiement de ces coupons entre les mains de ses clients jusqu'à ce qu'elle les ait recouvrés elle-même (1).

L'impôt a été reconnu exigible sur les coupons payés par une banque située à l'étranger, et dont la valeur est virée au compte du porteur dans une succursale établie en France de la banque étrangère (2).

L'impôt est également dû sur l'opération par laquelle l'agence établie en France d'une banque étrangère délivre, en paiement des coupons qui lui sont remis, une traite payable sur l'étranger (3).

(1) Sol. de l'Adm. de l'Enreg., 16 juillet 1914, 10 mars 1915.

Lyon, 3 février 1916 et 17 mai 1916.

Loches, 9 mars 1917.

(2) Sol. de l'Adm. de l'Enregis. du 8 juin 1915 et du 20 avril 1917.

(3) Déc. du Min. des Finances, 25 janvier 1916.

Cette opinion a été consacrée par un jugement du Tribunal Correctionnel de la Seine, en date du 12 avril 1930.

SECTION II

Tarif

La loi de 1914 (art. 33 et 42 combinés) avait fixé le tarif à 5 %. Ce taux a été porté à 6 % à compter du 1^{er} janvier 1917 (loi du 30 déc. 1916, article 11), 12 % (loi du 25 juin 1920, art. 30), 14,40 % (loi du 22 mars 1924, art. 3), 18 % (loi du 13 juillet 1925, art. 77 et 78), 25 % (lois du 4 décembre 1925 et du 6 août 1926), et ramené à 18 % sans décimes (loi du 26 avril 1930, art. 8).

Le tarif applicable est celui qui se trouve en vigueur au moment où se produit le fait générateur de l'impôt. Toutefois, par mesure de bienveillance, l'Administration décide qu'une augmentation du taux de l'impôt n'atteint pas les produits échus avant le jour de la mise en application de la loi qui la prescrit, bien qu'ils soient payés postérieurement à ce jour.

Cette décision n'est susceptible d'être observée que si la date de l'échéance est bien précisée. Si, au contraire, un chèque émis en représentation de coupons détachés à diverses époques, ne fait pas connaître la date d'échéance de chacun d'eux, l'impôt doit être perçu sur le montant total du chèque, d'après le tarif en vigueur au jour du paiement.

Cette mesure de tempérament est indépendante de la cause qui a provoqué le retard de la mise en paiement ; peu importe que ce retard soit imputable au débiteur ou au créancier, à condition, cependant, qu'un accord ne soit pas intervenu entre ceux-ci pour proroger l'échéance. C'est ainsi que le bénéfice de cette décision a été accordé aux coupons arriérés des emprunts ottomans restés impayés pendant la guerre.

SECTION III

Liquidation

La taxe se liquide sur le montant *brut* du coupon, sans escompte ni commission, sous déduction seulement des impôts établis dans les pays étrangers où les titres ont été créés, et dont le paiement incombe au porteur du coupon (1).

Par conséquent, en aucun cas, il n'est permis de prendre pour base de la perception la valeur de négociation du coupon, c'est-à-dire le prix qui en a été payé au porteur.

Lorsque la liquidation de la taxe fait ressortir une fraction de centime, il convient de forcer le centime au profit du Trésor.

Lorsque les coupons sont pris à l'encaissement, et que la valeur n'en est pas connue au moment de la

(1) Décret du 21 juin 1914, art. 3 et 8.

remise du client au banquier, l'impôt est liquidé sur une évaluation approximative du coupon, sauf à régulariser ultérieurement la perception quand le coupon aura été encaissé auprès de l'établissement débiteur. Cette règle, bien entendu, ne s'applique que pour les coupons d'actions. Pour les coupons à change, la taxe est toujours dûe sur la valeur des coupons en francs.

Si le coupon est payable d'après un change fixe stipulé à l'avance, aucune difficulté ne peut se produire ; la conversion en francs de monnaie étrangère s'effectue d'après ce change.

La question est plus délicate quand le coupon est payable sans indication de change fixe, soit en une seule monnaie étrangère, soit en plusieurs monnaies, au choix du porteur.

Dans cette hypothèse, la perception doit être réglée d'après le choix auquel s'est arrêté le porteur, c'est-à-dire qu'il faut prendre pour base de la liquidation la monnaie sur le pied de laquelle le paiement du coupon a été demandé (1).

Si cette monnaie est une monnaie étrangère, il y a lieu de la convertir en monnaie française et aux termes du décret du 21 juin 1914, cette conversion doit être faite « au cours du jour du paiement » (art. 3, 5^e alinéa).

(1) Lyon, 3 juillet 1917.
Cass., 27 décembre 1917.

L'application stricte de ce principe entraînait des perceptions rigoureuses, les cours du change officiel étant difficilement applicables en matière de coupons, en raison des frais d'envoi à l'étranger qu'exigent ceux-ci et les délais intervenant entre le moment où ils étaient payés au client et encaissés auprès de l'établissement étranger débiteur. Aussi, une décision ministérielle du 22 juillet 1924 avait-elle admis une certaine tolérance ou marge dans l'application du change et la conversion en monnaie française des coupons libellés en monnaie étrangère.

Des abus s'étant produits dans l'application de cette mesure bienveillante et des divergences d'appréciation et de liquidation s'étant introduites de banquier à banquier, ou de département à département, le Ministre des Finances a, par une décision du 30 août 1918, admis une marque fixe de 1 % sur le cours exact du change, étant entendu que le cours à considérer serait celui de la veille du paiement tel qu'il est publié au Journal officiel.

Lorsque les coupons sont libellés en une monnaie étrangère non cotée en France, la perception doit être établie sur une déclaration estimative de la valeur brute des coupons en France, sans escompte ni commission (1). Pour déterminer cette valeur, on peut se fonder notamment sur le cours des changes dans d'autres pays, soit à déduire ce que peut représenter les frais et risques de transport à l'étranger.

(1) Décis. du Minis. des Finances du 9 novembre 1928.

Quand l'impôt est, comme c'est le cas général, à la charge du porteur, il est immédiatement payé par ce dernier, et imputé sur l'ensemble de la négociation. Si, au contraire, la taxe est à la charge de l'émetteur, le montant du coupon est intégralement payé au porteur et l'impôt est *avancé* par le banquier qui le récupère auprès de l'Etat ou la Société étrangère, et dans la pratique, auprès de la banque qui assure le service financier de l'emprunt. C'est ce qui a lieu, notamment, pour certaines obligations du gouvernement tunisien.

CHAPITRE III

MESURES D'APPLICATION

SECTION I

Obligations des assujettis

§ I. — *Déclaration préalable.*

Aux termes de l'article 35 de la loi du 29 mars 1914, les personnes qui exercent la profession de recueillir, payer, etc. des coupons, doivent en faire la déclaration au bureau de l'Enregistrement de leur résidence, à Paris et dans les grandes villes au bureau spécialement affecté à cet effet.

Cette déclaration doit être également souscrite par toutes les agences ou succursales autonomes des établissements de crédit.

Les déclarations sont signées sur un registre spécial, soit par le banquier lui-même, justifiant de son identité, soit par mandataire, en vertu d'une procuration, soit enfin, s'il s'agit d'une société, par ses représentants légaux ou leurs mandataires.

Tout changement de résidence ou de siège, soit de l'établissement principal, soit des agences ou succursales, doit faire l'objet d'une déclaration ; il en est de même en cas de cessation des opérations imposables (1).

§ II. — *Bordereaux et répertoires.*

I. — Bordereaux de paiement.

Les assujettis auxquels sont présentés, en vue de leur paiement, de leur encaissement, de leur achat ou de leur négociation, des coupons de valeurs mobilières étrangères non abonnées ou tout produit de ces valeurs, doivent exiger le dépôt par le client d'un bordereau, appelé dans la pratique bordereau de paiement, indiquant les nom et prénoms, ou la raison sociale et le domicile de l'assujetti qui effectue le paiement et portant les mentions suivantes :

1° Le numéro d'inscription de l'opération au registre ou répertoire N° 1, que nous examinerons plus loin.

2° La nature des coupons, chèques ou instruments de crédit dont le paiement est demandé.

3° Le nombre de ceux-ci.

4° La valeur par unité, sans escompte ni commission, en monnaie française de chaque catégorie de coupon, chèque ou instrument de crédit.

(1) Décret du 21 juin 1914, art. premier.

5° La valeur totale de chaque catégorie de ces derniers.

6° Le montant total des sommes soumises à l'impôt.

7° Le montant de l'impôt retenu ou avancé sur l'ensemble des coupons.

8° Dans le cas de production d'un affidavit, la date et le numéro d'ordre de cet affidavit tenant lieu des indications prévues sous les numéros 4, 5, 6 et 7.

La loi dispose que ce bordereau ne sera pas signé et ne mentionnera ni le nom, ni l'adresse de la personne qui présente les coupons au paiement (art. 36 de la loi, alinéa premier. Aussi, les banquiers ont-ils été amenés à établir deux bordereaux identiques, mais, dont l'un porte les nom et adresse du client, et, dont le second s'abstient de renfermer ces renseignements.

Le but du législateur de 1914 était d'assurer aux porteurs le secret de leurs opérations. Cette mesure est actuellement inopérante : d'une part, en effet, les banquiers sont dans la nécessité d'annoter chaque paiement du nom et de l'adresse du client afin de pouvoir ultérieurement rectifier toute erreur ou de récupérer le montant de tout coupon qui reviendrait, soit amorti, soit non payable pour une raison quelconque ; d'autre part, les droits d'investigation des agents de l'Administration ont été depuis 1914 étendus, notamment en matière de chiffre d'affaires (1),

(1) Loi du 25 juin 1920, art. 67, et loi du 31 juillet 1920, art. 32.

à toutes les pièces comptables et à toutes les écritures, tant des établissements de crédit constitués en société, que des banquiers particuliers. Dès lors, il y a lieu de se demander si le bordereau prescrit par la loi ne pourrait pas être supprimé, dès l'instant qu'il n'est que la reproduction anonyme du bordereau de paiement proprement dit, qui constitue seul la pièce comptable justifiant l'opération commercialement parlant.

II. — Répertoire N° 1.

Aux termes de l'article 36, alinéa 4, de la loi, les assujettis sont tenus d'inscrire sur un registre dit « *Registre N° 1* » toutes les opérations ayant donné lieu de leur part à une retenue ou à une avance d'impôt, ou pour lesquels il a été produit un affidavit par le porteur des coupons.

Ce registre, coté et paraphé par un juge au Tribunal de Commerce, le maire ou un adjoint, présente, par jour, sans blanc ni interligne, dans des colonnes distinctes, et pour chaque opération, les indications suivantes :

1° Numéro d'ordre;

2° Nature des coupons, chèques ou instruments de crédit ;

3° Leur nombre;

4° Valeur par unité, sans escompte ni commission, en monnaie française, au cours du jour du paiement de chaque catégorie de coupons, chèques ou instru-

ments de crédit, sous déduction seulement des impôts établis dans les pays étrangers où les titres ont été créés et dont le paiement incombe au porteur du coupon ;

5° Valeur totale de chaque catégorie de coupons ;

6° Montant total des sommes soumises à l'impôt ;

7° Montant de l'impôt retenu ou avancé sur l'ensemble des coupons ;

8° S'il y a lieu, désignation détaillée de la nature et de la valeur en monnaie française des coupons, dont l'assujetti n'a pu récupérer le montant sur l'émetteur ou son représentant, et dont il a obtenu le remboursement de la personne qui en avait reçu précédemment le paiement ;

9° Date de ce remboursement ;

10° Montant de l'impôt retenu ou avancé sur les coupons remboursés ;

11° Dans le cas de production d'un affidavit, date de cet affidavit et numéro de son inscription au registre spécial des affidavit. Cette mention tient lieu des indications prévues sous les numéros 4, 5, 6 et 7.

Une opération comporte un seul numéro d'ordre, et non autant de numéros que de coupons de nature différente. Ce numéro est reproduit sur le bordereau de paiement et sur le récépissé remis au déposant.

Les coupons doivent être groupés par nature, et dans chaque nature par catégorie ; la valeur totale de chaque catégorie est portée dans la colonne 5. L'addition

des sommes inscrites dans cette colonne donne le montant total imposable.

III. — *Bordereau de négociation.*

L'assujetti qui possède des coupons, chèques ou tous instruments de crédit pour lesquels il a acquitté l'impôt et qu'il désire négocier, doit, pour éviter un nouveau paiement de la taxe, créer des bordereaux, dits bordereaux « de négociation » qu'il joint à l'appui de chaque transmission. Ces bordereaux datés et signés par lui et portant la désignation de ses nom et prénoms ou de sa raison sociale, de son domicile, de la date et du lieu de sa déclaration d'existence présentent quatre colonnes. Dans les colonnes 2, 3 et 4, l'assujetti transmetteur inscrit respectivement :

1° Les nom, prénoms ou raison sociale de l'assujetti auquel la transmission est faite ;

2° La nature des coupons, chèques ou instruments de crédit ;

3° Leur nombre.

La colonne 1 est destinée à recevoir la mention, par l'assujetti récepteur, du numéro d'inscription du bordereau à son registre N° 2, dont il va être parlé.

IV. — *Registre N° 2.*

L'assujetti, auquel sont transmis des coupons, chèques ou instruments de crédit ayant supporté la taxe sur le revenu, les inscrit sur un registre dit *Registre*

N° 2, qui contient, dans des colonnes distinctes, sans blanc ni interligne, par nature de valeurs, et pour chaque transmission, les énonciations suivantes :

1° Date de l'opération ;

2° Numéro d'ordre ;

3° Numéro de bordereau de négociation établi par le vendeur ;

4° Nom, prénoms ou raison sociale et domicile de ce dernier ;

5° Nature des coupons, chèques ou instruments de crédit ;

6° Nombre de ceux-ci.

Le numéro d'ordre du Registre N° 2 est reproduit sur le bordereau de négociation.

« Ce répertoire, aux termes de l'article 8 du décret,
« reçoit également l'inscription des coupons, chèques
« et instruments de crédit, dont le paiement a donné
« lieu à la production au précédent intermédiaire de
« l'affidavit prévu par l'article 11, dans le cas où il
« s'agit d'une transmission à l'établissement chargé
« du service financier des titres auquel ils se rap-
« portent. »

L'Administration de l'Enregistrement a décidé que l'assujetti, qui a payé des coupons, chèques ou instruments de crédit, et auquel il a été présenté un affidavit le dispensant de retenir ou d'avancer l'im-

pôt, ne peut que les transmettre à l'établissement chargé du service financier. Tout autre assujetti que cet établissement devrait de nouveau retenir ou avancer la taxe (1).

Cette interprétation de l'Administration paraît difficile à admettre. D'une part, elle donne au décret une extension ou une interprétation qu'il ne comporte pas. D'autre part, elle va contre l'esprit général de la loi : celle-ci, en effet, considère comme fait générateur de l'impôt l'encaissement du coupon par le propriétaire du titre, et non les négociations ultérieures entre des intermédiaires, dont le patrimoine ne s'augmente pas à chaque transmission du montant du coupon.

§ III. — *Extraits des registres et versement de l'impôt.*

Aux termes de l'art. 9 du décret du 21 juin 1914, les assujettis établissent, à la date du dernier jour de chaque mois, des extraits certifiés par eux des registres N° 1 et N° 2. Ces extraits comprennent toutes les opérations faites au cours du mois terminé.

L'extrait du registre N° 1 est totalisé, tant pour les sommes imposables, que pour les taxes retenues et avancées. A défaut d'une seule opération sur l'un des deux registres, l'extrait doit cependant être établi, mais avec la mention « Néant ».

(1) Instr. de l'Adm. de l'Enreg. du 22 juin 1914, N° 3.412, p. 7, *in fine*.

Ces extraits peuvent être obtenus au moyen d'un procédé de reproduction quelconque.

Ils doivent être déposés au bureau de l'Enregistrement où la déclaration d'existence a été souscrite, dans les dix premiers jours du mois qui suit celui qu'ils concernent. Si le délai expire un dimanche ou un jour férié, le dépôt doit être effectué la veille.

La remise des extraits N° 1 doit être accompagnée du versement de l'impôt retenu ou avancé. L'extrait du registre N° 2 ne donne lieu à aucune perception au profit du Trésor, il a pour but de permettre à l'Administration d'exercer ultérieurement un contrôle.

D'après les instructions transmises par l'Administration, les plus grandes facilités doivent être accordées aux assujettis pour la confection matérielle de leurs extraits ; afin de s'épargner un travail parfois considérable, ceux-ci peuvent, notamment, faire usage d'un procédé employé dans un grand nombre de maisons de commerce, et interposer, entre la page ouverte de leur registre et la feuille destinée à l'Administration, une pellicule colorante, de manière à établir à la fois le répertoire et l'extrait.

§ IV. — *Défaut de remboursement des coupons par l'émetteur.*

Il arrive fréquemment qu'un assujetti ne peut récupérer, sur l'émetteur des titres, le montant d'un coupon ou produit qu'il a payé. Il en est ainsi, notamment, lorsque les coupons ne sont pas échus, sont mu-

tilés, faux, détachés de titres amortis ou frappés d'opposition. Dans ce cas, le banquier se fait rembourser par son client la somme qu'il lui a remise. "

L'article 10 du décret, complété par le décret du 21 mars 1922, autorise le banquier à récupérer également le montant de l'impôt versé au Trésor, en le déduisant de son versement mensuel, à la double condition que le montant des coupons lui ait été remboursé, et que ces coupons se rapportent à des taxes figurant sur des extraits afférents à l'un des trois derniers mois. Ce délai de trois mois a été étendu à douze mois par un décret du 10 février 1926.

Lorsque le banquier ne peut opérer lui-même la déduction des taxes restituables, c'est-à-dire quand les coupons ont figuré sur un extrait relatif à un mois antérieur de plus de douze mois, le remboursement de l'impôt ne peut être obtenu que par une demande rédigée sur papier timbré, adressée au Directeur de l'Enregistrement du département de l'assujetti.

Il arrive parfois qu'après avoir payé le montant des coupons à un client, une banque les lui restitue contre remboursement de la somme versée. Ce cas ne rentre pas dans l'hypothèse prévue par l'article 10; la perception effectuée est régulière, et l'impôt irrévocablement acquis au Trésor, dès l'instant que les coupons ont été volontairement présentés au paiement (1).

(1) Sol. de l'Adm. de l'Enreg. du 12 novembre 1917.

§ V. — *Remise des assujettis.*

L'article 36 de la loi, en son dernier alinéa, prévoit l'attribution d'une remise aux assujettis pour les indemniser des frais qu'ils ont à exposer pour se conformer aux obligations fiscales.

Les remises sont liquidées d'office par l'Administration de l'Enregistrement à la fin de chaque année, d'après le montant total des versements de la taxe et effectués au cours de l'année précédente, déduction faite des restitutions opérées. Elles sont calculées séparément pour les agences de chaque établissement, lorsque celles-ci ont elles-mêmes retenu l'impôt et versé son produit au Trésor.

Le taux de ces allocations est actuellement de 0,50 % sur les premiers 100.000 francs payés et de 0,375 sur le surplus.

SECTION II

Affidavit

Pour bénéficier de la dispense d'impôt, l'étranger, qui n'a dans notre pays ni domicile ni résidence, doit, ainsi qu'il a été dit plus haut (1), produire à l'intermédiaire auquel il s'adresse pour toucher ses coupons, une déclaration sur papier non timbré, que l'on nomme *affidavit*.

(1) Chap. 1, section 3.

L'affidavit est essentiellement individuel ; à moins qu'elles ne soient propriétaires indivis des titres désignés sur cet affidavit, plusieurs personnes ne peuvent établir en commun une pièce de cette nature.

Aux termes du décret du 21 mars 1914, l'affidavit doit constater :

1° Que le déclarant n'est pas français ;

2° Qu'il est domicilié à l'étranger, et y réside ;

3° Qu'il ne fait ni profession, ni commerce de recueillir, encaisser, payer ou négocier les coupons de titres ou valeurs mobilières ;

4° Que, s'il exerce ce commerce ou cette profession, les titres auxquels s'applique l'affidavit ont été par lui remis en France, en nantissement d'opérations civiles ou commerciales ;

5° Que le déclarant est propriétaire ou usufruitier des titres dont les coupons ont été détachés ;

6° Enfin, la nature, le nombre et la valeur des coupons.

L'affidavit doit être daté et signé par l'intéressé.

Toutes ces indications sont de rigueur, et, si l'une d'elles faisait défaut, l'affidavit serait sans valeur, et ne saurait motiver l'exemption de l'impôt.

L'affidavit, établi par le déclarant, doit être présenté à l'agent diplomatique ou consulaire français dans la circonscription duquel réside l'intéressé. Après avoir contrôlé l'exactitude de la déclaration, cet

agent certifie les énonciations, spécialement celles qui ont trait à la nationalité, au domicile, à la résidence et à la profession de la partie. Il peut exiger, en vue de cette certification, la représentation des titres mentionnés ou du certificat de leur dépôt en garde, et toutes autres pièces qu'il jugerait à propos.

Par une décision du 31 octobre 1928, le Ministre des Finances a, sur la demande du Ministre des Affaires Etrangères, et pour faciliter la tâche des agents diplomatiques et consulaires, fait établir des formules spéciales d'affidavit. Ces formules prévoient l'intervention des autorités locales, pour en confirmer l'exactitude. Mais, ces affidavit ne sont pas obligatoires, cette attestation supplémentaire ne se trouvant pas prévue par un texte législatif.

Aucun fonctionnaire français autre qu'un agent diplomatique ou consulaire n'a qualité pour recevoir un affidavit. Cet agent est, obligatoirement, celui de la circonscription dans laquelle habite l'intéressé.

Dans les pays où il n'existe pas d'agent diplomatique ou consulaire français, comme au Maroc ou en Tunisie, les affidavit doivent être reçus par les contrôleurs civils, dont la signature doit être légalisée par le Résident général de France, puis par le Ministre des Affaires Etrangères (1).

Aucune autorité étrangère, quelle qu'elle soit, n'a qualité pour recevoir un affidavit ; en dehors de toute question de fraude, la France ne saurait admettre que

(1) Décis. du Min. des Finances du 28 avril 1924.

les étrangers interviennent à un titre quelconque dans la perception de ses impôts.

L'affidavit devant être individuel, comme nous l'avons dit plus haut, la loi française, contrairement à certaines législations, n'autorise pas les banques étrangères à établir des affidavit collectifs pour leurs clients.

* * *

Pour des raisons de haute convenance internationale, des mesures spéciales ont été prises pour les souverains et gouvernements étrangers, et pour les agents diplomatiques en France.

Aux termes d'une décision des 25 février et 22 mars 1915, concertée entre les Ministres des Finances et des Affaires Etrangères, les gouvernements et souverains étrangers sont exonérés de l'impôt sur le vu d'une simple déclaration datée et signée, constatant qu'ils sont propriétaires ou usufruitiers des titres dont les coupons présentés au paiement ont été détachés, et mentionnant la nature, le nombre et la valeur de ces coupons. Cette déclaration est faite par le chef de la mission diplomatique représentant, en France, le gouvernement ou le souverain, ou même, dans le second cas, par le fonctionnaire chargé de la gestion des intérêts privés du souverain, sauf à ce fonctionnaire à faire viser sa déclaration par le chef de la mission diplomatique en France ou par le représentant de la France auprès du pays étranger.

Une décision des Ministres des Finances et des Affaires Etrangères, en date des 29 janvier et 13 février

1915, porte que les agents diplomatiques, jouissant en France du privilège d'extraterritorialité, n'ont à produire, pour être exonérés du paiement de l'impôt, qu'une déclaration constatant qu'ils sont propriétaires ou usufruitiers des titres dont ils demandent le paiement des coupons, et précisant la nature, le nombre et la valeur de ces coupons. Cette déclaration doit être datée et signée par l'agent diplomatique, et sa signature légalisée par le Ministre des Affaires Etrangères français. Une déclaration émanant de l'agent diplomatique placé sous l'autorité d'un chef de mission doit, en outre, être visée par ce dernier.

Les femmes des agents diplomatiques sont admises à invoquer cette décision dans les mêmes conditions que leurs maris (1).

* * *

La date d'un affidavit est celle du jour de la certification de ses énonciations par l'agent diplomatique ou consulaire français, et non celle à laquelle le déclarant l'a rédigé. En effet, tant que cette certification n'a pas été inscrite, la pièce établie par l'intéressé ne constitue pas un affidavit.

La date d'un affidavit ne doit pas être postérieure de plus d'un an à celle de l'échéance des coupons. Ainsi, pour des coupons échus le 30 juin d'une année, il faut produire un affidavit daté du 30 juin de l'année suivante au plus tard.

(1) Décis. du Min. des Finances du 13 avril 1916.

A cet égard, il convient de considérer non le jour d'échéance porté sur le coupon, mais, la mise en paiement de ce dernier, qui peut avoir lieu à une date bien postérieure. C'est ce qui s'est produit notamment pour un grand nombre d'emprunts de gouvernements étrangers, échus pendant la guerre 1914-1918, et payés effectivement plusieurs années après.

En principe, un affidavit distinct doit être déposé à l'appui de chaque encaissement de coupons. Par exception, un affidavit peut être utilisé pendant un an à partir de sa date, lorsque les titres sont déposés en garde ou donnés en nantissement en France, à la condition que le déclarant ait continué d'avoir hors de France son domicile ou sa résidence, et que le dépôt de nantissement n'ait pas pris fin. Ainsi, un affidavit, daté du 30 juin d'une année, peut être utilisé jusqu'au 30 juin de l'année suivante inclus, et comprendre des coupons échus depuis le 30 juin de l'année précédente.

L'article 11 du décret du 21 juin 1914 impose le dépôt de l'affidavit au moment même de la demande du paiement des coupons. Une production ultérieure ne permettrait pas d'obtenir la restitution de la taxe perçue, à défaut de la remise de cette pièce lors du paiement (1), à moins que l'erreur ne provienne de l'assujetti, qui n'aurait pas utilisé l'affidavit alors qu'il l'avait en sa possession au moment du paiement (2).

(1) Sol. de l'Adm. de l'Enreg. du 22 juin 1915.

(2) Sol. de l'Adm. de l'Enreg. du 4 octobre 1915 et 9 novembre 1916.

SECTION III

Sanctions

§ I. — *Conservation et communication des documents.*

Les assujettis doivent conserver pendant deux ans leurs registres et bordereaux, ainsi que les affidavit. Ce délai court, pour les registres, du jour de leur clôture, pour les bordereaux, du jour de leur rédaction, et pour les affidavit, du jour de leur dernière utilisation (art. 36 de la loi).

Tous ces documents doivent être représentés, à toute réquisition, aux agents de l'Administration.

Il est rappelé, à cet égard, que, lorsqu'ils demandent communication des documents que la loi les autorise à se faire représenter, les agents de l'Enregistrement n'ont pas à rendre compte des motifs de leur réquisition. Le Tribunal de la Seine a décidé, en effet, par deux jugements des 21 août 1875 et 8 décembre 1876 « que les assujettis ne sauraient être admis à discuter à l'avance les motifs de la réquisition et le but « de la communication que la loi autorise la Régie à « leur demander ».

La prétention de subordonner la présentation des pièces à des explications sur l'usage, qui doit en être fait, équivaldrait à un refus de communication (1).

Le refus de communication est constaté au moyen d'un procès-verbal (2).

§ II. — *Pénalités.*

L'article 38 de la loi a prévu deux ordres de contraventions :

Les unes sont relatives à l'article 36 et au règlement d'administration publique intervenu pour son application, c'est-à-dire à la rédaction des bordereaux et des récépissés, à la tenue des registres et au mode de versement de l'impôt.

Ces contraventions, qui sont punies d'une amende de 100 à 10.000 francs en principal, sont constatées et poursuivies comme en matière d'impôt sur les opérations de bourse. Elles sont relevées par tous les agents ayant qualité pour verbaliser en matière de timbre, et les instances, auxquelles elles donnent lieu, doivent être jugées par les tribunaux civils dans les formes tracées par les lois du 22 Frimaire an VII et du 27 Ventôse an IX.

Les autres contraventions se rapportent à l'article 35 de la loi (défaut de déclarations d'existence, in-

(1) Rouen, 20 juin 1876.
Sedan, 6 avril 1886.

(2) Art. 22 de la loi de 1871 et 7 de la loi du 21 juin 1875.

terdiction de recueillir, encaisser, payer, acheter ou négocier des coupons, chèques ou autres instruments de crédit sans retenue ou sans avance de l'impôt), ainsi qu'au décret du 21 juin suivant, rendu pour l'exemption de cet article. Les poursuites, qu'elles motivent, sont engagées à la requête de l'Administration devant les Tribunaux correctionnels ; elles sont punies d'une amende de 100 à 1.000 francs en principal, indépendamment du quintuple droit sur les coupons, qui auraient été payés sans retenue de l'impôt. Lorsqu'une personne, opérant tant pour son propre compte que pour celui de tiers, n'a pas d'établissement en France, le défaut de déclaration d'existence la rend passible d'un emprisonnement de six mois à un an et d'une amende de 1.000 à 10.000 francs en principal et, en cas de récidive, d'un emprisonnement de un à deux ans et d'une amende de 10.000 à 25.000 francs.

Par application de l'article 110 de la loi du 25 juin 1920, et de celle du 22 mars 1914, ces pénalités sont passibles de 5 décimes, en ce qui concerne la quintuple taxe, et, de 8 décimes, en ce qui concerne les amendes variables.

La quintuple taxe ayant, pour la totalité de son montant, le caractère d'une pénalité, ne comprend pas la taxe simple, et doit être réclamée en sus de cette dernière.

Ces diverses pénalités, qu'elles soient du ressort de la juridiction correctionnelle ou de la juridiction civile, ont, les unes et les autres, le caractère de réparation civile. Elles peuvent, par suite, se cumuler et,

l'article 365 du Code d'Instruction criminelle, d'après lequel, en cas de plusieurs crimes ou délits, la peine la plus forte est seule prononcée, ne leur est pas applicable (1).

En conséquence, il est dû autant d'amendes, et le cas échéant, de quintuples droits qu'il y a de contraventions distinctes ou successives.

* * *

L'assujetti, qui néglige de retenir ou d'avancer la taxe sur les coupons qu'il recueille, paye ou négocie, est passible des amendes de 100 à 1.000 francs en principal et des quintuples taxes, même si l'impôt se trouve ultérieurement avoir été avancé ou retenu et versé au Trésor par un autre intermédiaire. La taxe simple, seule, dans ce cas, n'est pas exigible (2).

L'assujetti, qui retient à ses client l'impôt exigible, mais, qui ne le porte pas à son répertoire N° 1 et ne le verse pas au Trésor, ne contrevient pas aux dispositions de l'article 35 de la loi ; par suite, il n'encourt ni l'amende, ni la quintuple taxe (3). Il n'est passible, le cas échéant, que des amendes de 100 à 10.000 francs

(1) Lyon, 3 février 1916, 17 mai 1916.

Cour Lyon, 6 juillet 1916.

Loches, 9 mars 1917 ; Seine, 12 juin 1917.

Contra : Seine, 23 mars 1917.

(2) Lyon, *Correct.* 17 mai 1916 ; C. Lyon, 6 juillet 1916 ; Seine, 12 juin 1917 ; Bordeaux, 21 juin 1917 ; Auch, 11 octobre 1917 ; Seine, 22 octobre 1917 (*Droit Financier* 1919-118) ; Lyon, 8 juillet 1917 ; Cass. crim., 27 décembre 1917.

(3) Auch, 20 juin 1918.

pour défaut de tenue des répertoires et défaut de dépôt des extraits.

Les peines correctionnelles pour infraction à l'article 35 doivent être appliquées même en l'absence d'intention frauduleuse (1).

Le défaut de tenue tant du répertoire n° 1 que du registre n° 2 constitue une contravention unique, passible d'une seule amende, l'obligation de tenir ces deux registres résultant d'une disposition d'ensemble (2).

Il n'y a également qu'une contravention unique pour chaque opération omise, tant au registre N° 1 ou N° 2, qu'à l'extrait de ces registres.

*
* *

Les amendes et quintuples taxes sont soumises à l'exercice du droit de grâce. Il en est de même des pénalités, qui sont du ressort de la juridiction correctionnelle. A cet égard, l'Administration de l'Enregistrement a dispensé ses agents, qui auraient découvert des contraventions donnant lieu à des poursuites de ce genre, de dresser procès-verbal, si les assujettis reconnaissent spontanément l'existence des contraventions et acceptent de les régler à l'amiable.

Le décret du 10 août 1914, rendu en exécution de l'article 38 de la loi, attribue aux agents qui ont constaté des contraventions, le quart des amendes relevées, et

(1) Cass. Crim., 25 mars 1920.

(2) Sol. de l'Adm. de l'Enreg., mars 1917.

dont le recouvrement aura été opéré. Pour ne pas entraver le libre exercice de la juridiction gracieuse, l'article 3 du décret dispose que cette allocation ne sera définitivement fixée que le mois après la date du paiement des pénalités retenues.

SECTION IV

Prescription

Aux termes de l'article 39 de la loi, les dispositions de l'article 21 de la loi du 26 juillet 1893 sont applicables aux actions respectives du Trésor et des redevables. Celles-ci se prescrivent par cinq ans.

Le délai de prescription, en ce qui concerne l'action des redevables, a pour point de départ la date de l'indue perception ; cette prescription n'est valablement interrompue que par un exploit d'assignation signifié avant l'expiration du délai, sans qu'il soit nécessaire que la formalité de l'Enregistrement ait été donnée avant cette échéance.

Le point de départ de la prescription contre l'Administration varie suivant les cas : ce sera le jour de la contravention, si l'assujetti a fait une déclaration régulière ; le jour où l'Administration aura eu connaissance de la contravention au vu d'un acte ou de documents parvenus régulièrement à sa connaissance, s'il s'agit d'un assujetti dont l'existence n'avait pas été révélée par une déclaration régulière.

CHAPITRE IV

FUNDINGS

Certains états, provinces ou villes étrangères, se sont trouvés, par suite des circonstances, et notamment par faits de guerre, dans l'impossibilité de faire face au paiement des intérêts de leurs emprunts, et ont été amenés à procéder à une consolidation de ces intérêts. Cette consolidation consiste à remplacer, entre les mains des porteurs, les coupons échus et non payés par un titre négociable, d'une nature spéciale, d'une valeur nominale quelquefois supérieure à celle des coupons consolidés, et portant lui-même intérêt. Ces titres sont, dans la pratique, dénommés « fundings » (1).

Dans la plupart des cas, l'opération de consolidation s'effectue de la manière suivante : au fur et à mesure de l'échéance des coupons non payés, les porteurs sont invités à les déposer dans une banque en échange d'un reçu appelé « script » ; ce script est ensuite muté contre le funding. Lorsque la valeur des coupons excède la valeur d'un script, le porteur re-

(1) Voir étude publiée dans la *Revue Politique et Parlementaire* 1916, p. 189 et suivantes.

çoit pour l'excédent, un certificat fractionnaire ou rompu. Le groupage de plusieurs rompus permet d'obtenir un funding.

Cette opération de consolidation a été réalisée, notamment, par l'état de Bahia, la province de Buenos-Ayres, l'état de l'Amazonie, l'état de Minas Geraës, l'état de Parana, le gouvernement hongrois.

* * *

Dans la rigueur des principes, la taxe sur le revenu devrait être exigée au moment de l'échange des coupons contre des reçus ; ces coupons, en effet, sont recueillis par l'établissement financier auquel ils sont remis. Or, la loi du 29 mars 1914 interdit, ainsi que cela a été développé au début de cette étude, de recueillir des coupons sans procéder immédiatement à la retenue ou à l'avance de la taxe. Mais, afin de ne pas aggraver la situation des créanciers des états défaillants, qui non seulement ne recevaient pas leurs intérêts, mais encore auraient dû déboursier le montant de l'impôt, des mesures spéciales ont été arrêtées par le Ministre des Finances, le 7 septembre 1915, après avis exprimé le 5 juillet de la même année par le Comité Consultatif du Contentieux.

Cette décision admet que l'engagement originaire contracté par l'Etat emprunteur a été, par la seule volonté de ce dernier, annulé et remplacé par un engagement nouveau, modifiant à la fois l'échéance à laquelle les intérêts devaient être payés, et la forme de leur paiement ; que, dès lors, la situation devait

être considérée comme si, à l'origine, les bons de consolidation avaient été créés aux lieu et place des coupons supprimés ; enfin, que la remise aux porteurs, d'office, de ces bons ne pouvait être regardée ni comme une mise en paiement, ni comme un paiement effectif des coupons consolidés. En conséquence, le Ministre a décidé que les bons de consolidation, comme les coupons auxquels ils sont substitués, ne sont passibles de la taxe sur le revenu qu'au moment de leur paiement, soit par réalisation en bourse ou hors bourse, soit par leur remboursement par l'état émetteur. En d'autres termes, l'impôt n'est exigible sur les coupons représentés par un funding que lors de la première négociation de cette obligation, ou de son remboursement.

Cette décision, dont l'opportunité se justifie, n'est peut-être pas inattaquable au point de vue théorique. Des commentateurs ont fait remarquer qu'aux termes mêmes de la loi de 1872, à laquelle celle de 1914 se réfère expressément, il n'est pas indispensable que le paiement d'un coupon soit fait uniquement en numéraire pour donner naissance à l'impôt : la taxe est exigible dès l'instant que le droit représenté par les coupons a été exercé ; or, la novation qu'emporte la capitalisation d'intérêts est, en droit civil, un mode légal d'extinction de la dette d'intérêts. D'autre part, la négociation d'une valeur en bourse n'a jamais été considérée comme un fait générateur de l'impôt sur le revenu.

Il résulte de ces principes que ce qui caractérise essentiellement l'opération du funding, c'est la nova-

tion apportée à la dette d'intérêts de gouvernements étrangers, laquelle se trouve transformée en dette de capital, elle-même généralement productive d'intérêts. Il ne faudrait donc pas voir un funding dans l'opération qui aurait pour but et pour effet une simple prorogation des échéances des intérêts impayés.

C'est ainsi que la République de Nicaragua a payé en 1915 une fraction des coupons de ses titres, et a délivré pour le surplus aux porteurs un simple reçu non négociable : la taxe n'a été réclamée que sur la portion payée des coupons.

De même, l'Etat de Céara a bloqué, vers 1915, tous les coupons impayés de ses emprunts en un reçu spécial portant des tickets détachables payables à des échéances échelonnées. Il a été reconnu que ce reçu n'était autre qu'un coupon global et que l'impôt n'était dû que lors du paiement des tickets (1).

Une décision identique a été rendue, le 5 novembre 1921, au sujet des scripts que le gouvernement ottoman avait remis, la même année, aux porteurs des titres de divers de ses emprunts, après paiement partiel des coupons laissés en souffrance, en représentation de la partie restée impayée.

SECTION I

Bases de la perception de l'impôt

D'après l'article 8 du décret du 21 juin 1914, l'impôt sur le revenu se perçoit, ainsi que cela a été ex-

(1) Décis. de l'Adm. de l'Enreg. du 28 avril 1915.

posé, sur la valeur brute des coupons ; par conséquent, en matière de fundings, il doit être liquidé sur la valeur brute totale des coupons compris dans chaque titre. Il n'y a donc pas lieu de s'occuper du prix de la négociation du funding ; d'ailleurs, le paiement de l'impôt devant précéder la négociation, ainsi que nous le verrons plus loin, il est matériellement impossible de connaître le prix de cette opération lors de la formalité. Enfin, le cours de la bourse ne saurait prévaloir contre la base prévue par la loi.

Cependant, certains états débiteurs ont accordé, à leurs créanciers des bonifications plus ou moins importantes pour les indemniser du préjudice que leur causait la capitalisation de leurs intérêts. Cette bonification, qui ne constitue pas un produit du titre originaire, n'est pas imposable. La taxe doit être liquidée sur la valeur nominale des titres fundings, déduction faite, s'il y a lieu, du montant de la bonification (1). C'est ainsi que pour les fundings de la province de Buenos-Ayres, d'une valeur de 252 francs, la bonification est de 47 fr. 67 et la somme imposable de 219 fr. 33 ; que pour ceux de l'Etat de Bahia 1915, d'une valeur de 252 francs, la bonification est de 42 francs et la somme imposable de 210 francs.

Lorsque le titre funding est libellé en monnaie étrangère, l'impôt est dû, suivant les principes généraux en la matière, sur la valeur nominale du titre

(1) Décis. de l'Adm. de l'Enreg. du 13 mai 1916.

en francs, au cours du change de la veille du jour où il est présenté à la formalité (1).

* * *

La décision rendue par le Ministre des Finances le 7 septembre 1915, en fixant le fait générateur, avait en outre spécifié que l'impôt serait perçu au tarif en vigueur lors de la naissance de ce fait générateur. Or, depuis 1915 le taux de l'impôt n'a cessé d'augmenter, passant de 5 p. 100 à 25 p. 100 en 1926. De telle sorte que la taxe à percevoir sur les fundings arrivait parfois à atteindre presque la valeur de négociation de ces titres, valeur généralement inférieure à la valeur nominale, assiette de l'impôt.

Pour remédier à cette situation, et par esprit d'équité, le Ministre des Finances, après avis du Comité Consultatif du Contentieux du 10 janvier 1927, décida, le 8 mars de la même année, que l'impôt serait calculé à l'avenir « au taux du jour de l'échéance » des coupons en remplacement desquels les titres « de fundings ont été créés ». Il était précisé que cette mesure s'appliquerait non seulement aux opérations du funding qui seraient réalisées dans l'avenir, mais encore à celles qui avaient été déjà effectuées et dont le fait générateur ne se serait pas encore produit.

(1) Décis. de l'Adm. de l'Enregis. du 19 juin 1923.

Mais cette décision se heurta à des difficultés d'application ; celles-ci résultaient de l'impossibilité pratique de calculer exactement l'impôt, les titres ne comportant aucun des éléments nécessaires à la liquidation du droit et les établissements de crédit eux-mêmes ne pouvant matériellement pas fournir les renseignements indispensables. Cette situation provenait de ce que les états étrangers avaient indifféremment consolidé, en un même instrument, des coupons, non seulement échus à des dates différentes, mais encore appartenant à plusieurs emprunts. Ces difficultés s'aggravaient encore en ce qui concerne les fundings des Etats de l'Europe Centrale : les titres délivrés, d'une part, n'indiquent pas le détail des coupons qu'ils représentent, et d'autre part s'appliquent à plusieurs emprunts et à des opérations de consolidation diverses.

Aussi, le Ministre des Finances a décidé à la date du 6 janvier 1928, qu'il convenait, pour les titres en question, de liquider l'impôt sur une base forfaitaire, établie en tenant compte des éléments suivants : nombre, montant et dates d'échéance des coupons consolidés, nombre et montant des titres des différents emprunts en circulation au moment où l'opération de funding a été réalisée.

C'est ainsi qu'il y a lieu de percevoir :

a) Pour chacun des titres fundings suivants, les sommes forfaitaires :

1° Funding de l'Etat de Bahia		
5 % 1915	11,15	par titre
2° Funding de l'Etat de Bahia,		
6 % 1918	16,94	—
3° Funding de la Province de		
Buenos-Aires, 5 % 1915	10,96	—
4° Funding de l'Etat de Parana,		
6 % or, 1916	14,24	—
5° Funding de l'Etat de Minas		
Geraës 5 1/2 % 1916	12,75	—
6° Funding de l'Etat de l'Ama-		
zone, 5 % or 1915	14,25	—

b) Pour les fundings ci-après l'impôt au taux sui-
vant :

1° Obligations funding 5 % de la Ré- publique d'Autriche 1923	5,50 %
2° Obligations funding 5 % de la Ré- publique d'Autriche 1925	5,56 %
3° Obligations funding 5 % de la Ré- publique d'Autriche 1926	6 » %
4° Bons du Trésor de consolidation 6 % 1922 du Gouvernement Royal Hongrois.....	5,50 %
5° Obligations funding 6 % du Royau- me de Hongrie 1925	9 » %
6° Obligations funding 6 1/2 % de l'Etat Hongrois 1924 émises en représenta- tion des coupons impayés de l'emprunt 4 % 1911 de la Ville de Budapest	6,26 %

SECTION II

Mesures d'application

Afin d'assurer la perception de l'impôt sur les obligations fundings, il a été convenu entre le Ministre des Finances et les états défaillants :

1° Que ces obligations ne pourraient être ni négociées en bourse, ni remboursées sans que la taxe ait été préalablement acquittée.

2° Que tous les titres porteraient mention, à l'encre rouge, rappelant la nécessité de payer l'impôt avant leur négociation ou leur remboursement.

3° Que les états devraient demander à la Chambre syndicale des agents de change de Paris d'admettre à la cote officielle les obligations fundings émises en France, mais pour les seuls titres ayant acquitté l'impôt.

4° Que ces états informeraient les banquiers chargés du service de l'amortissement et du remboursement que ces mêmes titres ne pourraient être rachetés en vue de l'amortissement, ni remboursés au pair, que s'ils étaient revêtus de la quittance attestant le paiement de l'impôt sur le revenu.

5° Enfin, que les états communiqueraient à l'Administration de l'Enregistrement le tableau d'amortissement des titres fundings émis.

Les mêmes règles seraient appliquées en cas de négociation de titres fundings séries étrangères appartenant à une personne soumise à la loi de 1914.

Ces principes n'interviennent qu'en matière des consolidations de coupons de titres de *fonds d'Etats étrangers* ; la même opération, effectuée par une société ou ville étrangère, devrait être soumise au droit commun, et par conséquent devrait donner ouverture à la taxe au moment même de la remise du titre funding au porteur du coupon. C'est ce qui a été décidé, notamment, en ce qui concerne la consolidation effectuée par la ville de Vienne pour les coupons de l'emprunt qu'elle avait émis en France en 1904 (1).

(1) Décis. de l'Adm. de l'Enreg. du 26 mars 1917.

CHAPITRE V

TAXE AFFERENTE A LA PRIME DE CHANGE PAYEE AUX PORTEURS DE COUPONS A OPTION

Sous l'empire des lois du 29 juin 1872 et du 29 mars 1914, l'impôt sur le revenu dû par les sociétés étrangères soumises au régime de l'abonnement, sur leurs titres abonnés, dont les produits sont payables au choix des porteurs, soit en francs, soit en monnaie étrangère, était perçu sur la base de la monnaie française. Il en résultait que, lorsque des porteurs négociaient des coupons de ces sociétés en se faisant payer au cours du change de la monnaie étrangère, le bénéfice qu'ils réalisaient sur le change ne tombait pas sur l'application de la taxe sur le revenu. En d'autres termes, l'impôt payé par la société et par abonnement étant liquidé sur des francs, alors que les porteurs encaissaient leurs coupons en monnaie étrangère non dépréciée, la différence entre les deux valeurs se trouvait exemptée de l'impôt.

L'article 31 de la loi du 22 mars 1924 a comblé cette lacune. Le premier alinéa de cet article dispose :
« Lorsque les dividendes, intérêts, arrérages et tous

« autres produits de valeurs mobilières étrangères,
« soumises par les lois en vigueur à des droits et
« taxes équivalents à ceux qui atteignent les valeurs
« françaises, sont stipulés payables soit en francs,
« soit en monnaie étrangère, au choix des porteurs,
« soit en or, et qu'ils sont touchés en monnaie étran-
« gère, l'excès de leur valeur en monnaie française
« au cours du jour du paiement sur leur montant
« nominal en francs français, supporte l'impôt de
« 10 % », actuellement 18 % (1).

* * *

Cette loi ne fait aucune distinction entre les diverses catégories de titres qui peuvent être émises par les sociétés ; elle s'applique donc, non seulement aux obligations, mais encore aux actions et aux parts de fondateur. Néanmoins, c'est en matière d'obligations qu'elle est appelée à jouer le plus fréquemment ; car c'est surtout dans les contrats de prêts que l'on rencontre des obligations alternatives au choix du créancier, telles que celles visées par la loi.

La loi assimile aux produits stipulés payables au choix du porteur, soit en francs en France, soit en monnaie étrangère à l'étranger, ceux qui sont payables uniquement en or ou en francs-or. Il paraîtrait que le législateur eut dû laisser cette hypothèse en dehors des nouvelles dispositions, puisque, dans ce cas, les conditions de paiement ne prévoient l'em-

(1) Loi du 3 août 1926, art. 16 et 21.

ploi que d'une seule monnaie, excluant, semble-t-il, par suite, toute faculté d'option. Mais, il convient de remarquer que cette faculté résulte, en fait, de la situation créée en France par le cours forcé d'une monnaie qui n'a plus la parité de l'or, et donne aux coupons, ainsi libellés, tous les avantages des coupons à option.

L'impôt est dû sur la différence entre la valeur des dividendes, intérêts, arrérages et tous autres produits en monnaie française au cours du change, au jour du paiement, et leur montant nominal en francs français.

En raison de la référence à la loi du 29 mars 1914 et au décret du 21 juin 1914, que renferme l'article 31 de la loi de 1924, il y a lieu d'assimiler, entièrement, pour la perception, les bénéfices de change réalisés par les porteurs de valeurs à option, aux produits des valeurs mobilières étrangères non abonnées et des fonds d'Etats étrangers. Par suite, l'impôt doit être liquidé sur la valeur des coupons, sans escompte ni commission, en monnaie française au cours du jour du paiement, sous déduction seulement des impôts établis dans les pays étrangers où les titres ont été créés et dont le paiement incombe au porteur du coupon.

C'est ainsi que sur le coupon payable en 1929 du Crédit Foncier Franco-Canadien d'une valeur nominale de 8 fr. 50, et négociable au change à 41 fr. 80 environ, l'impôt prévu par la loi de 1924 doit être liquidé au $41,80 - 8,50 = 33$ fr. 30, sans qu'il y ait lieu de tenir

compte de l'impôt payé par la société, par abonnement sur les 8 fr. 50 (1).

Le taux de l'impôt fixé par la loi de 1924 à 10 p. 100, comme en matière de valeurs françaises et de valeurs étrangères abonnées, a été porté à 18 % par la loi du 3 août 1926.

L'impôt est liquidé, perçu et acquitté au Trésor dans les mêmes conditions que l'impôt sur les coupons des valeurs non abonnées et fonds d'Etats étrangers.

Les principales valeurs soumises à la loi du 22 mars 1924 sont :

Ville de Copenhague 1902.

Ville de Stockholm 1908.

Ville de Stockholm 1909.

Banque hypothécaire de Suède 1880.

Foncier Franco-Canadien 3,40.

Foncier Franco-Canadien 3. %.

Land Bank 3 1/2.

Asturies 1°, 2°, 3°.

Central Pacific.

Cuidad Real.

Cordoue Séville.

(1) Voir dans le même ordre d'idée, réponse du Minis. des Finances à la question écrite de M. Conteaux, député. *J. O.*, 2 septembre 1924, Débats Chambre, page 3.211.

Est Egyptien.

Est Espagne.

Madrid Saragosse.

Nord Espagne.

United Navana.

Sud-Ouest de Bahia, N° 1 à 16.850.

Energie Electrique de Catalogne.

Télégraphes du Nord.

Royal Dutch 4 1/2.

Sucreries d'Egypte 4 %.

Suez 3 %.

Suez 5 %.

Somovice.

TITRE III

*IMPOT SUR LE REVENU
DES VALEURS MOBILIERES ETRANGERES
NON ABONNEES
DEPOSEES EN BANQUE CONTRE REMISE
D'UN RECEPISSE NOMINATIF*

Ainsi que nous l'avons vu au titre précédent, les dividendes, intérêts, arrérages ou autres produits des valeurs mobilières étrangères sont soumis à un impôt cédulaire sur le revenu dont le taux est actuellement de 25 p. 100, et dont la perception pour les produits encaissés en France est assurée dans les conditions prévues par la loi du 29 mars 1914 et le décret du 21 juin 1914 qui ont été analysés ci-dessus.

Afin d'augmenter les moyens de contrôle sur les valeurs mobilières étrangères en ce qui concerne tant les droits de mutation par décès que les impôts sur le revenu cédulaire général, l'article 7 de la loi du 31 juillet 1929 assimilant, sous certaines conditions, les valeurs étrangères non abonnées aux valeurs mobilières françaises au point de vue du tarif de l'impôt sur le revenu, a réduit de 25 à 18 % le taux

de cet impôt pour les titres étrangers non abonnés qui sont déposés contre un récépissé nominatif dans un des établissements de banque agréés par l'Administration. La loi du 26 avril 1930 portant dégrèvements d'impôt a baissé ce tarif à 16 % sans décimes (art. 8).

Le même article ajoute, dans son troisième alinéa, que la restitution des titres étrangers contre remise desdits récépissés, donnera lieu au paiement sur la valeur des titres au jour du retrait du droit de conversion édicté par l'article 8 de la loi du 23 juin 1857 et dont le taux est actuellement de 0,80 %, fixé par l'article 22 de la loi du 17 décembre 1926.

La loi de 1857 avait appliqué le droit de transmission aux opérations de conversion des titres nominatifs en titres au porteur et réciproquement. La loi du 26 décembre 1903 a restreint ces dispositions à la mutation seule des titres nominatifs en titres au porteur.

La loi du 31 juillet 1929 a créé pour les banques des obligations nouvelles dont les modalités ont été fixées par le décret du 20 février 1930 (1).

* * *

La loi prévoit que le dépôt des titres en question ne peut être effectué que dans des banques préalablement agréées par le Ministère des Finances. Cet agrément est accordé au vu des propositions de l'Adminis-

(1) *J.O.*, 22 février 1930, page 1.953.

tration de l'Enregistrement après avis du Directeur du Mouvement général des fonds. Il est révocable.

Les banques agréées sont tenues, avant de recevoir les titres en dépôt, de déclarer la date du commencement de leurs opérations au bureau de l'Enregistrement de leur siège ou du siège de leurs succursales. Elles doivent également signaler tout changement qui surviendrait, soit au siège principal, soit aux agences, ainsi que toute création ou fermeture de nouvelle agence ou succursale.

Dans chaque département, le Directeur de l'Enregistrement dresse la liste des établissements de banque agréés ; communication de cette liste est donnée à toute personne qui en fait la demande.

Les récépissés nominatifs prévus par l'article 7 de la loi sont extraits d'un registre à souche ; ils portent un numéro d'ordre mentionnant, indépendamment des noms, prénoms et domicile ou résidence des déposants, la nature, le nombre, la série, les numéros des titres déposés ; ils indiquent en outre leur numéro d'inscription au registre des dépôts prévu par l'article 6 du décret.

Ces récépissés sont annotés lors de leur remise contre restitution des titres déposés, du numéro d'inscription de ces titres au registre des retraits prescrit par le même article.

Les établissements de banque agréés doivent tenir deux registres sur papier libre en un ou plusieurs volumes, jour par jour, sans blanc ni interligne, des-

tinés à recevoir l'inscription, l'un des dépôts des titres, l'autre des retraits des mêmes titres. Ces registres sont cotés et paraphés dans les conditions prévues par l'article 11 du Code de Commerce.

Le registre de dépôt présente par colonnes les énonciations suivantes :

- 1° Numéro d'ordre ;
- 2° Date du dépôt ;
- 3° Nom, prénoms, nationalité, domicile ou résidence du déposant ;
- 4° Nombre et désignation des titres déposés (avec indication des séries et numéros) ;
- 5° Numéro du récépissé nominatif délivré ;
- 6° Numéro du registre de retrait lorsque les titres sont retirés.

Le registre des extraits contient dans des colonnes distinctes les mentions suivantes :

- 1° Numéro d'ordre ;
- 2° Date du retrait ;
- 3° Nom, prénoms, nationalité, domicile ou résidence du déposant ;
- 4° Nombre et désignation des titres déposés (avec indication des séries et numéros) ;
- 5° Numéro du récépissé nominatif remis contre restitution des titres déposés ;
- 6° Numéro du registre des dépôts ;

7 ° Valeur des titres en monnaie française au jour du retrait;

8° Montant du droit perçu pour le compte du Trésor.

Ce montant est totalisé au dernier jour de chaque mois.

Un relevé de ce dernier registre est établi le dernier jour de chaque mois; il comprend toutes les opérations de retrait du mois, et reproduit pour chaque opération, dans des colonnes distinctes, les énonciations figurant au registre. Cet extrait est totalisé et certifié par le banquier.

Les établissements agréés retiennent, en outre, l'impôt exigible sur le revenu des titres déposés. Cet impôt est prélevé dans les conditions prévues par la loi du 29 mars 1914 et le décret du 21 juin de la même année, conditions que nous avons exposées au Titre II précédent. Toutefois, l'extrait du registre N° 1 doit porter en dehors des mentions habituelles, l'indication du numéro du registre des dépôts.

Pour les titres dont le revenu est payable par chèques ou autres instruments de paiement, le porteur de ces chèques ou instruments ne pourra bénéficier du tarif réduit qu'en demandant le paiement du revenu à l'établissement dépositaire.

Les relevés du registre des retraits et les extraits des répertoires N° 1 pour l'impôt sur le revenu sont déposés au Bureau d'Enregistrement dans les condi-

tions prévues par les articles premier et 10 du décret du 21 juin 1914. Ces dépôts sont accompagnés du versement des deux droits.

* * *

Dans le cas où l'agrément accordé à une banque est révoqué, cet établissement doit inviter ses déposants, soit à reprendre possession de leurs titres dans le délai d'un mois, soit à déclarer qu'ils entendent les laisser en dépôt libre. Dans l'une et l'autre hypothèse, le droit de conversion est perçu sur la valeur des titres au jour du retrait ou au jour du nouveau dépôt.

Le déposant qui ne répondrait pas à cette invitation sera réputé opter pour le maintien de ses titres en dépôt libre. Toutefois dans le délai d'un mois ci-dessus prévu, le déposant pourra requérir le transfert en dépôt de ses titres dans un autre établissement de banque agréé qu'il indiquera. Le transfert sera alors opéré sans frais et mention de la nouvelle banque dépositaire sera portée dans la colonne « observations » du registre des dépôts. Déclaration de ce transfert sera adressée dans un délai de huit jours au bureau d'Enregistrement par l'assujetti qui y aura procédé.

Les mêmes dispositions sont appliquées au cas où une banque agréée décide de ne plus recevoir ni conserver de titres étrangers en dépôt dans les conditions précitées.

* * *

Bien que la loi du 31 juillet 1929 ne renferme aucune précision, il convient, semble-t-il, de considérer, en raison de ses termes généraux, qu'elle s'étend aussi bien aux titres nominatifs qu'aux titres au porteur. Cette interprétation est justifiée par l'article 11 qui prévoit, ainsi que nous l'avons expliqué ci-dessus, les conditions de réduction d'impôt pour les chèques et autres instruments de crédit créés par les sociétés étrangères au profit de leurs actionnaires détenteurs de titres nominatifs.

Ce traitement de faveur profite uniquement aux titres *déposés* à l'exclusion des titres nominatifs *non déposés*, pour les motifs mêmes qui ont provoqué la loi, aucun contrôle ne pouvant être exercé sur ces derniers du fait que les sociétés émettrices se trouvent à l'étranger.

Il n'est rien innové en ce qui concerne le timbre au comptant qui reste exigible, le cas échéant, sur les titres déposés conformément au droit commun.

Toutefois, d'après une règle toujours admise par l'Administration de l'Enregistrement, l'énonciation de titres étrangers non timbrés dans un récépissé de dépôt en garde, ne constitue pas, par elle-même, un fait générateur du droit de timbre au comptant. Il en est certainement de même en ce qui concerne l'énonciation dans les récépissés nominatifs prévus pour l'application de la nouvelle loi.

TITRE IV

IMPOT SUR LES OPERATIONS DE CHANGE

Le terme « change », pris dans son acception générale, s'applique à tout échange de monnaies, mais on donne plus particulièrement la dénomination d'opérations de change à celles qui consistent dans la conversion d'espèces nationales en monnaie étrangère ou réciproquement.

Le change peut avoir pour objet, non seulement des monnaies métalliques, mais encore des espèces qui en sont la représentation, billets de banque, effets de commerce, chèques, coupons, etc.

Les opérations de changes sont dites sur place quand l'ordre est exécuté au lieu même où il est donné, de place à place dans le cas contraire.

Comme les opérations de bourse, les opérations de change sont effectuées au comptant ou à terme, suivant que l'échange des monnaies ou devises est réalisé immédiatement ou au contraire que l'acheteur et le vendeur jouissent d'un délai déterminé pour l'exécution de leur engagement réciproque.

Les opérations de change diffèrent sensiblement des opérations de bourse au point de vue du rôle de l'intermédiaire. Ce dernier n'est pas un simple mandataire qui représente son client, il achète des monnaies et devises en son propre nom et les revend ensuite à des particuliers ou des intermédiaires.

Historique.

Le commerce des changes a été réglementé pour la première fois, d'une manière générale, par la loi du 1^{er} août 1917. Cette loi a imposé aux personnes se livrant au commerce des changes l'obligation :

1° D'en faire la déclaration au bureau de l'Enregistrement de leur résidence et, s'il y a lieu, au bureau de chacune de leurs succursales ou agences.

2° D'exiger de toute personne, avec laquelle elles font les opérations, la déclaration de son identité, de sa nationalité et de son domicile.

3° D'inscrire leurs opérations sur un répertoire.

L'article 69 de la loi du 22 mars 1924 a subordonné, en outre, l'exercice du commerce des changes à l'autorisation préalable et toujours révocable du Ministre des Finances.

La loi du 3 avril 1918, complétée par la loi du 31 mars 1922 et par les articles 72 à 76 de la loi du 22 mars 1924, a prohibé, en principe, l'exportation des capitaux, et, par voie de conséquence, l'importation de titres et de valeurs mobilières.

L'article 4 de la loi du 1^{er} août 1917 prévoyait qu'un arrêté ministériel déterminerait le modèle du répertoire des opérations de change. Cette réglementation résulte de deux arrêtés en date des 4 septembre 1917 et 4 avril 1918, dont les dispositions peuvent se résumer ainsi :

Les assujettis doivent tenir deux répertoires : le répertoire général et le répertoire livraison.

Le répertoire général est divisé en trois parties et les deux premières parties sont elles-mêmes subdivisées en deux catégories.

Sont inscrits à ce répertoire :

Première partie : les achats de devises étrangères effectués soit à des personnes ne tenant par le répertoire (première catégorie), soit à des personnes tenant elles-mêmes le répertoire (deuxième catégorie).

Deuxième partie : les ventes de devises étrangères comprenant les deux mêmes subdivisions.

Troisième partie : les opérations comportant ou ayant comporté une mise de francs à la disposition de l'étranger. Dans cette troisième partie sont inscrits, au moment de leur paiement en France, les effets émis en francs au profit de personnes résidant à l'étranger ou les effets émis en francs ayant fait l'objet d'une négociation à l'étranger, les uns et les autres payables en francs dans notre pays.

Indépendamment du répertoire général, les assujettis doivent tenir un répertoire spécial sur lequel ils inscrivent les opérations de livraison, c'est-à-dire les opérations à terme au fur et à mesure de leur négociation. A leur échéance, ces opérations sont annulées par une inscription pour ordre et reportées sur le répertoire général.

Le 5 et le 20 de chaque mois, les sommes inscrites aux premières et deuxième parties du répertoire général et au répertoire livraison sont totalisées ; le 10 et le 25, les assujettis doivent adresser des relevés ou extraits de leurs répertoires au Ministère des Finances où un service spécial a été créé sous le titre de « Comité du Contrôle de l'exportation des capitaux », comité composé d'inspecteurs des finances et d'inspecteurs de l'Enregistrement.

Les contraventions au texte qui vient d'être analysé sont punies de peines correctionnelles.

*
* *

Les opérations de change ayant pris, dans les années qui suivirent 1919, une ampleur particulière, le gouvernement estima qu'il pouvait trouver dans ces négociations une source de produits au profit du Trésor, et soumit à l'approbation des Chambres l'article 74 de la loi de finances du 13 juillet 1925 qui assujettit à une taxe les opérations de change visées par l'article premier de la loi du 1^{er} août 1917.

Un décret du 25 janvier 1926 (1) a déterminé les conditions d'application de cet impôt.

SECTION I

Champ d'application de l'impôt

Opérations visées par la loi

De la combinaison de l'article 74 de la loi et de l'article 3 du décret, il résulte que l'exigibilité de l'impôt est subordonnée aux trois conditions suivantes :

1° L'opération doit consister en un achat ou une vente contre francs de devises étrangères ou de valeurs libellées en monnaie étrangère. De telle sorte qu'une opération d'échange de devises étrangères contre d'autres devises étrangères échappe à l'impôt, à moins qu'elle n'ait été décomposée, en fait, en une vente et un achat avec francs, auquel cas chacune de ces deux opérations devrait être considérée isolément.

2° L'opération doit être réalisée en France. Elle est considérée comme telle quand le contrat est conclu en France, ou quand son exécution a lieu au moyen de la livraison de devises en France.

(1) J. O. du 27 janvier.

Mais, comme les opérations traitées avec les places étrangères sont souvent passées par téléphone, et exécutées par l'inscription d'un crédit de change à un compte ouvert à l'étranger et d'un débit de francs à un compte ouvert en France, il est parfois délicat de déterminer le lieu où l'opération est réalisée. Elle doit être considérée comme réalisée en France, quand la partie qui traite avec l'assujetti réside en France, et au contraire effectuée à l'étranger si la partie réside hors du territoire.

3° Enfin, l'opération doit être conclue entre deux personnes dont une seule est assujettie à la tenue du répertoire. Il en résulte que l'impôt ne frappe pas les opérations passées entre assujettis.

Toutefois, les négociations entre intermédiaires ne bénéficient pas de l'immunité quand elles sont contractées pour leurs propres besoins.

L'article 3, paragraphe 3, du décret prescrit de reporter les opérations à terme au répertoire général à la date de la livraison, c'est-à-dire à la date de la livraison définitive qui clôt l'opération. De cette disposition découlent deux conséquences :

1° En matière d'opérations à terme, l'impôt n'est payable qu'au moment de l'exécution du contrat, mais il ne s'agit que d'une simple prorogation de délai, la conclusion du marché restant le fait générateur de l'impôt, de telle sorte qu'une opération à terme, annulée ou compensée, doit être reportée au répertoire général et chacune des deux opérations in-

verses doit être considérée isolément pour la perception.

2° Les opérations intermédiaires de report sont exemptes de l'impôt, quelle que soit la forme du report.

Tout achat ou vente de coupons ou de titres assortis est taxable.

SECTION II

Bases de la perception de l'impôt

Le taux de l'impôt, primitivement fixé à 0 fr. 10 par 1.000 francs ou fraction de 1.000 francs, a été porté à 0 fr. 25 par l'article 41 de la loi du 4 avril 1926. Ces deux taux ne sont pas soumis aux décimes.

Par analogie avec ce qui a été décidé en matière d'opérations de bourse, lorsque l'achat ou la vente de devises diverses ou de même nature, à des cours différents ou non, est fait le même jour, par un même intermédiaire, à la même personne, en vertu d'un ordre unique, l'impôt est perçu sur le total de l'opération.

La taxe est liquidée sur le montant de la négociation en francs, calculé sur le cours décompté au client, sans déduction des frais de commission ou autres (art. 5 du décret).

Elle est perçue sur la valeur nominale des effets, sans imputation d'escompte, quelle que soit la date

de leur échéance. En ce qui concerne les coupons, on ne doit pas déduire de leur valeur l'impôt cédulaire sur le revenu, qui est une dette personnelle du porteur et étrangère à l'opération.

SECTION III

Mesures d'application

§ I. — *Obligations des assujettis.*

Sont astreints aux obligations prévues par la loi toutes les personnes qui se livrent, d'une manière habituelle, aux opérations de change, c'est à-dire non seulement les banquiers, mais encore toute une catégorie de professionnels, née depuis la guerre de la perturbation même des changes : les courtiers de change.

I. — *Déclaration d'existence.*

Les personnes visées ci-dessus doivent, préalablement à toute opération, souscrire une déclaration au bureau de l'Enregistrement de leur résidence, dans des formes et conditions prévues aux articles premier et 2 du décret du 25 janvier 1926, en accompagnant cette déclaration de l'autorisation du Ministre des Finances ou d'une copie certifiée.

II. — *Répertoire.*

La tenue d'aucun répertoire nouveau n'est prescrite. Le décret se borne à modifier le répertoire

établi en application de l'article 2 de la loi du 1^{er} août 1917, en créant une colonne supplémentaire pour l'inscription des droits perçus et en mentionnant dans la colonne « Observations » le nombre des opérations excédant 1.000 francs et celui des opérations ne dépassant pas ce chiffre.

Les assujettis ont le droit d'utiliser simultanément autant de volumes de répertoire que l'exige l'organisation de leurs services.

III. — *Extraits et paiement.*

Les 5 et 20 de chaque mois, c'est-à-dire aux époques où ils totalisent leurs répertoires et en font des copies ou extraits destinés au service du contrôle de l'exportation des capitaux, les assujettis doivent dresser un état indiquant le montant global des droits perçus sur les opérations effectuées pendant la quinzaine précédente, sans en mentionner le détail.

Les états sont utilisés par l'assujetti et déposés à l'Administration de l'Enregistrement entre le 5 et le 10 de chaque mois, pour la période du 5 au 20 du mois précédent, et entre le 20 et le 25 pour la période du 20 du mois précédent au 5 du mois courant.

Le montant des droits doit accompagner le dépôt des relevés.

Un état négatif est remis en l'absence de toute opération.

§ II. — *Sanctions.*

I. — *Contrôle.*

Les assujettis sont soumis au droit de communication le plus général. Celui-ci s'applique non seulement aux répertoires, mais à tous les documents justificatifs de l'impôt : livres, titres, pièces de recettes, de dépenses ou de comptabilité. Ces documents doivent être conservés pendant cinq ans (art. 12 du décret).

Tout refus de communication doit faire l'objet d'un procès-verbal.

II. — *Pénalités.*

Toute infraction aux prescriptions de la loi et du décret est punie d'une amende de 100 à 5.000 francs en principal, soit 180 à 9.000 francs décimes compris.

III. — *Prescription.*

A défaut de dispositions contraires, la nouvelle taxe ne peut se prescrire que par trente ans ; par contre, les pénalités sont soumises à la prescription biennale établie par l'article 14 de la loi du 16 juin 1924.

SECTION IV

Suppression de l'impôt

Un décret du 10 janvier 1928 avait supprimé les dispositions prohibitives de la législation sur l'ex-

portation des capitaux : la tenue du répertoire des changes, et l'envoi périodique d'extraits de ce registre au Comité de contrôle de l'exportation des capitaux avaient cessé d'être proscrits.

Seul l'impôt restait exigible et les banques continuaient à le percevoir, soit en maintenant ces répertoires, soit en le liquidant d'après leur comptabilité.

L'article 25 de la loi du 29 décembre 1929, en abrogeant les articles 74 et 75 de la loi du 13 juillet 1925 et 41 de la loi du 4 avril 1926, a supprimé l'impôt sur les opérations de change.

Il convient de remarquer que les articles 1 et 5, concernant la déclaration à faire par les personnes qui veulent se livrer au commerce des changes, et l'article 34 de la loi du 30 mars 1929 relatif au droit de communication restent en vigueur.

* *

On ne peut qu'approuver la mesure prise par le législateur en décembre 1929. L'impôt sur les opérations de change, dont le rendement au Trésor était infime, constituait, par contre, une charge relativement lourde pour les opérations de petite importance, en raison de la perception du droit par fractions de 1.000 francs. En ce qui concerne les assujettis, cet impôt créait un surcroît de difficultés par suite de la multiplicité des opérations et l'impossi-

bilité presque complète de vérifier l'ensemble des droits perçus par périodes de quinzaine.

Cette mesure a été accueillie avec satisfaction par les assujettis sans restriction.

CONCLUSION

De cette étude essentiellement objective des divers textes qui font des établissements de crédit des auxiliaires du fisc, quelle appréciation convient-il de tirer soit en faveur, soit à l'encontre de ce mode de recouvrement de l'impôt ? Il est évident que d'une telle collaboration résultent avant tout des avantages pour le Trésor, des charges, de lourdes charges pour les banques.

Précisons et ces avantages et ces charges.

Le fait pour l'Etat de faire appel à l'entremise de tiers, d'assujettis, dans le but de faciliter sa tâche fiscale n'est pas particulier aux établissements de crédit. Ce procédé est usité en matière tant de contributions directes que de taxes indirectes, toutes les fois que la matière imposable se trouve, soit au moment même où se produit le fait générateur, soit antérieurement, réunie entre les mains d'une seule personne. Deux modalités peuvent alors être suivies : ou le fisc se contente de constater la matière imposable ainsi centralisée, pour ensuite recouvrer l'im-

pôt chez les divers redevables qui en deviennent détenteurs, ou il fait de l'assujetti, unique possesseur à un moment de cette matière imposable, un débiteur provisoire qui avance ou retient l'impôt et en récupère le montant sur des débiteurs définitifs.

Cette intervention d'intermédiaires dans les opérations fiscales est favorable aux redevables en général et à l'Etat.

Les contribuables ne sont pas soumis aux investigations des agents du Trésor, ils n'ont pas de déclaration à fournir, pas de contrôle à subir. Souvent les formalités de versement de l'impôt ne leur incombent pas, et parfois même, s'ils sont bien, en fait, les véritables débiteurs, le paiement ne se traduit pour eux que par un manque à percevoir. C'est ce qui se produit, notamment dans le recouvrement de l'impôt sur les revenus des valeurs étrangères non abonnées : la banque paye aux porteurs le montant net des coupons, déduction faite de l'impôt et de sa commission.

L'Etat profite, en retour, des facilités procurées aux contribuables. Si l'impôt paraît moins lourd, il soulève moins de protestations, provoque moins de conflits et son taux est plus facilement susceptible de comporter une augmentation. Mais l'Etat retire d'autres bénéfices de la collaboration d'assujettis avec ses propres agents.

La constatation de la matière imposable appartenant à de multiples débiteurs légaux s'opère plus aisément chez quelques tiers où elle se trouve centrali-

sée. Quand c'est entre les mains de ces tiers qu'elle est frappée, le recouvrement se réduit, lui aussi, à un petit nombre d'opérations. Or, toute simplification du travail fiscal se traduit immédiatement par une économie des frais de perception accroissant d'autant les sommes qui rentrent dans les caisses du Trésor.

Le fisc a avantage, également, à ne pas s'adresser aux débiteurs définitifs qui ont un intérêt immédiat à se soustraire à ses recherches et à entraver ses investigations. Au lieu de se trouver en face de particuliers prêts à alléguer une ingérence dans leur vie privée, il est en rapport avec de grandes administrations, très souvent sociétés anonymes, indifférentes à des recherches dont elles ne supportent pas les conséquences pécuniaires, et auxquelles se prêtent leur comptabilité et leur organisation.

Le fait, enfin, de récupérer l'impôt par l'entremise de professionnels tels que les banquiers, permet de demander à ceux-ci d'effectuer les opérations de liquidation, opérations parfois délicates et qui, ne pouvant être exécutées par les contribuables, risqueraient d'accroître singulièrement le travail des régies financières. Ainsi serait-il impossible d'exiger des particuliers des déclarations portant liquidation des taxes afférentes à la prime de change ou aux lots et primes de remboursement. Seuls les établissements de crédit possèdent les éléments et le personnel qualifié pour calculer des droits aussi complexes.

Certes, il n'est pas niable qu'aux seuls points de vue de la recherche de la matière imposable et du contrôle, la substitution de quelques assujettis à un grand nombre de contribuables soit une source de simplification et, dès lors, d'économies réelles. Qui blâmerait des mesures ayant pour conséquence de diminuer le pourcentage des frais de perception, à une époque où les rouages administratifs tendent à s'accroître sans cesse devant l'extension de l'impôt à toutes les sources de revenus et, par suite, la multiplication et l'émiettement de la matière imposable. « Toute contribution, disait Adam Smith, doit être établie de manière à retirer des poches du peuple aussi peu que possible au-delà de ce qu'elle fait entrer dans le coffre de l'Etat ».

Mais aussi, confier à des assujettis une partie des opérations fiscales, leur faire assurer non seulement la perception, mais aussi la liquidation des droits, c'est ne réduire en rien les frais du recouvrement, c'est uniquement les épargner aux administrations fiscales pour les faire assumer par des organismes privés, c'est, en quelque sorte, établir une supertaxe destinée à couvrir des dépenses qui devraient incomber à l'Etat. Autrement dit, les établissements de crédit, en collaborant à la rentrée de l'impôt, font réaliser au Trésor des bénéfices dont le juste corollaire consiste en des charges importantes et onéreuses à leur rencontre .

Ces charges résultent d'une augmentation sensible de leur travail et des besoins de personnel et de ma-

tériel qui en découlent. Il n'est pas rare que la perception, par exemple, de l'impôt sur les coupons nécessite au siège de certaines banques centralisant les opérations des succursales locales, de dix à trente employés. Aux frais de personnel s'ajoutent les dépenses inhérentes aux locaux et au matériel de bureau et de papeterie.

Une enquête faite auprès des coulissiers, en 1927, dans le but d'obtenir de l'Administration l'autorisation d'établir les extraits des opérations de bourse au moyen de papier carbone, a révélé que, pour les 143 maisons, membres du Syndicat, au cours de l'année 1926, 21.966.600 opérations avait été tarifées ; que les répertoires et extraits nécessaires pour la consignation de ces opérations représentaient près de 440.000 pages.

Si l'on estime que chaque coulissier affecte un seul employé à la tenue de ces registres et extraits, c'est près de 150 personnes qu'utilise le Syndicat, soit à raison d'appointements moyens de 6.000 francs par an, à l'époque, une dépense annuelle d'environ 860.000 francs. Et l'enquête ajoutant à ce chiffre le prix du papier et autres fournitures, aboutissait à cette conclusion que la seule perception de l'impôt sur les opérations de bourse, coûtait environ un million de frais généraux par an au Syndicat des banquiers en valeurs.

Aussi, n'est-ce pas sans une très réelle inquiétude que les établissements de crédit ont vu, au cours du dernier demi-siècle, s'accroître considérablement leur rôle d'auxiliaires du Trésor.

A vrai dire, ce n'est que depuis 1914, que le principe consacré par quelques précédents a été étendu à presque toutes les branches de l'activité bancaire. Dès avant cette date, les banquiers percevaient, en dehors de l'impôt sur les opérations de bourse, différents droits, tels que les droits de quittance sur les reçus qu'ils délivraient ou que leur remettaient leurs clients, les droits de timbre sur les effets de commerce émis en France ou provenant de l'étranger sur les chèques tirés sur place ou de place à place, sur les ordres de virement ; mais il s'agissait de droits relativement peu importants et dont la perception s'effectuait d'une manière matérielle par l'apposition de timbres sur la pièce assujettie à l'impôt.

Ce n'est qu'à partir de 1914 que les banquiers devinrent vraiment des collecteurs d'impôt : ils eurent alors à percevoir des taxes de taux différents pour une même nature d'impôt, nécessitant des liquidations complexes, l'établissement de documents spéciaux, la tenue de registres particuliers. De telle sorte qu'on peut dire aujourd'hui que toute opération de crédit donne ouverture à une taxe et appelle l'intervention du banquier comme percepteur : qu'il s'agisse d'opérations de bourse, de dépôts de titres, d'avances sur valeurs, de paiement de coupons, d'opérations sur devises étrangères, d'encaissement d'intérêts de comptes de dépôt, de retraits de titres, de location de coffres-forts, de retraits de sommes dépendant d'une succession, etc.

L'expérience de plusieurs années a fait ressortir

que les banques s'acquittent avec soin des obligations qui leur incombent. Faut-il mentionner les très rares exceptions de quelques banquiers qui ont essayé de tirer profit de cette tâche fiscale pour réaliser des bénéfices illicites. Il est inévitable que certains membres d'une profession, dont l'accès est libre et l'exercice non réglementé, soient tentés de profiter d'impôts dont le taux est devenu presque prohibitif et amène des perceptions extrêmement importantes pour un petit nombre d'opérations. La chronique judiciaire a révélé, à différentes reprises, les opérations frauduleuses de certains banquiers s'appropriant notamment la taxe sur les coupons, qui s'est élevée jusqu'au quart de leur montant, ou attirant une clientèle nouvelle en ne percevant aucun impôt. A part ces cas exceptionnels, rarement ont été constatées des irrégularités ; les erreurs qui ont pu être relevées ne procèdent presque toujours que de fausses interprétations de la loi sans aucune intention frauduleuse. Souvent même, le banquier a outrepassé en quelque sorte ses obligations en se livrant à des recherches parfois minutieuses : pour ne citer qu'un cas, on peut signaler les efforts de certains assujettis pour déterminer le taux d'émission de titres étrangers parfois fort anciens et liquider l'impôt sur la prime de remboursement, aucun document officiel ou officieux ne donnant dans maints cas aucun renseignement à cet égard (1).

(1) Voir ci-dessus lettre du Ministre des Finances au Président du Syndicat des Banquiers, du 13 janvier 1930, 2^e partie, livre II, titre II, chapitre premier.

Peut-être, est-il, dès lors, permis de s'étonner devant cette bonne volonté et cette exactitude des établissements de crédit, des pénalités extrêmement élevées qui sanctionnent leurs défaillances : les amendes peuvent, dans certains cas, s'élever à des sommes considérables, au point d'atteindre, pour une même nature de contravention, un chiffre supérieur à celui du capital social. Il est vrai que les banques ont toujours recours à la juridiction gracieuse et que les amendes sont très généralement remises dans de larges proportions. Néanmoins, il serait à désirer que des contraventions ne soient dressées qu'en cas de fraude avérée ; sinon, on arrive à cette anomalie que, pour une erreur involontaire, l'établissement bancaire est frappée d'une pénalité alors que le client, qui est le débiteur réel et qui seul a bénéficié de la faute commise, n'encourt aucune sanction.

Il ne faut pas oublier, en effet, qu'en principe le banquier est désintéressé de la question fiscale, qu'il ne subit ni directement ni indirectement l'impôt, et n'a d'autre souci que d'en assurer le recouvrement régulier ; d'autre part, les opérations de liquidation et de perception, essentiellement multiples et d'ordre matériel, ne sont effectuées que par un personnel secondaire et changeant ; le contrôle de ces opérations, en raison même de cette multiplicité, échappe aux chefs de service qui ne peuvent surveiller que des résultats d'ensemble, ou des cas de principe.

Dans ces conditions, et ce sera la conclusion de ces quelques pages, n'y a-t-il pas lieu de penser que

l'Administration devrait abandonner cette tendance, dont elle a trop souvent fait preuve, de traiter les questions de la fiscalité bancaire comme toute autre matière de contribution, sans essayer de se représenter la nature exacte de l'intervention d'assujettis qui lui apportent cependant un concours précieux et efficace. Ne doit-on pas souhaiter qu'elle considère les établissements de crédit comme des collaborateurs auxquels elle doit l'aide de son expérience et le soutien de son autorité, et qu'en cas d'erreur ou d'omission, elle les traite plus en auxiliaires incomplètement renseignés ou ayant commis une inadvertance, que comme des fraudeurs ou débiteurs récalcitrants.

Vu, le Doyen de la Faculté,

H. BERTHÉLEMY.

Vu, le Président de la Thèse,

Paris, 12 avril 1930 :

Gaston JÈZE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris.

CHARLETY.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
Introduction	9
PREMIERE PARTIE	
LIVRE I	
<i>Titre unique.</i> — Obligation de déclarer les valeurs et sommes dépendant d'une succession	17
LIVRE II	
<i>Titre I.</i> — Obligations des banques en ce qui con- cerne les comptes joints	29
<i>Titre II.</i> — Obligations des banques en ce qui con- cerne les coffres-forts tenus en location	33
DEUXIEME PARTIE	
LIVRE I	
<i>Titre I.</i> — Impôt sur les intérêts des créances, dépôts et cautionnements	45
Chap. I. — Champ d'application	48
Chap. II. — Bases de la perception	58

	Pages
Chap. III. — Mesures d'application	65
<i>Titre II.</i> — Attribution à l'Etat des sommes et valeurs atteintes par la prescription	72

LIVRE II

<i>Titre I.</i> — Impôt sur les opérations de bourse	83
Chap. I. — Champ d'application	86
Chap. II. — Bases de la perception	100
Chap. III. — Mesures d'application	106
<i>Titre II.</i> — Impôt sur les coupons des valeurs étrangères non abonnées et fonds d'Etats étrangers	122
Chap. I. — Champ d'application	125
Chap. II. — Bases de la perception	139
Chap. III. — Mesures d'application	146
Chap. IV. — Fundings	168
Chap. V. — Taxe afférente à la prime de change payée aux porteurs de coupons à option.....	178
<i>Titre III.</i> — Impôt sur le revenu des valeurs étrangères non abonnées déposées en banque contre remise d'en récépissé nominatif	183
<i>Titre IV.</i> — Impôt sur les opérations de change..	190

Imprimerie A. CASTET, 38 *bis*, Boulevard Saint-Marcel, PARIS (v^e)
